

**مركز القانون العربي والإسلامي**  
**Centre de droit arabe et musulman**  
**Zentrum für arabisches und islamisches Recht**  
**Centro di diritto arabo e musulmano**  
**Centre of Arab and Islamic Law**

**CIMETIÈRE**  
**MUSULMAN EN OCCIDENT**  
**Normes juives, chrétiennes et musulmanes**

**Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh**

**Ce livre peut être acquis auprès de**  
**[www.amazon.com](http://www.amazon.com)**  
**2<sup>e</sup> édition, 2012**

## **Le Centre de droit arabe et musulman**

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com) un bon nombre d'écrits.

## **L'auteur**

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

## **Éditions**

Centre de droit arabe et musulman  
Ochettaz 17  
Ch-1025 St-Sulpice  
Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585  
Tél. portable: 0041 [0]78 9246196  
Site: [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com)  
Email: [sami.aldeeb@yahoo.fr](mailto:sami.aldeeb@yahoo.fr)  
© Tous droits réservés

## Sommaire

Préface par Michel Rossetti	7
Introduction	9
Partie I. Division musulmane de la société	11
Chapitre I. Division à l'intérieur de la Terre d'islam	11
Chapitre II. Terre d'islam et Terre de mécréance	14
Partie II. Les musulmans et les cimetières	23
Chapitre I. Détermination des problèmes	23
Chapitre II. Migration des morts	24
Chapitre III. Division entre les morts	33
Chapitre IV. Direction de la tombe	79
Chapitre V. Linceul, cercueil et tombe	82
Chapitre VI. Temps de l'enterrement	87
Chapitre VII. Permanence des tombes	91
Chapitre VIII. Incinération	107
Conclusion	129
Bibliographie	133
Table des matières	139



## Observations générales

### Translittération

L'alphabet arabe se prête à différentes formes de translittération. J'évite la forme savante trop compliquée pour un lecteur non spécialisé. Je donne ici les équivalences de quelques lettres arabes:

'	ع + ء	gh	غ
kh	خ	u + w	و
d	د + ض	i + y	ي
dh	ذ + ظ	t	ت + ط
sh	ش	h	ه + ح
s	س + ص	j	ج

### Notes et bibliographie

Afin de ne pas alourdir inutilement les notes de bas de page, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se reporter à la fin du livre pour les données bibliographiques complètes. Pour les renvois aux codes des pays traités, je me limite à l'indication du pays en question. Ainsi l'article 781 jordanien signifie qu'il s'agit de l'article 781 du code civil jordanien.

### Citation de la Bible et du Coran

Les citations de l'Ancien Testament et du Nouveau Testament sont prises de la *Bible de Jérusalem*. Celles du *Coran* sont prises principalement de la traduction établie par Régis Blachère. Les chiffres cités entre parenthèses dans le texte sans autre mention renvoient au Coran.

### Notes de bas de page

Dans les notes de bas de page, je cite le nom de l'auteur et parfois les premiers éléments du titre. Le lecteur est prié de se référer à la fin du livre pour les données bibliographiques complètes.

### Dates

Sauf indication contraire, les dates qui figurent dans cet ouvrage renvoient à l'ère chrétienne. La date pertinente de décès d'un auteur est indiquée lorsque l'auteur est cité pour la première fois dans le texte ainsi que dans la bibliographie.



## **Préface**

### **par Michel Rossetti<sup>1</sup>**

Poser la question des cimetières musulmans c'est plus particulièrement se demander s'il se justifie aujourd'hui de réintroduire en Suisse, à Genève notamment, les cimetières confessionnels supprimés au 19<sup>ème</sup> siècle. En effet, outre les musulmans, d'autres communautés religieuses ont revendiqué la création de leurs propres cimetières: juifs libéraux, arméniens apostoliques. Et la liste pourrait s'allonger!

Ces demandes se répétant de plus en plus souvent, l'ouvrage de Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh est donc d'une brûlante actualité, ce d'autant que certains élus n'hésitent pas à en défendre le principe au niveau parlementaire par pur idéalisme (sans en mesurer apparemment toutes les conséquences), par ignorance, faiblesse ou calcul politique. Aussi doit-on remercier et féliciter l'auteur pour la contribution qu'il apporte à la réflexion de ceux qui se préoccupent de la question et qui en particulier seront appelés à se prononcer. L'ouvrage, remarquablement documenté, se lit avec facilité et permet au lecteur de se plonger dans l'histoire des normes juives, chrétiennes et musulmanes en matière de cimetière, de suivre leurs évolutions et enfin de se rendre compte que dans notre pays les autorités cantonales ou municipales ne partagent pas toutes le même avis!

Voici une trentaine d'années, alors que j'exerçais la profession d'avocat, j'ai défendu les intérêts d'un client musulman qui s'était acheté une concession dans le cimetière d'une commune genevoise dans le but de se faire construire un caveau lui permettant de se faire inhumer dans les conditions requises par sa religion. Le caveau était en voie d'achèvement et le problème qui l'avait conduit à s'adresser à moi était qu'il avait soudain constaté l'apparition d'humidité sur une des parois du caveau provoquée, disait-il, par l'état du terrain, raison pour laquelle il désirait purement et simplement obtenir l'annulation de la concession et le remboursement de son investissement.

J'avais été amené à solliciter des mesures provisionnelles et dans ce cadre là le juge avait ordonné un transport sur place au cours duquel j'ai constaté deux choses: la première, que l'humidité, si elle existait, était si faible qu'elle ne justifiait pas la remise en question de l'accord signé entre les parties. La deuxième, qu'à droite du caveau de mon client se trouvait la tombe d'un juif... J'ai alors immédiatement compris que le véritable motif de la procédure était la présence de cette tombe qui n'avait été remarquée que tardivement à l'occasion d'un déplacement au cimetière pour vérifier l'état des travaux. S'agissant du litige, il se résolut par la négociation. La commune accepta d'annuler la concession et reprit l'ouvrage.

Cette histoire me fit comprendre que même dans la mort certaines personnes ne doivent pas être côtoyées. Plus tard, lorsque j'eus à appliquer le Règlement sur les

---

<sup>1</sup> Ancien maire de Genève.

cimetières de la Ville de Genève, calqué sur la Loi cantonale de 1867, cette histoire me revint à l'esprit et me conforta dans la conviction de la justesse de la règle selon laquelle chacun doit accepter d'être inhumé à la ligne sans distinction de race ou de religion. J'ai donc appliqué cette règle systématiquement et sans dérogation fort de la conviction que c'est en supprimant les séparations que l'on réduit les antagonismes.

Au demeurant, la question de la réouverture des cimetières confessionnels n'est qu'un aspect de la remise en question de la laïcité qui, pourtant, non seulement nous a apporté paix civile et religieuse mais encore assuré liberté et égalité. La multiculturalité qui se développe et l'écoute des minorités conduisent peu à peu à ce paradoxe: la majorité par inconscience, désintérêt, voire lassitude, au lieu de défendre ses propres valeurs se laisse phagocyter et finit souvent par adopter les valeurs des minorités quitte à s'en mordre les doigts plus tard. Quelle erreur!

À l'exécutif de la Ville de Genève pendant dix ans, j'ai souvent utilisé l'image de la ligne rouge à ne pas franchir. Elle matérialisait dans mon esprit la ligne à partir de laquelle il ne pouvait plus y avoir de concession ou de discussion sous peine de capituler.

La laïcité sans aucun doute est une des valeurs qui doivent être maintenues et donc défendues avec détermination. À défaut, nous serions rapidement confrontés à de graves problèmes! En effet, les revendications de type religieux ne font qu'émerger et la question des cimetières n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Aussi faut-il souhaiter que nos autorités prennent le temps de la réflexion avant de décider. Nul doute alors qu'au vu des enjeux elles finissent par comprendre que rien ne doit changer dans ce domaine si particulier.



## Introduction

Nous ne parlons pas ici de l'islam, mais des musulmans. L'*islam*, tout comme le *christianisme* et le *judaïsme*, est une notion abstraite qui n'existe pas. De ce fait, nous n'utiliserons le terme *islam* que dans les citations reprises à d'autres.

Des musulmans revendiquent en Suisse, en France et ailleurs en Occident un cimetière ou un carré réservé exclusivement à eux. Pourquoi une telle revendication?

Cette étude présente les principales normes et pratiques relatives aux cimetières que des musulmans rattachent, à tort ou à raison, à leurs croyances religieuses et qui servent de base à leur revendication afin que leurs tombes ne soient pas mêlées à celles des *mécréants* (*kafir*). Ce dernier terme, la plus grande insulte en langue arabe, est souvent utilisé pour désigner tous les non-musulmans. En attendant la satisfaction de leur revendication, environ 90% des musulmans qui meurent en Suisse sont rapatriés dans leurs pays d'origine.

Pour pouvoir comprendre le phénomène du rapatriement des morts musulmans, leur revendication à avoir un cimetière ou un carré séparé et les difficultés à satisfaire cette revendication, cette étude tracera les normes suisses en matière de cimetière. Ceci nous mène à exposer les normes juives et chrétiennes qui, elles aussi, se heurtent aux normes suisses. Et bien que cette étude soit concentrée sur la Suisse, elle soulève un problème qui se retrouve dans d'autres pays occidentaux où vivent des minorités musulmanes ainsi que dans les pays à majorité musulmane.

Certes, le sujet des cimetières touche à des sensibilités extrêmes et au tabou de la mort. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que les cimetières posent des problèmes réels à la société. Il suffit à cet égard de se rappeler que la Paix confessionnelle d'Augsbourg de 1555, l'Édit de Nantes de 1598 et les Traités de Westphalie de 1648<sup>1</sup>, lesquels avaient pour but de pacifier les catholiques et les protestants en Europe, comportaient des clauses relatives aux cimetières. La Constitution suisse de 1874 a aussi dû inclure une disposition relative aux cimetières à son article 53 al. 2 dans le but de consolider la cohésion nationale et d'assurer la paix confessionnelle entre catholiques et protestants, paix durement mise à l'épreuve par le *Kulturkampf* après la proclamation du dogme de l'infailibilité du Pape en 1870. Cet article dit:

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décentement.

Et c'est à tort que la nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, a supprimé cette disposition en estimant qu'elle est recouverte par l'article 7 qui stipule: "La dignité humaine doit être respectée et protégée". Plus proche de nous, la dernière guerre des Balkans a été précédée et accompagnée par la profanation des cimetières des différentes communautés religieuses. La paix des vivants passe

---

<sup>1</sup> Maechler, p. 12.

par la paix des morts, et celui qui oublie l'histoire risque de la réapprendre à ses propres dépens.

J'espère que cette étude ouvrira la voie à d'autres chercheurs soucieux de la réalisation de la paix confessionnelle dans ce monde troublé en supprimant les frontières entre les morts. Je prie les lectrices et les lecteurs de bien vouloir me faire part de leurs réflexions et de leurs remarques constructives.

Pour finir, je souhaite exprimer ma gratitude pour celles et ceux qui ont corrigé ce texte et m'ont fait part de leurs observations. Je nomme particulièrement Annette Donnier-Troehler, Sadri Saieb et Reinhard Klarmann. Je remercie aussi Michel Rossetti, Ancien Maire de Genève, de m'avoir fait l'honneur de préfacer cet ouvrage, ainsi que L'Harmattan d'avoir accepté de le publier. Je reste cependant l'unique responsable des erreurs et des opinions qui y sont exprimées.

## **Partie I.**

### **Division musulmane de la société**

Pour comprendre la revendication des musulmans d'avoir des tombes séparées de celles des autres communautés religieuses, il faut savoir que le droit musulman classique divise le monde des vivants selon des critères religieux, division qui se retrouve ensuite entre les morts. Il y a avant tout la division entre *Terre d'islam* (*Dar al-islam*) et *Terre de guerre* (*Dar al-harb*) appelée souvent *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*). Ensuite, il y a à l'intérieur de la *Terre d'islam*, la division entre les musulmans, les *Gens du Livre*, les apostats et les polythéistes, avec un statut particulier pour l'Arabie. Nous commençons par la division à l'intérieur de la *Terre d'islam*<sup>1</sup>.

### **Chapitre I.**

#### **Division à l'intérieur de la Terre d'islam**

L'Arabie du temps de Mahomet (d. 632) était connue pour sa grande tolérance. À la Mecque, cohabitaient pas moins de 360 idoles. Avec la création de l'État musulman par Mahomet en 622, la société a été divisée en groupes religieux.

#### **1) Musulmans**

Le Coran affirme que "les croyants sont des frères" (49:10)<sup>2</sup>. Toute personne qui se convertit à l'islam appartient à l'*Ummah*, la Communauté islamique que le Coran qualifie comme "la meilleure Communauté suscitée pour les hommes" (3:110). On retrouve ici la notion du *Peuple élu* que revendiquent les juifs. Les musulmans estiment qu'ils ont le devoir d'appliquer les normes musulmanes tirées du Coran et de la Tradition de Mahomet dans tous les domaines de leur vie. Ils partent de l'idée que seul Dieu peut faire œuvre de législateur et connaît mieux les intérêts des humains. Le Coran stipule:

Ceux qui ne jugent pas les hommes d'après ce que Dieu a révélé sont des mécréants, ... injustes, ... pervers (5:44, 45, 47).

Lorsque Dieu et son Prophète ont pris une décision, il ne convient ni à un croyant, ni à une croyante de maintenir son choix sur cette affaire. Celui qui désobéit à Dieu et à son Prophète s'égare totalement et manifestement (33:36).

Pour la compréhension des développements qui suivent, nous signalons que les musulmans sont divisés en deux groupes principaux: les sunnites et les chiites. Les sunnites, qui forment la majorité (environ 90%), adhèrent à quatre écoles juridiques principales: l'école hanafite (fondée par Abu-Hanifah, d. 767), l'école malikite (fondée par Malik, d. 795), l'école shafi'ite (fondée par Al-Shafi'i, d. 819) et l'école hanbalite (fondée par Ibn-Hanbal, d. 855).

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans en Occident.

<sup>2</sup> Les chiffres cités entre parenthèses sans autre mention renvoient au Coran.

Face aux musulmans, il y a les *mécréants* classés selon leur degré de mécréance en *Gens du Livre*, apostats et polythéistes.

## 2) Gens du Livre

Mahomet pour les musulmans est le dernier messenger de Dieu. Avant lui, Dieu a envoyé d'autres messagers pour transmettre ses lois aux humains. Il leur a confié un livre qui correspond au Coran. Ceux qui ont suivi ces messagers s'appellent de ce fait *Gens du Livre* (*Ahl al-kitab*). Le Coran mentionne expressément les juifs, les chrétiens, les sabéens et les zoroastriens (2:62; 9:29; 22:17). Mahomet a engagé des discussions avec les juifs et les chrétiens pour qu'ils reconnaissent sa qualité de messenger annoncé par la Torah et l'Évangile et qu'ils se soumettent à son pouvoir.

Ayant échoué sur le plan théologique, Mahomet les accuse d'avoir falsifié leurs livres<sup>1</sup> et les taxe de polythéistes: les juifs croyant aux *Gibt* et aux *Taghout* et adorant Moïse, leurs grands prêtres et *Ozayr*<sup>2</sup> et les chrétiens adorant Dieu, Jésus et Marie<sup>3</sup>. Le rapprochement s'avère impossible<sup>4</sup> et le Coran attribue les divergences avec ces groupes à la volonté divine<sup>5</sup>. Il ne recommande pas moins à ses adeptes d'adopter une attitude correcte envers les *Gens du Livre* en sollicitant d'eux une entente sur un minimum commun, à savoir l'adoration d'un Dieu unique<sup>6</sup>.

Ce débat théologique va déterminer le statut juridique des *Gens du Livre*. Ce statut est réglé principalement par quatre versets coraniques<sup>7</sup> dont les légistes classiques ont déduit que les juifs, les chrétiens, les sabéens, les zoroastriens ainsi que les samaritains ont le droit de garder leur foi et de vivre au sein de l'État musulman avec l'espoir de les voir un jour se convertir à l'islam. Comme pour les musulmans, ces communautés doivent suivre les normes religieuses révélées dans leurs livres sacrés<sup>8</sup>. Jusqu'à aujourd'hui, ces communautés dans les pays arabo-musulmans sont régies par ces normes en matière de droit de famille et ont aussi gardé dans certains pays leurs propres tribunaux dans ce domaine.

Les relations entre la communauté musulmane et les *Gens du Livre* ont connu des hauts et des bas. Le Coran rejette le recours à la contrainte pour les convertir: "Pas de contrainte en religion" (2:256), même si la conversion est encouragée par des moyens indirects. La cohabitation qu'il préconise avec eux se fait non pas d'égal à égal, mais de dominant à dominé, les *Gens du Livre* devant s'acquitter d'un tribut (*jizyah*), en état d'humilité (9:29), et se soumettre à certaines normes discriminatoires, notamment en matière de droit de famille. Ainsi par exemple les musulmans peuvent épouser des femmes des *Gens du Livre*, mais ces derniers ne peuvent pas épouser des femmes musulmanes. Les *Gens du Livre* sont appelés les *dhimmis*, les protégés des musulmans. Pour résoudre les contradictions entre les

---

<sup>1</sup> Coran 3:78; 4:46; 5:13, 15, 41; 6:91; 7:157, 162.

<sup>2</sup> Coran 4:54; 9:30-31.

<sup>3</sup> Coran 4:172; 5:17, 73, 116; 19:30, 35.

<sup>4</sup> Coran 2:145

<sup>5</sup> Coran 5:48; voir aussi 11:118; 16:93 et 42:8.

<sup>6</sup> Coran 3:64; 16:125; 29:46.

<sup>7</sup> Coran 9:29; 2:62; 5:69; 22:17.

<sup>8</sup> Coran 5:44 et 46.

versets tolérants et ceux intolérants, les légistes classiques recourent à la théorie de l'abrogation: un verset portant sur une affaire est abrogé par un verset ultérieur portant sur cette même affaire<sup>1</sup>. Or, les légistes classiques n'ont pu se mettre d'accord ni sur la portée ni sur la datation des versets, certains n'hésitant pas à considérer tous les versets tolérants du Coran à l'égard des non-musulmans comme abrogés purement et simplement par le *verset du sabre*:

Après que les mois sacrés se seront écoulés, tuez les polythéistes, partout où vous les trouverez; capturez-les, assiégez-les, dressez-leur des embuscades. Mais s'ils se repentent, s'ils s'acquittent de la prière, s'ils font l'aumône, laissez-les libres. Dieu est celui qui pardonne, il est miséricordieux (9:5)<sup>2</sup>.

### 3) Apostats

Le Coran affirme: "Pas de contrainte en religion" (2:256). On est libre de devenir musulman, voire encouragé à le faire, mais le musulman, qu'il soit converti ou né d'une famille musulmane, n'a pas le droit de quitter sa religion. Il s'agit donc d'une liberté religieuse à sens unique. Le Coran ne prévoit pas de châtement précis contre l'apostat bien qu'il en parle à plusieurs reprises en utilisant soit le terme *kufir* (renégation)<sup>3</sup>, soit le terme *riddah* (revenir en arrière)<sup>4</sup>. Seuls des châtements dans l'autre vie y sont prévus si l'on excepte le verset 9:74 qui parle de châtement douloureux en ce monde, sans préciser en quoi il consiste. Les récits de Mahomet sont en revanche plus explicites:

Celui qui change de religion, tuez-le<sup>5</sup>.

Il n'est pas permis d'attenter à la vie du musulman sauf dans les trois cas suivants: la mécréance après la foi, l'adultère après le mariage et l'homicide sans motif<sup>6</sup>.

Sur la base des versets coraniques et des récits de Mahomet, les légistes classiques prévoient la mise à mort de l'apostat après lui avoir accordé un délai de réflexion de trois jours. S'il s'agit d'une femme, certains légistes préconisent de la mettre en prison jusqu'à sa mort ou son retour à l'islam<sup>7</sup>. Il faut y ajouter des mesures d'ordre civil: interdiction et dissolution du mariage de l'apostat, enlèvement de ses enfants, ouverture de sa succession, privation du droit successoral. L'apostasie collective donne lieu à des guerres. Le sort réservé aux apostats est alors pire que celui réservé à l'ennemi.

### 4) Polythéistes

Il s'agit des non-musulmans qui n'appartiennent pas aux *Gens du Livre*. Au début de sa mission, Mahomet semblait être disposé à leur faire quelques concessions. Un passage du Coran rapporté par Al-Tabari (d. 923) reconnaissait trois de leurs

<sup>1</sup> Cette théorie est énoncée par le Coran 2:106; 16:101; 22:52.

<sup>2</sup> Voir sur l'effet abrogatoire de ce verset Ibn-Hazm: *Ma'rifat al-nasikh*, vol. II, p. 146-148; Ibn-Salah: *Al-nasikh*, p. 19, 27, 29, 42, 45, 49, 54, 57, 61, etc.

<sup>3</sup> Voir les versets 2:217 et 47:25-27.

<sup>4</sup> Voir les versets 2:208; 3:86-90, 177; 4:137; 9:66, 74, 16:106-109.

<sup>5</sup> Al-Bukhari, récits 2794, 6411; Al-Tirmidhi, récit 1378; Al-Nisa'i, récits 3991, 3992.

<sup>6</sup> Ahmad, récits 23169 et 24518.

<sup>7</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh.: *L'impact de la religion*, p. 60-63.

divinités: *Al-Lat*, *Al-Uzzah* et *Manat*. Mais ce passage fut dénoncé par Mahomet et supprimé du Coran comme étant révélé par Satan (d'où *Les Versets sataniques* de Salman Rushdie). On en trouve des traces dans le Coran (53:19-23). Mahomet admit aussi la possibilité de conclure un pacte avec les polythéistes (9:3-4). Mais ceci fut aussi dénoncé (9:5, 7-11). Selon les légistes musulmans classiques, les polythéistes n'ont le choix qu'entre la conversion à l'islam et la mort.

### 5) Statut particulier de l'Arabie

La tolérance relative à l'égard des *Gens du Livre* ne s'étend pas à ceux parmi eux qui habitent l'Arabie. Mahomet, sur son lit de mort, aurait appelé Umar (d. 644), le futur 2<sup>ème</sup> calife, et lui aurait dit: "Deux religions ne doivent coexister dans la Péninsule arabe"<sup>1</sup>. Mawerdi (d. 1058) qui rapporte cette parole écrit: "Les tributaires ne furent pas admis à se fixer dans le Hijaz; ils ne pouvaient y entrer nulle part plus de trois jours". Leurs cadavres mêmes ne sauraient y être enterrés et, "si cela a eu lieu, ils seront exhumés et transportés ailleurs, car l'inhumation équivaut à un séjour à demeure"<sup>2</sup>.

Les légistes musulmans classiques ne se sont pas mis d'accord sur les limites géographiques dans lesquelles cette norme devrait s'appliquer. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite accueille un grand nombre de non-musulmans, mais elle leur interdit le séjour à la Mecque et Médine, et les prive tous, sur tout le territoire, du droit de pratiquer leurs cultes.

## Chapitre II.

### Terre d'islam et Terre de mécréance

#### 1) Frontière religieuse classique

Les légistes musulmans classiques considèrent comme *Terre d'islam* (*Dar al-islam*) toutes les régions passées sous domination musulmane, que les habitants soient musulmans ou non. De l'autre côté de la frontière se trouve la *Terre de guerre* (*Dar al-harb*), appelée souvent *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*) qui, un jour ou l'autre, devra passer sous domination musulmane et ses habitants à plus ou moins longue échéance convertis à l'islam.

Avant le départ de Mahomet de la Mecque en 622, le Coran intimait aux musulmans de ne pas recourir à la guerre, même s'ils étaient agressés (16:127; 13:22-23). Après son départ et la création de l'État musulman à Médine, les musulmans furent autorisés à combattre ceux qui les combattaient (2:190-193 et 216; 8:61; 22:39-40). À la fin, il leur fut permis d'entreprendre la guerre. En cas de traité de trêve sans limitation dans le temps, les musulmans peuvent y mettre fin. Si le traité est limité dans le temps, la guerre ne peut reprendre à nouveau qu'après la fin de la trêve (9:3-5)<sup>3</sup>. Mahomet aurait écrit des messages aux différents chefs de son temps, leur demandant de devenir musulmans. S'ils étaient monothéistes et

---

<sup>1</sup> Malik, récit 1388.

<sup>2</sup> Mawerdi, p. 357.

<sup>3</sup> Ces étapes sont exposées par Mawlawi, p. 33-47.

désiraient le rester, ils devaient se soumettre au pouvoir politique des musulmans et payer un tribut. S'ils refusaient les deux alternatives, ils devaient se préparer à la guerre. S'ils étaient non-monothéistes, ils n'avaient le choix qu'entre la conversion et la guerre<sup>1</sup>.

La *Terre de guerre* peut bénéficier d'un traité de paix temporaire, devenant ainsi *Terre de traité* (*Dar ahd*). D'après Abou Yousof (d. 798), le grand juge de Bagdad, "il n'est pas permis au représentant de l'Imam de consentir la paix à l'ennemi quand il a sur eux la supériorité de forces; mais s'il n'a voulu ainsi que de les amener par la douceur à se convertir ou à devenir tributaires, il n'y a pas de mal à le faire jusqu'à ce que les choses s'arrangent de leur côté"<sup>2</sup>. Abou Yousof ne fait que paraphraser le Coran: "Ne faites pas appel à la paix quand vous êtes les plus forts" (47:35). Trois siècles plus tard, Mawerdi reprend le même raisonnement<sup>3</sup>. Ibn-Khaldun (d. 1406) distingue entre la guerre menée par les musulmans et celle menée par les adeptes des autres religions. Les musulmans sont légitimés à mener une guerre offensive du fait qu'ils ont une mission universelle visant à amener toutes les populations à entrer dans la religion musulmane, bon gré mal gré. Ceci n'est pas le cas des adeptes des autres religions qui n'ont pas de mission universelle; ils ne peuvent mener une guerre que pour se défendre<sup>4</sup>.

## 2) Frontière religieuse classique et migration

La migration a marqué la communauté musulmane dès ses débuts. Les biographes de Mahomet nous rapportent comment ce dernier envoya certains de ses adeptes en Abyssinie pour les mettre à l'abri des persécutions des Mecquois. Il leur donna un message à l'intention du roi d'Abyssinie lui demandant de bien les accueillir, de reconnaître qu'il est le messenger de Dieu et d'abandonner l'orgueil<sup>5</sup>. Plus tard, Mahomet demanda au roi de devenir musulman pour avoir la vie sauve (*aslim taslam*), et de lui renvoyer les immigrés<sup>6</sup>. Ce qu'il aurait fait selon les sources musulmanes<sup>7</sup>.

Toujours pour échapper aux persécutions, Mahomet, accompagné de certains de ses adeptes, quitta en 622 la Mecque, sa ville natale, et se dirigea vers Yathrib, la ville de sa mère, devenue Médine. C'est le début de l'ère musulmane, l'ère hégire, de la migration. Des musulmans, cependant, restèrent à la Mecque et continuèrent à vivre secrètement leur foi. Contraints de participer au combat contre les troupes de Mahomet, certains y perdirent la vie. Le Coran le leur reprocha (4:97-98), instituant le devoir de quitter la *Terre de mécréance* pour rejoindre la communauté musulmane, s'ils le peuvent. D'autres versets vont dans ce même sens (4:100; 9:20). Le but de cette migration était de se mettre à l'abri des persécutions,

---

<sup>1</sup> Voir ces écrits dans Hamidullah: Documents, vol. II, p. 21, 22, 34 et 41; Hamidullah: Majmu'at, p. 110, 116, 145, 162.

<sup>2</sup> Abou Yousof Ya'koub, p. 319.

<sup>3</sup> Mawerdi, op. cit., p. 31 et 98-105.

<sup>4</sup> Ibn-Khaldun, p. 202.

<sup>5</sup> Hamidullah: Al-watha'iq, p. 100.

<sup>6</sup> Ibid., p. 103-104.

<sup>7</sup> Ibid., p. 104-107.

d'affaiblir la communauté mécréante et de participer à l'effort de guerre de la nouvelle communauté. Aussi, le Coran parle conjointement de *ceux qui ont émigré et ont fait le jihad* (2:218; 8:20, 72, 74 et 75; 16:110).

Les immigrés avaient tout abandonné derrière eux et ils étaient appelés à rompre tout lien avec les *mécréants*, y compris les liens familiaux (9:23). Ils se trouvaient dans le dénuement total. Ils devaient alors être pris en charge par les autres membres de la communauté. Le Coran incite les riches à les aider (24:22) et leur consacre une part du butin de guerre, les plaçant même avant les résidents (59:8-10). Il établit une fraternité entre les croyants (49:10; 3:103; 9:11) impliquant des droits successoraux, droits réservés par la suite aux parentés (33:6).

Partant de ces faits, les légistes musulmans classiques estiment que la migration vers la *Terre d'islam* continuera tant que persistera la division entre la *Terre d'islam* et la *Terre de mécréance*. Tout musulman qui se trouve en *Terre de mécréance* doit émigrer vers la *Terre d'islam*, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour cause de maladie, de faiblesse ou de contrainte<sup>1</sup>. Ibn-Qudamah (d. 1223) dit que même si un musulman peut accomplir ses devoirs religieux en *Terre de mécréance*, il est préférable qu'il émigre vers la *Terre d'islam* pour pouvoir faire le *jihad* contre les *mécréants* et grossir le nombre des musulmans<sup>2</sup>. Et si les musulmans vivant en *Terre de mécréance* doivent émigrer vers la *Terre d'islam*, à plus forte raison ceux vivant en *Terre d'islam* ne doivent pas émigrer vers la *Terre de mécréance*. Les légistes classiques ne s'occupent que très peu de cette émigration<sup>3</sup>. En application de cette doctrine, les musulmans ont quitté les pays qui ont été reconquis par les chrétiens. Répondant à des musulmans vivant en Sicile, l'Imam Al-Mazari, originaire de Mazara en Sicile, (d. 1141, en Afrique du Nord), leur rappela l'interdiction de séjourner en *Terre de mécréance*. Cette règle, cependant, connaît des exceptions:

- le séjour dans un pays ennemi pour une raison impérieuse;
- le séjour volontaire mais en ignorant que le séjour est interdit;
- le séjour en territoire ennemi en espérant de l'arracher d'entre les mains des occupants et de le restituer aux musulmans, ou de parvenir à mettre les infidèles sur la bonne voie, ou, du moins, à les détourner d'une hérésie quelconque<sup>4</sup>.

Dans deux *fatwas* (décisions religieuses) datant de 1484 et 1495, Al-Wansharisi (d. 1508) dit que les musulmans qui pouvaient émigrer vers la *Terre d'islam* devaient le faire<sup>5</sup>. Seul est dispensé de la migration celui qui ne peut l'accomplir pour raison de paralysie, de captivité, de maladie grave ou de grande faiblesse. Celui-ci doit cependant garder l'intention d'émigrer dès qu'il le pourra. Celui qui refuse

---

<sup>1</sup> Al-Shafi'i: Kitab al-umm, vol. 4, p. 169-170.

<sup>2</sup> Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 10, p. 514-515.

<sup>3</sup> Voir Khadduri, p. 170-174.

<sup>4</sup> Texte arabe et traduction de la *fatwa* d'Al-Mazari, in: Turki, p. 697-704.

<sup>5</sup> Al-Wansharisi, vol. 2, p. 133-134 et vol. 10, p. 107-109.



d'émigrer quitte la communauté<sup>1</sup> et approuve la supériorité de la mécréance sur l'islam<sup>2</sup>.

### 3) Frontière religieuse actuelle

Après avoir subi la colonisation, le monde musulman, notamment avec la fin de l'empire ottoman et la suppression du califat en 1924, s'est divisé en États nations, souvent en guerre entre eux, avec un minimum de liens religieux comme par exemple au sein de l'*Organisation de la Conférence islamique* qui joue au pompier sans trop d'effet. Ces États font désormais partie de l'ONU. Nous sommes actuellement face à une nouvelle donne géopolitique à laquelle les auteurs musulmans modernes essaient d'adapter l'ancienne division entre *Terre d'islam* et *Terre de guerre*.

Abu-Zahrah affirme que le monde actuel est uni par une seule organisation (l'ONU) dont les membres se sont engagés à respecter ses lois. Le Coran exige dans ce cas le respect de tous les engagements (17:34). De ce fait, les pays membres de cette organisation mondiale ne sauraient être considérés comme *Terre de guerre* mais *Terre de traité* (*Dar ahd*)<sup>3</sup>.

Mawlawi dit que si la *Terre d'islam* est le pays où les normes musulmanes sont intégralement appliquées, il faudrait conclure que la plupart des pays musulmans ne peuvent plus être considérés comme *Terre d'islam*. Suffit-il qu'un pays applique les lois du statut personnel pour qu'il soit considéré comme musulman? Et s'il ne le fait pas, comme la Turquie, est-ce qu'il sera considéré comme un pays non-musulman? Doit-on prendre comme critère l'exercice des cultes religieux musulmans? Dans ce cas, que dire de certains pays non-musulmans où les musulmans pratiquent leurs cultes plus librement que dans les pays musulmans? Ces pays ne sont pas des pays musulmans mais il y a peu de différences avec les pays musulmans qui n'appliquent pas les lois musulmanes et ne font que permettre les cultes. Mawlawi est d'avis que les pays non-musulmans qui ne sont pas en guerre ou qui ont des traités avec les pays musulmans sont à considérer comme *Terre de traité* ou *Terre de mission* (*Dar da'wah*)<sup>4</sup>. Conscient de la connotation négative de cette dernière notion, Tariq Ramadan, un activiste musulman suisse, lui préfère la notion de *Terre de témoignage* (*Dar al-shahadah*)<sup>5</sup>.

Les ouvrages musulmans modernes qualifient souvent les pays non-musulmans de *Terre de mécréance* (*Dar al-kufr*), et leurs habitants de *mécréants* (*kafir*). Des islamistes voudraient même réhabiliter les deux notions *Terre d'Islam* et *Terre de Guerre* et revenir à la guerre sainte<sup>6</sup>. Ainsi le *Parti de libération* dit dans son

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 2, p. 119-133.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 2, p. 137-141.

<sup>3</sup> Abu-Zahrah: *Al-ilalat al-duwaliyyah fil-islam*, p. 57. Voir dans le même sens Al-Zuhayli: *Athar al-harb*, p. 108-109 et 195-196.

<sup>4</sup> Mawlawi, p. 98-104.

<sup>5</sup> Ramadan: *Être musulman européen*, p. 238-239.

<sup>6</sup> Nous nous basons ici sur les différents modèles constitutionnels établis par des islamistes. D'après leurs auteurs, ces modèles constitutionnels sont censés remplacer les constitutions arabo-musulmanes actuelles d'inspiration occidentale. Le lecteur trouvera une traduction intégrale de six

modèle constitutionnel de 1952<sup>1</sup> que "l'appel à l'islam est la tâche principale de l'État" (article 10) et que "le *jihād* est un devoir pour les musulmans" (article 90). Le commentaire précise qu'il faut commencer par appeler les *mécréants* à la foi musulmane. S'ils refusent d'y adhérer, alors seulement, il faut les combattre. Il est interdit de conclure des traités de neutralité absolue ou de délimitation permanente des frontières parce qu'ils signifieraient la non transmission de la foi musulmane et l'arrêt du *jihād*<sup>2</sup>.

#### 4) Frontière religieuse et migration actuelle

La doctrine musulmane continue à voir d'un mauvais œil l'émigration des musulmans vers la *Terre de mécréance*, et ne la permet que dans les limites de la nécessité ou lorsque le but est de convertir les *mécréants* à l'islam. Il y a aussi un débat autour de la question de savoir si un musulman peut obtenir la nationalité d'un pays non-musulman. Certains n'hésitent pas à considérer un tel musulman comme apostat, du fait qu'il se soumet aux lois occidentales au lieu des lois musulmanes. Ils réclament aux citoyens musulmans des pays non-musulmans de renoncer à leur nationalité et d'émigrer vers les pays musulmans<sup>3</sup>. Ce problème a été posé par le *Centre islamique de Washington* à l'*Académie du droit musulman* qui dépend de l'*Organisation de la Conférence islamique*. Les membres de cette Académie étaient tellement divisés que l'Académie a dû renoncer à y répondre<sup>4</sup>.

Consciente de la difficulté à empêcher l'émigration des musulmans vers les pays non-musulmans et à obliger les musulmans de ces pays de les abandonner et de renoncer à leur nationalité, la doctrine musulmane demande à ces musulmans de se conformer autant que possible aux normes musulmanes. Le *Colloque du Koweït relatif aux droits de l'homme en islam* organisé en 1980 par la *Commission internationale des juristes*, l'*Université du Koweït* et l'*Union des avocats arabes* "recommande à tous les États de respecter les droits des minorités dans l'exercice de leurs traditions culturelles et de leurs rites religieux, ainsi que le droit de se référer dans leur statut personnel à leurs croyances religieuses, comme il recommande à ces États de prodiguer le soutien nécessaire à toutes les initiatives qui encouragent cet esprit et renforcent cette orientation et cette tendance"<sup>5</sup>. Al-Jaza'iri, le prédicateur de la Mosquée du Prophète à Médine, préconise la création d'une commission de tous les pays musulmans dans le but de sauvegarder les droits des immigrés musulmans en pays non-musulmans, avec un budget auquel doivent participer tous les pays musulmans selon leur capacité. Le but de cette commission

---

modèles constitutionnels islamiques in: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, annexes 12-17, p. 522-569.

<sup>1</sup> Texte de ce modèle dans Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 528-540.

<sup>2</sup> Ibid., p. 452-453.

<sup>3</sup> Voir sur ce débat Al-Jaza'iri: *Tabdil al-jinsiyyah riddah wa-khiyanah*; Al-Jaza'iri: *l'lam al-anam bi-hukm al-hijrah fil-islam*, p. 723.

<sup>4</sup> *Majallat majma al-fiqh al-islami*, no 3, partie 2, 1987, p. 1104, voir aussi p. 1103, 1113, 1119, 1129, 1149-1158 1327-1338, 1399.

<sup>5</sup> Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 500.

est de prendre des mesures visant à "empêcher les musulmans de se dissoudre dans les sociétés mécréantes et athées". Parmi ces mesures:

- Construire les mosquées pour y prier et apprendre leur religion.
- Fournir les imams et les livres.
- Unir les musulmans pour en créer un seul groupe qui sera rattaché exclusivement à ladite commission.
- Organiser un enseignement religieux aux immigrés.
- Créer une coopération entre les immigrés afin d'avoir une boucherie et un cimetière.
- Créer un comité de trois savants religieux dans chaque pays d'immigration dont le but est de résoudre les conflits entre les immigrés, de conclure et de dissoudre leurs mariages, de partager leur héritage en conformité avec le droit musulman afin que les immigrés évitent de s'adresser à des tribunaux non-musulmans. Ce comité doit aussi fonder une caisse d'entraide dans chaque mosquée, établir une loi économique et créer une banque de dépôt selon les normes musulmanes<sup>1</sup>.

Parallèlement à ces revendications, on assiste aussi à des revendications d'ordre politique. C'est ainsi qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, de nombreuses minorités musulmanes ont obtenu leur indépendance ou sont en voie de l'obtenir. Le même phénomène s'est répété avec l'ex-Yougoslavie. Cela découle du fait que les normes musulmanes classiques interdisent aux musulmans d'être soumis à un pouvoir judiciaire, législatif ou exécutif non-musulman. Et il n'est pas à exclure que partout où les musulmans atteindront un pourcentage important de la population dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Suisse, la Hollande ou les États-Unis, se posera un problème similaire à celui auquel font aujourd'hui face les Balkans. On signalera ici qu'aux États-Unis, des musulmans noirs ont fondé en 1930 l'organisation dite *Nation de l'islam* dont le but déclaré est de créer un État musulman indépendant<sup>2</sup>, et les musulmans en Angleterre ont créé en 1992 leur propre parlement<sup>3</sup>.

## **5) Musulmans en Suisse**

La Suisse procède au recensement de sa population tous les dix ans. Le dernier recensement date de l'an 2000, mais il n'est pas encore dépouillé. Nous nous limitons donc aux recensements de 1970, 1980 et 1990.

En 1970, la Suisse comptait 16'353 musulmans. En 1980, ce chiffre est passé à 56'625, dont 2'941 portant la nationalité suisse, sur 6'365'960 habitants. En 1990, ils étaient 152'217, dont 7'735 portant la nationalité suisse, sur 6'873'687 habitants. Le tableau suivant donne le partage de la population de la Suisse selon les principales communautés religieuses en 1990:

---

<sup>1</sup> Al-Jaza'iri: *l'lam al-anam bi-hukm al-hijrah fil-islam*, p. 726-729.

<sup>2</sup> Voir <http://www.noi.org/>

<sup>3</sup> Voir <http://www.islamicthought.org/mp-intro.html>

	Hommes	Femmes	Total
Musulmans suisses	3'223	4'512	7'735
Musulmans étrangers	93'560	50'922	144'482
Total des musulmans	96'783	55'434	152'217
Étrangers	724'868	520'564	1'245'432
Catholiques			3'314'271
Protestants			2'747'821
Juifs			17'577
Total des habitants de la Suisse			6'873'687

Il ressort de ces chiffres que la communauté musulmane constitue aujourd'hui la troisième communauté religieuse en Suisse. On remarquera aussi que le nombre des hommes musulmans dépasse de 41'349 celui des femmes musulmanes. Ceci signifie très probablement un recours des hommes musulmans au mariage avec des femmes non-musulmanes pour compenser ce déficit. Il faut à cet égard garder en mémoire que les femmes musulmanes ne peuvent selon le droit musulman épouser des non-musulmans à moins que ces derniers ne se convertissent à l'islam. Un certain pourcentage, difficile à chiffrer, des musulmans portant la nationalité suisse est formé d'hommes et de femmes convertis à l'islam pour raison de mariage. Les enfants issus de mariages mixtes seront musulmans, telle étant la norme en droit musulman, norme à laquelle tiennent les maris musulmans et que rarement les femmes non-musulmanes osent remettre en question.

On constate que la communauté musulmane en Suisse a presque triplé tous les dix ans dans les trois dernières décennies, passant de 16'353 en 1970, à 56'625 en 1980, et à 152'217 en 1990. Ce dernier chiffre ne comprend pas les travailleurs saisonniers, ni les personnes bénéficiant d'une autorisation de séjour de courte durée, ni les demandeurs d'asile, ni les sans-papier. Ces derniers seraient selon certaines estimations entre 150'000 et 300'000, dont une partie de religion musulmane. Il est important d'attendre le recensement de 2000 pour voir si cette tendance se confirme. Si tel était le cas, la communauté musulmane compterait aujourd'hui 450'000 personnes, et dans dix ans elle compterait environ un million et demi, et dans vingt ans quatre millions et demi. Ceci signifie que les musulmans formeraient la majorité des habitants de la Suisse en 2020 et constitueraient la première communauté religieuse en Suisse, si l'on tient compte du taux élevé de natalité parmi les musulmans par comparaison à celui des non-musulmans, des mariages mixtes et des flux migratoires. Et même en réduisant nos prévisions pour l'an 2020 de moitié, un tel accroissement de la communauté musulmane impliquerait forcément un changement dans le paysage juridique et politique suisse selon le principe: "La quantité fait la qualité".

Une petite partie de ces musulmans est de nationalité suisse, mais leur nombre augmentera avec la tendance actuelle à faciliter la naturalisation des étrangers. Les autres musulmans proviennent de différents pays, notamment d'ex-Yougoslavie, d'Albanie, de Turquie et d'Afrique du Nord. Ces musulmans sont des travailleurs réguliers ou au noir, des étudiants ou des demandeurs d'asile politique. Ils sont de

différentes obédiences religieuses, mais notamment sunnites. On trouve parmi eux des courants très divergents, des plus intégristes aux plus libéraux. Il n'existe pas d'organe musulman représentatif sur le plan suisse pour tous les musulmans, mais des associations musulmanes essaient dans certains cantons de se regrouper pour pouvoir négocier des solutions avec les autorités cantonales dans des domaines concrets. Quelques-unes de ces associations reçoivent un soutien financier d'Arabie saoudite, de Turquie, d'Algérie et d'autres pays. Elles ne reçoivent pas de soutien financier direct des autorités suisses, mais quelques-unes ont la possibilité de recevoir des donations et de se présenter comme institutions charitables pour bénéficier d'avantages fiscaux.

Gouverner c'est prévoir. Il est impératif que les politiciens et les intellectuels en Suisse recherchent des solutions aux problèmes que la croissance de la communauté musulmane ne manquera pas de poser, et ce pour sauvegarder la paix confessionnelle, voire l'unité du pays. Un de ces problèmes est déjà là, celui de la revendication par des musulmans de cimetières ou de carrés séparés réservés aux seuls musulmans, revendication que les autorités religieuses chrétiennes soutiennent naïvement sans tenir compte ni de ses motivations ni de ses conséquences. Vouloir des cimetières ou des carrés musulmans signifie tout simplement un refus de s'intégrer.



## **Partie II.**

### **Les musulmans et les cimetières**

#### **Chapitre I.**

##### **Détermination des problèmes**

Les musulmans meurent en Suisse, mais on estime qu'environ 90% de leurs morts sont rapatriés dans leurs pays d'origine<sup>1</sup>. Pourquoi un tel rapatriement et pourquoi ne se font-ils pas enterrer en Suisse?

Des musulmans répondent que la Suisse ne leur accorde pas le droit de s'y faire enterrer selon leurs normes. Ils énoncent plusieurs griefs que les milieux favorables aux musulmans, notamment parmi les autorités religieuses chrétiennes, répètent sans trop y réfléchir. Ces griefs sont: l'absence de cimetières ou de carrés réservés exclusivement aux musulmans, le non respect de la direction des tombes vers la Mecque, l'enterrement dans des cercueils, le non-respect du délai dans lequel les morts doivent être enterrés, la désaffectation des tombes après un certain nombre d'années et l'usage de l'incinération. Des musulmans estiment que la Suisse viole le principe de la liberté de religion et de culte en refusant aux musulmans le droit de se faire enterrer selon leurs propres normes religieuses. Un Suisse converti à l'islam est allé jusqu'au Tribunal fédéral en 1999 pour forcer sa Commune à respecter ces normes, mais il a été débouté.

Les musulmans ne sont pas les premiers ni les seuls à avoir des problèmes en Suisse en matière de cimetière. Tant les chrétiens que les juifs ont connu dans le passé et connaissent encore aujourd'hui plus ou moins les mêmes problèmes. Et comme les juifs ont influencé les chrétiens et les musulmans, il est essentiel de poser ces problèmes par rapport à ces trois communautés religieuses, par ordre d'ancienneté, pour voir comment ils ont été résolus en Suisse. Or, en raison de la structure fédérale de la Suisse, les solutions diffèrent d'un canton à l'autre, voire d'une commune à l'autre, puisque les autorités fédérales n'ont établi qu'un principe général en matière de cimetière énoncé à l'article 53 al. 2 de la Constitution de 1874:

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décentement.

Cette disposition n'a pas été facile à interpréter, ce qui a nécessité l'intervention des autorités fédérales pour trancher des litiges entre les cantons, les communes et les communautés religieuses.

Il faut signaler que les normes de ces communautés religieuses en matière de cimetière ne sont pas statiques, et ce d'autant plus que ces normes ne sont pas énoncées clairement dans leurs textes religieux fondateurs. Ces normes ont changé

---

<sup>1</sup> Tages-Anzeiger: Toleranz gegenüber Muslimen, 22.8.96, p. 19.

à travers les siècles, voire même dans des laps de temps très courts, mais ce changement n'a pas été admis par toutes les composantes de ces communautés. Par exemple, la question de l'incinération a été catégoriquement rejetée dans le passé par les trois communautés. Mais en 1998, 67.97% des personnes décédées en Suisse ont été incinérées contre 14.90% en France et 4.09% en Italie. Certes, les juifs, et plus encore les musulmans, restent très réticents à cette pratique, mais il y a des juifs et des musulmans qui y recourent en Suisse.

Dès lors, face à des revendications provenant de ces communautés qui invoquent la liberté religieuse, on se pose la question de savoir quelles normes le législateur et les autorités en Occident, voire dans les pays musulmans, doivent-ils accepter. Et en ce qui concerne les revendications de la communauté musulmane en Suisse, ces revendications proviennent de milieux intégristes qui n'ont pas intérêt à signaler les changements que les normes islamiques ont connus. Les autorités suisses et les milieux religieux chrétiens qui les soutiennent ignorent souvent que de tels changements ont lieu et prennent les propos des milieux intégristes pour de l'argent comptant, sans les vérifier.

## **Chapitre II.**

### **Migration des morts**

Les douaniers de l'aéroport Ben Gourion, près de Tel-Aviv, ont eu la surprise de découvrir, en passant la valise d'un Indien aux rayons X, des ossements humains. Devant les interlocuteurs ébahis, le voyageur a déclaré: "Ce sont les restes de mon père. Je voyage avec eux car je n'ai toujours pas trouvé une sépulture". Le crâne et les ossements étaient soigneusement rangés dans un sac de nylon. Selon la police, le passager a déclaré qu'il était marin et que, n'ayant pas de domicile fixe, il ne se sépare jamais de son père. Après un moment d'hésitation, les douaniers ont permis au voyageur de repartir avec les ossements<sup>1</sup>.

#### **1) Normes juives**

L'Ancien Testament rapporte que Joseph a été enterré en Égypte pendant 400 ans et ensuite son corps fut transporté par les juifs durant les 40 ans d'errance dans le désert afin de l'enterrer en Palestine<sup>2</sup>. *L'Abrégé du Choul'hane Aroukh*, source fondamentale du droit juif, stipule:

On ne conduit pas le défunt d'une ville où se trouve un cimetière en une autre ville, car c'est pour lui une attitude méprisante que de le transférer d'un endroit à l'autre; par contre ce sera permis s'il s'agit de le transférer dehors de la Terre Sainte en Terre Sainte, ou de le conduire au cimetière où reposent ses ancêtres. De même, si le défunt a ordonné de le transférer d'un endroit à l'autre ce sera permis<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Chaïb, p. 44.

<sup>2</sup> Voir Genèse 50:24-25; Ex 13:19; Jos 24:32.

<sup>3</sup> Ganzfried: *Abrégé du Choul'hane Aroukh*, p. 1062.



Des juifs répètent chaque jour: "L'an prochain à Jérusalem". Ne pouvant y aller vivants, ils espèrent le faire le jour de la résurrection. De ce fait, ils se font enterrer les pieds tournés vers Jérusalem pour que ce jour-là ils puissent se lever et marcher directement vers ce lieu mythique. Certains, pressés, choisissent de se faire déjà transporter après leur mort. Et de préférence, ils se font enterrer dans la vallée de Josaphat où selon la tradition il doit se produire le grand rassemblement de la résurrection en vue du jugement dernier.

Résurrection ou pas, il y aura toujours un gagnant. Le journal *Haaretz* du 27 novembre 1997 écrit que les sociétés de funérailles israéliennes importent annuellement mille cadavres pour enterrement en Israël, encaissant, sans la supervision du gouvernement, un montant annuel estimé à dix millions de dollars, voire plus. Les sociétés en question font payer 5000 US\$ pour un enterrement dans un cimetière normal, et 25'000 US\$ pour un enterrement dans le cimetière du Mont des Oliviers à Jérusalem. La majorité des enterrements ont lieu à Jérusalem. Un quart des tombes à Jérusalem est pour l'enterrement de citoyens étrangers. Ces importations ont aggravé la pénurie des places pour les tombes en Israël. Et comme les tombes juives sont en principe immobiles, il y aura bientôt pénurie des places pour les vivants. Ce sera la fin du problème proche-oriental. On enverra alors les Israéliens et les Palestiniens sur la Lune pour attendre la venue du Messie!

## **2) Normes chrétiennes**

Nous n'avons pas connaissance de normes chrétiennes qui concernent le rapatriement des corps d'un pays non-chrétien à un pays chrétien. Mais on peut constater que la plupart des communautés immigrées installées en Europe procèdent au retour des sépultures dans le pays d'origine, même d'un pays chrétien vers un pays chrétien<sup>1</sup>. On signale à cet égard que des Italiens calabrais, migrants en Amérique du Nord, rapatrient parfois des cercueils vides pour continuer l'ordre généalogique du caveau familial<sup>2</sup>. Et on a pu voir à la télévision les images de Vietnamiens passer au tamis la terre pour retrouver les restes des soldats américains morts pendant la guerre et que leur pays d'origine cherche à rapatrier, consentant pour cela à de grands frais. Le régime vietnamien en encaisse les dividendes politiques et cela donne du travail aux vivants.

## **3) Normes musulmanes**

Après la Bataille d'Uhud, des musulmans avaient emporté avec eux les morts vers Médine. Mahomet a alors ordonné de les ramener pour qu'ils soient enterrés là où ils sont morts<sup>3</sup>. Ayshah, la femme de Mahomet, a désapprouvé le fait que le corps d'un musulman émigré en Éthiopie ait été transféré à la Mecque pour y être enterré. Elle aurait dit que si elle était là elle n'aurait jamais admis ce transfert<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Chaïb, p. 33.

<sup>2</sup> Ibid., p. 23.

<sup>3</sup> Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 2, p. 389; Al-Tirmidhi, récit 1639; Abu-Da'ud, récit 2752.

<sup>4</sup> Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 2, p. 390

D'autre part, Mahomet affirme que l'enterrement du mort doit se faire le plus rapidement possible. Transférer un mort d'une région à l'autre signifie retarder son enterrement et manquer au respect qui lui est dû.

Il y a enfin l'idée du destin que Dieu réserve à chacun, destin qu'il faut accepter. La mort dans une terre donnée est un des quatre mystères dont la connaissance est réservée à Dieu. Le Coran dit:

Auprès d'Allah est la Science de l'Heure. Il fait descendre l'ondée. Il sait ce qui est dans les entrailles des mères. Nulle âme ne sait ce qu'elle gagnera demain et nulle âme ne sait en quelle terre elle mourra. Allah est omniscient, très informé (31:34).

Mahomet ajoute: "Si Dieu a décidé que son serviteur mourra dans un pays, il lui fera trouver dans ce pays un prétexte [pour s'y rendre]"<sup>1</sup>. Passant auprès d'une tombe qu'on creusait à Médine, il demanda à qui elle appartenait. On lui répondit qu'il s'agissait d'un Éthiopien. Il dit alors: "Celui-ci a été amené de sa terre et de son ciel jusqu'à ce qu'il soit enterré dans la terre dont il a été créé"<sup>2</sup>. Mahomet affirme à cet égard que chaque personne lors de sa création est mélangée avec de la terre qui lui est prédestinée comme tombe. Al-Qurtubi (d. 1273) rapporte une légende selon laquelle un homme avait exprimé le souhait d'être transféré en Inde et avait demandé à Salomon de commander au vent qu'il l'y transporte. Salomon vit alors l'ange de la mort souriant. Il demanda à l'ange: "Pourquoi souris-tu?" Il répondit: "Chose étonnante! J'ai été mandaté pour prendre l'âme de cet homme à la fin de cette heure en Inde et pourtant je le vois chez toi". Un moment un vent le transporta en Inde et c'est là qu'il rendit l'âme<sup>3</sup>.

En raison de ces normes et de ces croyances, les légistes musulmans classiques étaient réticents au transfert des morts d'une ville à l'autre. Ils ont estimé qu'un tel transfert porte atteinte à la dignité du mort en raison des manipulations. Ils ont même fixé les distances tolérées tenant en considération l'éloignement des cimetières du lieu de la mort. Ces légistes ont cependant cédé à la vénération que les musulmans portent aux trois villes saintes: la Mecque, Médine et Jérusalem, permettant qu'on y transfère les morts. On invoque à cet égard des récits de Mahomet qui disent que ceux qui y sont enterrés sont assurés du salut éternel. Mais certains légistes s'opposent au transfert des morts même dans ces villes<sup>4</sup>. Ils relèvent que ce qui sanctifie avant tout c'est le repentir des péchés et les bonnes actions, et que sans cela les lieux ne servent à rien. Ils estiment qu'il est préférable de se faire enterrer dans le lieu de ses proches, de ses frères et de ses voisins<sup>5</sup>. Ibn-Qudamah écrit qu'il est préférable d'enterrer les morts d'une famille les uns auprès des autres, en raison d'un récit de Mahomet et parce que cela est plus facile de les visiter et de demander la miséricorde pour eux<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Al-Tirmidhi, récits 2072-2073.

<sup>2</sup> Khalid: *Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat*, p. 123; Al-Qurtubi: *Al-tadhkirah*, p. 88-89.

<sup>3</sup> Al-Qurtubi: *Al-tadhkirah*, p. 88-89.

<sup>4</sup> Al-Nawawi: *Al-majmu'*, vol. 5, p. 303. Voir Al-Zuhayli: *Al-fiqh al-islami*, vol. 2, p. 509-510

<sup>5</sup> Al-Qurtubi: *Al-tadhkirah*, p. 98-99.

<sup>6</sup> Ibn-Qudamah: *Al-mughni*, vol. 2, p. 389.

En plus des trois villes saintes susmentionnées, les chiïtes ont leurs propres villes saintes. Ainsi en 1932, 200'000 cadavres sont arrivés en Irak pour les sanctuaires de Nedjev ou de Kerbela. Cette exportation des morts provoquait des épidémies. La guerre Iran/Irak et le nationalisme de part et d'autre l'ont empêchée en détournant ces transports funèbres vers les sanctuaires nationaux de Qom ou de Mesched en Iran<sup>1</sup>.

L'émigration des musulmans vers les pays non-musulmans, jugés *Terre de mécréance*, a posé de nouveaux problèmes. Interdite par le droit musulman et admise pour raison de nécessité, cette émigration a été conçue comme provisoire. Et si le musulman ne parvient pas à réaliser le projet de revenir vivant en *Terre d'islam*, il est le plus souvent rapatrié mort. Certes, un tel rapatriement a lieu aussi d'un pays musulman vers un autre pays musulman pour pouvoir être enterré parmi les siens. Mais le rapatriement d'un pays non-musulman vers un pays musulman, de préférence le pays d'origine, obéit à des considérations religieuses, les mêmes qui régissent la migration. S'il est interdit d'immigrer vivant, il est aussi interdit d'y rester mort. À moins d'une impossibilité, le musulman qui meurt dans un pays *mécréant* ne doit y être enterré que s'il y a dans ce pays un cimetière pour les musulmans.

Ces considérations religieuses ne sont pas toujours explicites. Le Dr Salem Kacet, d'origine algérienne, professeur de cardiologie au CHU de Lille et adjoint au maire de Roubaix, raconte que son père, depuis son arrivée en France, en 1948, cotise à une sorte de mutuelle kabyle dont le but est d'assurer les frais de transport en Algérie des corps de ses adhérents décédés en France. "Émouvante nostalgie, certitude que l'exil aura une fin un jour et que l'on sera au moins enterré dans sa terre natale et près de ses ancêtres, à défaut d'y pouvoir vivre sa vieillesse"<sup>2</sup>. On essaie parfois même d'escamoter les considérations religieuses. Ainsi Yassine Chaïb écrit que, malgré le fait que le rapatriement des dépouilles mortelles en *Terre d'islam* ne revête aucun caractère obligatoire et orthodoxe, il est pratiqué presque systématiquement pour les communautés musulmanes maghrébines en France<sup>3</sup>. Mais cet auteur signale que dès qu'un musulman meurt en France, tout son groupe se mobilise pour aider la famille à éviter "une inhumation en terre impie", on veut qu'il soit enterré "comme un musulman, fils de musulman, pas chez les infidèles"<sup>4</sup>. Il ajoute:

L'inhumation d'un musulman en France est-elle une mort interdite, bannie par un inconscient collectif? Compromet-elle l'identité post-mortuaire du défunt? Le nombre croissant des opérations d'exhumation des sépultures immigrées inhumées en Europe semble apporter la preuve de la perception du pays d'accueil comme terre impie<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Chaïb, p. 35. Pour plus de détails, voir Al-Naqqash: Shi'at Al-Iraq, p. 341-374.

<sup>2</sup> Kacet, p. 68.

<sup>3</sup> Chaïb, p. 23.

<sup>4</sup> Ibid., p. 120.

<sup>5</sup> Ibid., p. 136.

Il indique que les cas de non-rapatriement qui procèdent d'un choix, et particulièrement du choix du défunt de son vivant, par le biais d'un testament oral ou écrit, sont rares. À tel point qu'une famille vivant dans le pays d'origine, sans doute dans la peur d'être montrée du doigt et donc pour sauver la face, s'est sentie obligée de faire paraître dans la presse un faire-part de décès, ce qui lui a permis de justifier à la fois le non-rapatriement, compensé par une inhumation dans un cimetière musulman, et les circonstances de décès de l'un des siens<sup>1</sup>.

On demanda à la *Commission de fatwa saoudienne* s'il était licite de transférer les musulmans morts en Grande-Bretagne dans leurs pays d'origine. La Commission répondit qu'il est permis aux musulmans de transférer leurs morts dans les pays musulmans, mais ils peuvent aussi les enterrer en Grande Bretagne dans des cimetières réservés exclusivement aux musulmans. La Commission rappela cependant que les musulmans doivent quitter la *Terre de mécréance* vers la *Terre d'islam* autant que cela est possible. Ne peut rester dans une *Terre de mécréance* que le musulman qui connaît les normes de l'islam, se sent en sécurité pour soi et pour sa religion et œuvre pour la propagation de l'islam espérant convertir d'autres à l'islam. Une telle personne doit, dans ce cas, rester dans le pays *mécréant* pour établir la vérité et en être témoin<sup>2</sup>.

La *Commission de fatwa égyptienne* a décidé le 1<sup>er</sup> mai 1948 qu'il est permis de transférer en Égypte la dépouille de la femme du Calife Abdel-Majid morte et enterrée en France. Selon cette Commission, on a le droit de déplacer les morts pour des raisons légales, par exemple si un mort est enterré dans la propriété d'autrui sans son accord, ou pour faire plaisir au vivant, ou si l'eau coule dans la tombe. À plus forte raison on peut transférer un musulman mort dans un pays non-musulman pour l'enterrer dans un pays musulman "vu l'intérêt du mort et des vivants". La Commission ne précise pas de quel intérêt il s'agit<sup>3</sup>.

Si le rapatriement du corps du musulman constitue un rejet du pays *mécréant*, l'enterrement de ce musulman dans ce pays signifie une acceptation de ce pays et un enracinement. Cette acceptation est souvent imposée par la nécessité (impossibilité de transférer le corps pour une raison économique ou politique). Mais cette acceptation peut aussi découler du fait que la conception de la migration a changé dans l'esprit des musulmans. On estime aussi que l'enterrement des morts dans un pays *mécréant* mène un nouveau regard sur ce pays et aide à l'implantation des musulmans dans ce pays. Il peut même être "un élément fondamental d'enracinement de la population musulmane"<sup>4</sup>. Chaïb écrit à ce propos: "L'islam comme religion en France ne sera véritablement implanté sur son sol qu'à partir du moment où les immigrés de confession musulmane éliront deux pieds sous terre leur dernière demeure et que leurs sépultures seront légitimement reconnues et

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 138.

<sup>2</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 451-452.

<sup>3</sup> Al-fatawi al-islamiyyah, vol. 4, p. 1273-1374, no 611.

<sup>4</sup> Khelil: L'intégration des Maghrébins en France, p. 33.

honorées... Seule la présence de tombes musulmanes inscrit le territoire français dans la configuration du *Dar al-islam* (Terre d'islam)"<sup>1</sup>.

Il faut cependant signaler que des musulmans réclament des cimetières réservés exclusivement à eux. Ce faisant, ils indiquent clairement leur refus de se mêler aux non-musulmans qu'ils considèrent toujours comme des *mécréants*. Une telle attitude a un effet destructeur pour la société parce qu'elle la ramène aux conflits, préjugés et divisions confessionnels. Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant.

#### **4) Conflit avec les normes suisses**

La Constitution suisse de 1874 dit à son article 53 al. 2:

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décentement.

La nouvelle Constitution suisse de 1998, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, n'a pas de disposition similaire. Le message du Conseil fédéral justifie l'omission de cette disposition par le fait que le droit à une sépulture décente est couvert par l'article 7 qui stipule: "La dignité humaine doit être respectée et protégée"<sup>2</sup>. En fait, la nouvelle Constitution part de l'idée que la Suisse a dépassé les clivages religieux auxquels l'ancienne Constitution tentait de remédier. Parlant de la liberté de conscience et de croyance, dont fait partie la question des cimetières dans l'ancienne Constitution, le message du Conseil fédéral dit que cette liberté "met désormais l'accent sur le droit individuel à la liberté religieuse au détriment de la garantie de la paix religieuse, qui n'est plus aujourd'hui menacée comme par le passé"<sup>3</sup>. Cette affirmation trop optimiste occulte ou minimise les problèmes que pose la présence d'une communauté musulmane importante sur le sol helvétique ou le phénomène inquiétant des sectes religieuses. Les mauvaises langues pensent que l'omission de l'article sur les cimetières est due au fait que les rédacteurs de la nouvelle Constitution, après avoir peiné des années à la faire, étaient pressés de pondre leur œuf et par conséquent n'ont pas eu assez de temps pour réfléchir à tout. Probablement aussi vivaient-ils dans des tours d'ivoire et ne se rendaient pas compte des conséquences de leur produit bâclé.

Mais, que ce soit sous le régime de l'ancienne Constitution ou sous celui de la nouvelle Constitution, toute personne qui meurt en Suisse a le droit de s'y faire enterrer, même si elle est de passage. Ceci est confirmé expressément dans toutes les lois et ordonnances cantonales. Aucun mort n'est refoulé.

Fawzia Al-Ashmawi considère comme discriminatoire le fait qu'on refuse aux citoyens musulmans suisses le droit d'être enterrés selon le rite islamique, bien que la Constitution fédérale garantisse "à tout citoyen suisse le droit d'être inhumé dans la dignité et dans le respect de ses convictions religieuses". Elle signale que la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, se basant sur ce droit garanti par la Constitution fédérale, a dénoncé cette discrimination dans les médias de la Suisse

---

<sup>1</sup> Chaïb, p. 28.

<sup>2</sup> Message relatif à une nouvelle constitution fédérale, p. 143.

<sup>3</sup> Ibid., p. 157.

alémanique en déclarant que le fait que ces citoyens suisses convertis à l'islam soient "chassés de leur patrie à leur mort" représente une atteinte aux droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale<sup>1</sup>.

Sarah Burkhalter écrit:

Plusieurs personnes musulmanes nous ont dit: "Ils ne veulent pas de nous, même morts" (représentant du groupe *Musulmans, Musulmanes de Suisse*). Ou encore: "Si on trouve de la place pour les vivants, on doit aussi en trouver pour les morts" (A. Bihi). Mme N. Karmous lie avant tout la question du cimetière à celle de l'intégration sociale: "C'est un problème pour l'intégration de ne pas avoir de cimetière. Les musulmans le sentent comme un rejet. Même morts, ils ne se sentent pas acceptés. La réexpédition du corps est souvent une souffrance, car on se sépare du défunt d'une manière artificielle". Une manière de dire que si la Suisse était vraiment prête à intégrer les vivants, alors elle montrerait plus de souplesse pour accepter les morts. "Le problème principal est qu'on nous considère comme des étrangers" (représentant du groupe *Musulmans, Musulmanes de Suisse*). "L'islam ne demande qu'à s'intégrer selon la loi laïque. Mais la laïcité ne doit pas transgresser la conscience de l'individu. La confiscation de la liberté religieuse au niveau de la mort révèle une faiblesse épouvantable de l'État suisse. Les morts ne peuvent pas mettre en péril la Confédération" (H. Ramadan)<sup>2</sup>.

Ces accusations ne sont pas fondées. La Suisse ne refuse pas l'enterrement des morts musulmans sur son territoire et ne les oblige pas à transférer leurs morts dans leurs pays d'origine à grands frais. Le problème est tout autre: Ce sont ces musulmans qui refusent de se faire enterrer comme tout le monde et exigent des cimetières ou des carrés séparés des autres pour ne pas se mêler aux *mécréants*. Nous verrons dans le chapitre suivant cette revendication

La Suisse cependant ne s'oppose pas à ce que les musulmans ou tout autre groupe national ou religieux rapatrient leurs morts dans leurs pays d'origine<sup>3</sup>. Un article du *Tages-Anzeiger* estime que 90% des musulmans qui meurent dans le canton de Zurich sont rapatriés<sup>4</sup>. Un article du *Bund* estime qu'environ 95% des musulmans qui meurent en Suisse sont rapatriés, et ce rapatriement peut coûter jusqu'à 15'000.-Sfr<sup>5</sup>.

Le rapatriement n'est cependant pas toujours possible lorsque les musulmans proviennent de pays en guerre ou lorsqu'ils sont d'origine suisse et n'ont que la nationalité suisse. Mais même lorsque c'est politiquement possible, les considérations affectives peuvent empêcher un tel rapatriement. C'est le cas lorsqu'une partie de la famille du défunt vit en Suisse ou que le conjoint est

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 46.

<sup>2</sup> Burkhalter, p. 93-94.

<sup>3</sup> Le rapatriement est régi par l'Ordonnance du 17.6.1974 sur le transport et la sépulture de cadavres présentant un danger de contagion ainsi que le transport des cadavres en provenance ou à destination de l'étranger: RS 818.61.

<sup>4</sup> Tages-Anzeiger: Toleranz gegenüber Muslimen, 22.8.96, p. 19.

<sup>5</sup> Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige.

d'origine suisse. Viennent s'ajouter les considérations économiques, mais celles-ci semblent jouer peu de rôle comparées au rattachement au pays ou aux normes religieuses. Et il ne manque pas de gens qui essaient de tirer profit de cet état.

Un promoteur immobilier libanais et un assureur français m'ont rendu visite pour me demander de les aider à mettre au point un contrat d'assurance en vue du transfert du corps dans le pays choisi avec accompagnateur dans le respect scrupuleux de la religion musulmane. Ils invoquaient le fait que la Suisse ne dispose pas de cimetières en nombre suffisant pour l'enterrement des musulmans selon leurs normes. Il y avait donc là un filon à exploiter. Selon le projet qui m'a été soumis, l'assurance facilite les démarches pour le rapatriement du cotisant, à condition que le décès ne soit pas le résultat de suicide et d'autres comportements à risque (accidents corporels ou matériels dus à un pari, à une rixe, à un sport dangereux, à la consommation de stupéfiants ou d'alcool non prescrits médicalement, etc.). J'ai refusé d'assister mes interlocuteurs estimant qu'on ferait mieux d'enseigner aux musulmans que la terre entière appartient à Dieu et qu'ils devraient accepter de se faire enterrer comme les autres dans les cimetières communs. L'argent ainsi épargné pourra être envoyé à leurs familles pour les aider ou être utilisé à donner des bourses à des étudiants dans le besoin.

Avant de passer à l'analyse des raisons les plus souvent invoquées par les musulmans qui refusent de se faire enterrer en Suisse et préfèrent rapatrier les morts dans leurs pays d'origine, signalons ici que des Suisses convertis à l'islam ont créé en 1987 la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, l'une des rares organisations islamiques qui obtiennent une contribution financière du Département des affaires sociales en Suisse<sup>1</sup>. Cette Fondation entretient des contacts suivis avec les principales organisations musulmanes du pays. Conjointement avec la *Fondation culturelle islamique* de Genève, elle a envoyé en 1993 quelque 900 lettres aux communes romandes en vue de l'obtention de cimetières pour les musulmans<sup>2</sup>. Ces démarches sont restées sans résultat. Dans sa lettre circulaire de mars 1993, la *Fondation des cimetières islamiques suisses* affirme que

son but est d'assurer la mise en place de conditions qui permettent un enterrement décent pour les musulmans décédés dans notre pays, répondant ainsi à l'article 53 alinéa 2 de la Constitution fédérale. La priorité est portée sur la construction d'un cimetière islamique. Parallèlement, la *Fondation des cimetières islamiques suisses* désire promouvoir la mise à disposition de lieux spécifiques dans les cimetières communaux. En effet, dans l'attente d'un lieu qui puisse accueillir les musulmans décédés sur tout le territoire national, la mise à disposition, dans les cimetières concernés, de parcelles réservées aux défunts de confession islamique est rendue nécessaire.

La lettre circulaire est accompagnée d'un aide-mémoire pour un enterrement suivant le rite islamique qui "permettra de faire face à toute demande d'inhumation

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 42.

<sup>2</sup> La Suisse, 13.10.1993: À quand un cimetière musulman?

de musulmans". Cet aide-mémoire indique que l'inhumation décente des membres de la communauté islamique implique l'observation de plusieurs *conditions impératives* qui sont:

- L'incinération est absolument interdite.
- Les tombes des musulmans doivent occuper un emplacement spécifique dans le cimetière, à l'écart des tombes des morts d'autres religions. Il serait souhaitable que cet emplacement représente l'équivalent de la population musulmane résidant sur la commune (moyenne nationale: 1%).
- L'exhumation est exclue; de telle sorte qu'il est nécessaire d'acquérir une concession perpétuelle: les familles des défunts doivent être rendues attentives aux conséquences financières de cette condition.

À ces conditions impératives l'aide-mémoire ajoute des conditions à appliquer sauf en cas d'impossibilité, à savoir:

a) Concernant la tombe

- Les tombes sont orientées selon l'axe 40°-220°.
- La profondeur de celles-ci doit correspondre à 1.5 m, au minimum (soit au moins les  $\frac{3}{4}$  de la hauteur d'un homme).
- Il est souhaitable que le corps du défunt puisse reposer dans une niche, creusée parallèlement au fond de la tombe.
- Pierres tombales coûteuses et sophistiquées, monuments funéraires, mausolées, statues, et autres pratiques du même type ne sont pas autorisés. La pierre tombale doit être la plus simple possible; sur demande de la famille du défunt, il devrait être possible d'y renoncer tout à fait.

b) Concernant le corps: Le corps doit être disposé de la façon suivante:

- Étendu sur le côté droit de telle sorte que le visage soit orienté à 130° (direction de la Mecque).
- Le corps devrait être enveloppé dans un linceul.
- Au cas où un cercueil serait légalement prescrit, celui-ci doit être le plus simple et le plus léger possible.
- L'enterrement devrait avoir lieu le jour du décès, ou le lendemain au plus tard.

c) Des dispositions particulières sont prévues pour les martyrs.

L'aide-mémoire ajoute des indications concernant le rite funéraire, à savoir:

1) Préparation du défunt en vue de l'enterrement:

Le lavage du corps, le parfumage et l'habillement du défunt dans le linceul sont du ressort des membres de la communauté islamique.

Bien que ceci ne fasse pas l'objet de ce document, il faut signaler que l'embaumement, la momification et d'autres pratiques similaires sont contraires aux traditions islamiques.

2) Prière pour les défunts:



La conduite de l'office funéraire revient à l'ensemble de la communauté islamique.

Dans une feuille polycopiée intitulée "L'enterrement selon le rite musulman", distribuée par la *Fondation culturelle islamique*, il est dit:

La Tradition islamique recommande que le mort soit enterré près du lieu de sa mort: "Enterrez les morts où leurs âmes les ont quittés" (*hadith*). Le transfert sans aucune raison valable n'est pas recommandé (sauf par exemple si le musulman est décédé dans une ville où il n'existe pas de cimetière islamique).

### **Chapitre III.**

#### **Division entre les morts**

De ce qui précède, il ressort que l'obtention d'un cimetière ou d'un carré réservé exclusivement aux musulmans est une revendication principale à leurs yeux. Ceci signifie que tout en acceptant de vivre dans les pays non-musulmans et de s'y faire enterrer, ils refusent toujours d'être enterrés auprès des non-musulmans. Or refuser d'être enterré auprès des autres implique un mépris à l'égard de ces derniers et un refus de s'intégrer. On n'est plus dans une "société", mais on forme un groupe isolé qui se considère supérieur aux autres. On retrouve cette attitude chez les juifs et les chrétiens dans le passé, mais aussi dans le présent pour certains d'entre eux. Aujourd'hui les États tentent d'éliminer les attitudes racistes entre les vivants, mais ils peinent à assurer le respect entre les morts. On devrait à cet égard étendre aux morts l'application de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*.

#### **1) Normes juives**

L'Ancien Testament ne donne pas d'indication claire sur la question de savoir si on peut enterrer les juifs avec les non-juifs. Mais certaines pratiques tentent de prouver que les juifs étaient enterrés séparément. Ainsi les fils de Hèr proposèrent à Abraham d'enterrer Sarah dans la meilleure de leurs tombes, mais Abraham refusa l'offre et insista pour acheter une grotte et un champ en propriété afin d'y enterrer sa femme<sup>1</sup>. Jacob fit jurer à Joseph solennellement (sur ses organes génitaux) de transporter son corps de l'Égypte pour le faire enterrer à Canaan dans le tombeau de ses pères<sup>2</sup>. Joseph aussi fit jurer aux fils d'Israël de l'emporter avec eux lorsqu'ils reviennent en Canaan<sup>3</sup>. Ainsi Moïse emporta avec lui les ossements de Joseph<sup>4</sup> et ils furent enterrés à Sichem, dans une parcelle de champ que Jacob avait achetée aux fils de Hamor<sup>5</sup>.

On a déduit de ces récits que les juifs ne devaient pas être enterrés avec les autres. Le Talmud comporta ensuite deux prescriptions apparemment contradictoires. Ainsi *B. Shandrin 47a* dit qu'on n'entertera pas le pervers à côté du juste, et *Babil:*

---

<sup>1</sup> Genèse chap. 23.

<sup>2</sup> Genèse 47:30.

<sup>3</sup> Genèse 50:25.

<sup>4</sup> Exode 13:19.

<sup>5</sup> Josué 24:32.

*Gittin 61a* ajoute: "Nous enterrerons les morts des non-juifs avec les morts des juifs pour la paix". Cette dernière phrase a donné lieu à des interprétations contradictoires: certains estiment que le but est de maintenir de bonnes relations avec les voisins non-juifs, d'autres estiment que c'est pour des raisons humanitaires, d'autres enfin se satisfont de citer cette phrase d'une manière tronquée: "Nous enterrerons les morts des non-juifs", sans la précision qu'ils seront enterrés avec les juifs. L'*Abrégé du Choul'hane Aroukh* statue:

On n'enterre pas un méchant auprès d'un juste, comme il est dit: "Ne rapproche pas mon âme des pêcheurs" (Psaumes 24:9). Même un méchant qui a eu une très mauvaise conduite, on ne l'entertera pas auprès d'un autre méchant, dont la conduite a été moins mauvaise. De même on n'entertera pas un juste, et à plus forte raison quelqu'un dont la conduite a été moyenne, aux côtés d'un homme particulièrement estimé pour sa piété. On n'entertera pas ensemble deux hommes qui se détestaient l'un l'autre, car même dans la mort, ils n'auront pas la paix<sup>1</sup>.

Signalons à cet égard ce passage du Zohar, livre ésotérique juif écrit vers 1300:

Dieu purifiera la Terre Sainte de toute la souillure des païens, comme un homme qui secoue son manteau pour en rejeter l'ordure. Les païens enterrés en Terre Sainte seront rejetés hors du domaine sacré. Rabbi Siméon purifiait les rues de Tibériade en faisant rejeter les païens qui y étaient enterrés<sup>2</sup>.

En raison de la multiplication des mariages mixtes, les juifs se sont divisés sur la question de l'enterrement des juifs avec les non-juifs: Faut-il permettre à un non-juif d'être enterré auprès de son conjoint juif dans le cimetière juif avec une cérémonie religieuse non-juive? et à un juif d'être enterré auprès de son conjoint non juif dans le cimetière non-juif avec une cérémonie religieuse juive<sup>3</sup>? Ces questions ont fait l'objet de réponses variées de la part des autorités religieuses juives qu'on peut trouver sur Internet.

Une réponse de 1914 affirme que, contrairement aux catholiques, le cimetière n'est pas considéré comme terrain sacré dans sa totalité, seul le lieu où le corps est enterré devient sacré. Par conséquent, si un juif possède un terrain dans un cimetière, il peut y faire enterrer sa femme non-juive, à moins que la congrégation qui a vendu le terrain ait mis comme condition le non enterrement de non-juifs. Mais dans tous les cas, il sera interdit de procéder à une cérémonie religieuse non-juive à l'intérieur du cimetière juif, tout comme il sera interdit de déposer sur la tombe de la non-juive un symbole religieux comme la croix<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Ganzfried: *Abrégé du Choul'hane Aroukh*, p. 1060.

<sup>2</sup> *Sepher ha-Zohar*, III, 72b, vol. 5, p. 197.

<sup>3</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=98&year=arr>: Burial of non-Jewish wives in Jewish cemeteries, 1916.

<sup>4</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=98&year=arr>: Burial of non-Jewish wives in Jewish cemeteries, 1916.

Une réponse de 1916 permet l'enterrement du conjoint d'un juif dans un terrain que celui-ci possède. Il est par contre interdit d'enterrer un conjoint juif dans le cimetière d'un non-juif; dans ce cas le rabbin ne doit pas présider aux funérailles<sup>1</sup>.

Une réponse de 1936 affirme qu'il est permis à une femme non-juive d'être enterrée à côté de son mari juif dans un cimetière juif, mais la pierre tombale ne doit pas porter de signes religieux chrétiens<sup>2</sup>.

Une réponse de 1963 dit qu'il est permis d'enterrer un proche parent non-juif près de son parent juif, dans le terrain de ce dernier. La cérémonie religieuse à la maison peut être célébrée par un clergé chrétien, mais dans le cimetière lui-même, la cérémonie doit être juive. On ne permettra pas à un non-juif qui n'a pas de lien de parenté d'être enterré à côté d'un juif. On pourra cependant créer une section séparée dans le cimetière juif pour des demandes isolées d'enterrement de non-juifs non-apparentés<sup>3</sup>.

Un rabbin demanda à la *Conférence centrale des rabbins américains* si une famille juive vivant dans une petite communauté rurale isolée à laquelle elle est attachée peut enterrer ses membres dans le cimetière commun. La Conférence répondit en 1985 que la coutume d'établir un cimetière juif séparé a des racines profondes. C'était une obligation, même pour les petites communautés. Mais il est arrivé d'enterrer des juifs dans des cimetières communs près des champs de bataille. Et lorsque les communautés juives étaient dans l'impossibilité d'acquérir un cimetière juif séparé, une section du cimetière commun était réservée aux enterrements juifs, si possible séparée du reste par un mur, et une distance de quatre pieds devant séparer les tombes juives des tombes non-juives. Dans le cas présent, il devrait être possible de créer une petite section séparée, ne fût-ce que pour une seule famille juive. Celle-ci doit acheter assez de terrain pour séparer complètement ses tombes de celles des voisins non-juifs. Il faut indiquer qu'il s'agit d'un cimetière juif au moyen d'une inscription en hébreu sur la pierre tombale<sup>4</sup>.

Un rabbin dit en 1998 que, selon la loi juive, un non-juif, fût-ce un conjoint, ne peut être enterré dans un cimetière consacré en tant que terrain d'enterrement juif. Il signale cependant que certaines congrégations font des exceptions dans les cimetières qui leur appartiennent<sup>5</sup>.

Les milieux religieux vont jusqu'à interdire l'enterrement d'un juif non-circoncis dans le cimetière juif. De ce fait, ils procèdent à sa circoncision après la mort, qu'il soit mort-né ou adulte. La Knesset a connu des débats houleux à ce sujet,

---

<sup>1</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=98&year=arr>: Burial of non-Jewish wives in Jewish cemeteries, 1916.

<sup>2</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=98&year=arr>: Burial of non-Jewish wives in Jewish cemeteries, 1916.

<sup>3</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=99&year=arr>: Non-Jewish burial in a Jewish cemetery.

<sup>4</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=105&year=carr>: Burial in a Christian cemetery, CCAR responsa, July 1985.

<sup>5</sup> Feldman: Can a non-Jew be buried.

notamment à propos des juifs soviétiques décédés en Israël et circoncis par les sociétés funéraires sans l'accord préalable de leur famille<sup>1</sup>.

Un rabbin m'a donné la raison suivante pour laquelle il ne faut pas mélanger les juifs et les non-juifs:

Les juifs ont un objectif spécial dans ce monde, étant choisis par Dieu pour être la lumière parmi les nations. De ce fait, nous devons savoir qu'il s'agit d'un privilège jusque dans l'autre monde. Nous ne devons pas penser que tout finit dans ce monde ou que lorsque la mort survient nous sommes comme les autres. Pour cela, nous sommes enterrés seulement dans des cimetières juifs pour que nous nous rendions compte que ce privilège reste valide pour nous dans l'autre monde aussi<sup>2</sup>.

En Israël, un homme, issu d'une famille musulmane, s'est converti au judaïsme et a épousé une femme juive avec laquelle il a eu trois enfants. Quelques jours après sa conversion il est revenu à l'islam et a épousé une femme musulmane à Hébron sans divorcer de sa première femme juive. Après sa mort, chacune de ses deux femmes voulait l'enterrer dans le cimetière de sa communauté. Avant que le tribunal n'ait décidé du sort du cadavre, les deux épouses se sont mises d'accord pour qu'il soit enterré au bord du cimetière musulman qui se trouve à proximité du cimetière juif et que l'enterrement soit accompagné d'une cérémonie juive suivie d'une cérémonie musulmane<sup>3</sup>.

Dans un autre cas, un jeune immigrant russe, né d'un père juif et d'une mère chrétienne, avait entrepris la procédure de conversion au judaïsme avant d'être tué dans un attentat à Jérusalem. N'étant pas considéré comme juif, les rabbins ont interdit son enterrement dans le cimetière juif de Jérusalem. Les autorités grecques orthodoxes ont aussi refusé de l'enterrer dans leur cimetière sans des funérailles chrétiennes. Il fut alors mis dans le cimetière des Bahaïs<sup>4</sup>.

Pour essayer de résoudre ce genre de problèmes, l'organisation juive non-orthodoxe *Menuha Nehona* lutte pour avoir des cimetières ou des carrés qui échappent au monopole des autorités juives orthodoxes. C'est ainsi qu'elle a inauguré en mars 1999 un cimetière laïque à Beersheba<sup>5</sup> et un autre en novembre 2001 à Jérusalem<sup>6</sup>.

Comme on le verra dans le point suivant, le suicidé avait posé un grand problème à la communauté chrétienne. *L'Abrégé du Choul'hane Aroukh* statue:

Il n'y a pas de degré de méchanceté plus élevé que celui qui est atteint par la personne qui se suicide... Aussi ne s'occupe-t-on en rien du suicidé: on ne déchire pas son vêtement, on ne prend pas le deuil à cause de lui, on ne fait pas

---

<sup>1</sup> Voir sur cette question Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine, p. 52-53.

<sup>2</sup> E-mail de Rabbi Moshe Steinhaus STNHAUS@ohr.israel.net du 16.5.2001.

<sup>3</sup> NZZ, 13.12.1998: Streit um des Begräbnis eines Bigamisten in Israel.

<sup>4</sup> Jerusalem Post, 6.8.1997.

<sup>5</sup> Jerusalem Post, 5.3.1999.

<sup>6</sup> Jerusalem Post, 16.11.2001.

son éloge funèbre. Mais on l'enterre, on le purifie et on l'habille des vêtements funèbres<sup>1</sup>.

Signalons ici que chez les juifs, ceux qui participent à l'enterrement se lavent rituellement les mains en signe de purification. On lit dans le livre des Nombres: "Celui qui touchera un mort, un corps humain quelconque, sera impur pendant sept jours, et il sera pur"<sup>2</sup>. Il est interdit aux Juifs, descendants d'une famille sacerdotale comme celle de Cohen ou de Lévi, de se contaminer au contact avec un mort ou par la proximité trop immédiate d'une tombe. C'est pourquoi ils sont également enterrés à l'écart<sup>3</sup>. La presse israélienne rapporta le 1<sup>er</sup> janvier 2002 que le gouvernement israélien promit aux juifs ultra-orthodoxes que les avions El-Al ne voleront pas au-dessus du cimetière d'Holon en décollant de l'aéroport de Tel-Aviv parce que, selon la loi juive, ceux de descendance sacerdotale n'ont pas le droit d'entrer dans un cimetière et que la contamination s'étend jusqu'au ciel<sup>4</sup>.

## 2) Normes chrétiennes

Aux premiers siècles de l'Église, on devenait chrétien par une décision personnelle qui entraînait, dans la plupart des cas, une rupture radicale entre le néophyte et son cercle familial naturel. Il incombait dès lors à l'Église de faire procéder à l'inhumation des membres de sa communauté.

La société romaine dans laquelle la communauté chrétienne a vécu redoutait le voisinage des morts, et les tenait à l'écart. Les morts enterrés ou incinérés étaient impurs: trop proches, ils risquaient de souiller les vivants. La *Loi des Douze Tables* prescrivait: "Qu'aucun mort ne soit inhumé ni incinéré à l'intérieur de la ville". Le Code de Théodose ordonne d'emporter hors de Constantinople toutes les dépouilles funèbres. Le jurisconsulte Paul écrit: "Aucun cadavre ne doit être déposé dans la cité, pour que les lieux sacrés de la cité ne soient pas souillés". Pour cela, les cimetières de l'antiquité étaient toujours hors des villes, le long des routes, comme la *Via Appia* à Rome: tombeaux familiaux construits sur des domaines privés, ou cimetières collectifs, possédés et gérés par des associations.

Avec la foi dans la résurrection et le culte des martyrs et de leurs tombeaux, les chrétiens se sont familiarisés avec les morts et les ont enterrés dans leurs églises ou autour de celles-ci, près du corps des martyrs, garant de leur salut dans l'autre vie<sup>5</sup>. On estimait que la foi et les prières de l'entourage, celles d'un clergé pourvu d'offrandes faites au nom du défunt, pourront suppléer à l'insuffisance des mérites personnels<sup>6</sup>. On voit alors l'apparition des doctrines du purgatoire, du paradis, des indulgences, de l'efficacité sacramentale de la messe des morts, des œuvres

---

<sup>1</sup> Ganzfried: Abrégé du Choul'hane Aroukh, p. 1069-1070.

<sup>2</sup> Nombres 19:11-12.

<sup>3</sup> Menu, p. 15. Voir sur les règles régissant les cohens: Ganzfried: Abrégé du Choul'hane Aroukh, p. 1071 et sv.

<sup>4</sup> Jerusalem Post, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, in: <http://www.jpost.com/Editions/2002/01/01/LatestNews/LatestNews.40962.html>

<sup>5</sup> Ariès, vol. I, p. 37-40.

<sup>6</sup> Menu, p. 29-30.

surérogatoires des saints et des martyrs<sup>1</sup>. Et si le droit canonique a interdit l'enterrement dans les églises, ceci n'a eu comme effet que de soumettre l'inhumation usuelle dans les églises au paiement d'un droit<sup>2</sup>.

On relève à cet égard que le *cimetière* et l'*église* sont presque deux termes synonymes. Ceci est encore apparent dans les termes anglais (*churchyard*) et allemand (*kirchhof*). Le terme *cimetière* n'a été introduit en français qu'au 17<sup>ème</sup> siècle, et en anglais au 19<sup>ème</sup> siècle. On a aussi utilisé le terme *charnier*: lieu où on mettait la chair humaine. Ce terme a par la suite désigné l'*ossuaire* où on déposait les ossements et qui faisait partie du cimetière. Vers le 14<sup>ème</sup> siècle, on prit en effet l'habitude de retirer de la terre les ossements plus ou moins desséchés des vieilles sépultures, afin de faire de la place pour les nouvelles et de les entasser dans les greniers des galeries ou sur les reins des voûtes<sup>3</sup>. Dans l'espace entre les charniers, on enterrait les morts pauvres, ceux qui ne payaient pas les droits élevés de l'inhumation dans l'église ou sous les charniers. On les entassait dans de grandes fosses communes, véritables puits de 30 pieds de profondeur, de 5 sur 6 mètres de surface, contenant jusqu'à 1'500 cadavres. Lorsqu'elles étaient pleines on les fermait en les couvrant de peu de terre et on en creusait d'autres à côté. Les voleurs qui ravitaillaient au 18<sup>ème</sup> siècle les amateurs de dissection ainsi que les loups n'avaient pas de peine à s'y servir. Ces fosses ont été créées à partir du 14<sup>ème</sup> siècle en raison de l'essor démographique, des épidémies et de la famine. On ne pouvait alors enterrer séparément chaque cadavre à cause du grand nombre de morts<sup>4</sup>.

Le cimetière médiéval n'était pas seulement le lieu où l'on enterrait. Il était avec l'église le foyer de la vie sociale. Il tenait la place du forum. Pendant le Moyen Age et jusqu'au 17<sup>ème</sup> siècle, il correspondait autant à l'idée de place publique qu'à celle d'espace réservé aux morts. C'était un lieu d'asile où on échappait au pouvoir temporel. Des réfugiés qui avaient demandé asile au cimetière s'y installaient et refusaient de le quitter. Quelques-uns se contentaient de chambres au-dessus des charniers. D'autres y bâtissaient des habitations et prolongeaient ainsi une occupation que les autorités ecclésiastiques avaient voulue temporaire. Des marchands aussi s'y sont installés, jouissant des franchises de l'immunité. C'était l'endroit de promenade, de rencontre et de réjouissance, au point que le Concile de Rouen 1231 défendait, sous peine d'excommunication, de danser au cimetière ou dans l'église<sup>5</sup>.

Dominant en maître sur les cimetières, l'Église décidait qui pouvait y être enterré. Les excommuniés, comme les suppliciés qui n'avaient pas été réclamés par leurs familles, ou que le seigneur justicier n'avait pas voulu restituer, pourrissaient sans être enterrés, simplement recouverts de blocs de pierre pour ne pas incommoder le voisinage. Parfois on les brûlait et on dispersait leurs cendres auxquelles étaient

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 24-31.

<sup>2</sup> Ariès, vol. I, p. 55.

<sup>3</sup> Ibid., vol. I, p. 58-60.

<sup>4</sup> Ibid., vol. I, p. 61-64.

<sup>5</sup> Ibid., vol. I, p. 68-76.

jointes les pièces de la procédure ou des preuves criminelles<sup>1</sup>. Les suicidés étaient rejetés hors du terrain de l'église<sup>2</sup>. Les corps maudits étaient jetés dans des *faux âtres*. Ce dépôt affreux coïncidait parfois avec le gibet. Les corps des suppliciés restaient pendus et exposés pendant des mois, voire des années. L'espace autour des potences était fermé par une enceinte. L'enclos du gibet devait aussi servir de voirie: les dépouilles des suppliciés étaient ainsi recouvertes d'immondices. Et comme les protestants n'étaient pas admis par les catholiques dans les cimetières en France, l'Édit de Nantes leur accorda leurs propres cimetières au nom de la tolérance<sup>3</sup>. Après la révocation de l'Édit de Nantes, les protestants n'avaient d'autre choix que de se faire enterrer dans le cimetière public... qui était catholique. Mais certains tenaient à être séparés des catholiques<sup>4</sup>. Dès les années 1730-1760, les plus grandes villes de France trouvent un arrangement politique en tolérant l'ouverture de cimetières pour étrangers qui ont le droit, eux, d'être luthériens ou calvinistes. Les communautés juives bordelaises créent trois cimetières particuliers au 18<sup>ème</sup> siècle, tous trois hors des limites de la ville. Les morts des minorités religieuses sous l'Ancien Régime sont des morts à part, ils sont exclus de la ville<sup>5</sup>.

Le monopole de l'Église sur les cimetières fut entamé à partir du 17<sup>ème</sup> siècle. Sous l'effet de la démographie et de l'hygiène, il fut décidé de déplacer les cimetières loin des centres urbains. Et au lieu d'avoir un cimetière par paroisse, on passa à des cimetières communs, réduisant de la sorte le pouvoir de l'Église. La Révolution française, avec sa volonté d'intégrer les différentes communautés religieuses et de supprimer les clivages entre catholiques, protestants et juifs, a renforcé cette tendance.

En France, la Loi du 15 mai 1791 dit que chaque commune est tenue d'avoir et d'entretenir un cimetière public. Un décret d'octobre 1793 ajoute que la République ne reconnaît point de culte dominant ou privilégié. "Dans chaque municipalité, tous les citoyens morts, de quelque secte qu'ils soient, seront conduits, 24 heures après le décès, 48 heures en cas de mort subite, au lieu destiné pour la sépulture commune"<sup>6</sup>. Des règles ont été établies en octobre 1800 pour la création de nouveaux cimetières où "le corps de l'homme privé de vie n'est plus et ne doit plus être aux yeux de la loi qu'un citoyen". En revanche, on prévoit toujours un lieu à part pour les criminels, une sorte de *cimetière noir*. Quant aux anciens cimetières désaffectés, ils seront convertis en terrain agricole: une bonne terre arable qui engloutit les morts et nourrit les vivants<sup>7</sup>.

Les mesures restrictives en France frappaient principalement l'Église catholique. Mais celle-ci ne s'avouait pas vaincue pour autant. Sous sa pression, le Décret du 12 juin 1804, dit *Décret de Prairial*, stipulait à son article 15: "Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un lieu d'inhumation

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. I, p. 50-51.

<sup>2</sup> Ibid., vol. I, p. 55.

<sup>3</sup> Ibid., vol. II, p. 26-29.

<sup>4</sup> Ibid., vol. II, p. 61.

<sup>5</sup> Lassère, p. 20-21.

<sup>6</sup> Ibid., p. 20-21.

<sup>7</sup> Ibid., p. 99-100.

particulier et, dans le cas où il n'y aurait qu'un seul cimetière, on le partagera par des murs, haies ou fossés en autant de parties qu'il y a de cultes différents avec une entrée particulière". Cet article met ainsi un terme à la laïcité citoyenne des cimetières. Catholiques, protestants et israélites seront à nouveau rigoureusement séparés<sup>1</sup>. D'autre part, les autorités religieuses catholiques réclament la stricte observation du droit canon qui impose la délimitation d'un emplacement non-béni dans les cimetières catholiques pour les enfants morts sans baptême, les suicidés, les duellistes ou les suppliciés. On estimait qu'enterrer en terre sacrée des enfants mort-nés pour lesquels le péché originel n'a pas été effacé ou des défunts en état de péché mortel notoire revient à polluer tout le cimetière, qui doit alors être interdit<sup>2</sup>. En 1836, l'évêque de Bordeaux déclare: "Tout cimetière catholique doit être béni par l'évêque ou son délégué. Il doit y avoir une grande croix au milieu et un endroit séparé non béni pour enterrer les enfants sans baptême, les hérétiques, les suicidés, les duellistes, les concubins et ceux qui n'ont pas fait bénir leur mariage".

Cette ségrégation n'était cependant pas du goût de tous. L'auteur d'un guide touristique pour Bordeaux de 1856 écrit: "Un jour viendra, nous l'espérons, ... où un seul local recevra indistinctement les individus de toutes les religions. Tous les hommes ne sont-ils pas égaux après la mort?"<sup>3</sup> Il ne s'agit là encore que d'une opinion isolée, mais les esprits mûrissent. Des associations de libres penseurs nées en Belgique et en France font de l'enterrement civil le moment fort et obligatoire de leur fonctionnement. Tel est le cas de l'association *Solidaires* dont la devise est: "Plus de prêtres à notre mort, à notre mariage, à la naissance de nos enfants". On commence alors à organiser des enterrements civils, fort contestés du public et entourés de suspicion policière et d'hostilité gouvernementale. Les autorités interviennent d'ailleurs en 1873 pour imposer que les enterrements civils soient programmés à six heures du matin l'été, à sept heures du matin l'hiver, avec le devoir d'emprunter la voie la plus directe<sup>4</sup>.

Le coup de grâce contre l'Église catholique en France a été l'abrogation le 7 mars 1881 de l'article 15 du Décret de Prairial, instituant ainsi la neutralisation des cimetières<sup>5</sup>. Dès 1882, plusieurs municipalités, à Lille, Marseille, Tour par exemple, font abattre ou ouvrir largement les murs séparant protestants et catholiques... ce qui ne va pas sans résistance de la part des protestants et des israélites, cette fois, soucieux de rester entre eux<sup>6</sup>. Dès 1882, sous la pression des libres-penseurs, les autorités procèdent à l'enlèvement des emblèmes religieux centraux et ceux placés sur les portes d'entrée puisque les cimetières sont désormais ouverts de manière indistincte à tous. Mais ceci posait des problèmes. On a préservé les croix ayant une histoire comme faisant partie en quelque sorte du

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 106.

<sup>2</sup> Ibid., p. 118.

<sup>3</sup> Ibid., p. 243.

<sup>4</sup> Ibid., p. 249-251.

<sup>5</sup> Ibid., p. 265.

<sup>6</sup> Ibid., p. 265-266.



patrimoine local. Il en est de même dans les cimetières ruraux et dans un très grand nombre de cimetières urbains<sup>1</sup>.

Avec l'arrivée des musulmans en France, le Ministre de l'intérieur a recommandé aux maires d'user de leurs pouvoirs de police pour réserver aux personnes décédées de confession islamique des carrés spéciaux dans leurs cimetières. Cette solution d'une légalité douteuse a permis de concilier, dans certains cimetières, les principes généraux de la République et les aspirations de certaines confessions<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, en France, si le principe est celui de l'interdiction des cimetières confessionnels, on n'admet pas moins des exceptions à ce principe pour les communes d'Alsace Moselle qui vivent sous un régime spécial, pour certains cimetières protestants, pour des cimetières juifs et pour des carrés musulmans. On peut donc dire que les plus grands perdants dans cette laïcisation des cimetières furent les catholiques qui ne disposent plus de cimetière propre en dehors des communes d'Alsace Moselle.

Malgré cette évolution, l'Église catholique a continué à revendiquer ses prérogatives historiques. Ceci est reflété dans le Code de droit canon de 1917 dont nous citons les dispositions suivantes:

Canon 1206 - §1 L'Église a le droit d'avoir ses cimetières propres.

§2 Là où ce droit de l'Église n'est pas respecté et où l'on ne peut espérer que cette violation soit réparée, les Ordinaires des lieux doivent veiller à ce que les cimetières appartenant à la société civile soient bénis, si ceux qui doivent y être placés sont en majorité catholiques, ou tout au moins que les catholiques aient dans ces cimetières un espace béni et réservé pour eux.

§3 Si cela ne peut pas être obtenu, chaque tombe doit être bénie à chaque sépulture, selon les rites contenus dans les livres liturgiques approuvés.

Canon 1208 - §1 Les paroisses doivent avoir chacune son cimetière, à moins qu'un cimetière commun à plusieurs paroisses ait été régulièrement constitué par l'Ordinaire du lieu.

§2 Les religieux exempts peuvent avoir leur cimetière propre, distinct du cimetière commun.

§3 Même aux autres personnes morales ou aux familles privées, il peut être permis par l'Ordinaire du lieu d'avoir un sépulcre particulier, situé en dehors du cimetière commun et béni comme ce cimetière.

Canon 1209 - §1 Soit dans les cimetières paroissiaux, avec la permission écrite de l'Ordinaire du lieu ou de son délégué, soit dans le cimetière particulier d'une autre personne morale, avec la permission écrite du supérieur, les fidèles peuvent construire des sépulcres particuliers pour eux mêmes et pour leurs parents; ils peuvent les aliéner avec le consentement de l'Ordinaire ou du supérieur.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 268-269.

<sup>2</sup> Auby, p. 71-73.

§2 Les sépulcres des prêtres et des clercs, là où c'est possible, doivent être séparés des sépulcres des laïcs et placés à un endroit plus honorable; en outre, là où la chose est facile, on doit aménager un emplacement pour les prêtres et un autre pour les clercs d'ordre inférieur.

§3 Dans toute la mesure du possible, les corps des enfants doivent aussi avoir des sépultures et des tombes spéciales et séparées des autres.

Canon 1210 - Chaque cimetière doit être clos de toutes parts et gardé avec soin.

Canon 1212 - En plus du cimetière béni, on aura si c'est possible un autre lieu, fermé et gardé, où seront enterrés ceux à qui n'est pas accordée la sépulture ecclésiastique.

Canon 1239 - §1 On ne doit pas admettre à la sépulture ecclésiastique ceux qui sont morts sans baptême.

§2 Les catéchumènes qui sont morts non baptisés, sans que ce soit de leur faute, sont assimilables aux baptisés.

§3 Tous les baptisés doivent recevoir la sépulture ecclésiastique, à moins qu'ils n'en soient expressément privés par le droit.

Canon 1240 - §1 Sont privés de la sépulture ecclésiastique, à moins qu'ils n'aient donné quelque signe de pénitence avant leur mort:

1° Ceux qui ont fait apostasie notoire de la foi chrétienne, ou sont attachés notoirement à une secte hérétique, ou schismatique, ou à la secte maçonnique, ou aux sociétés du même genre.

2° Les excommuniés ou interdits après une sentence condamnatoire.

3° Ceux qui se sont donnés la mort délibérément.

4° Ceux qui meurent en duel, ou d'une blessure qu'ils y ont reçue.

5° Ceux qui ont ordonné que leur corps soit livré à l'incinération.

6° Les autres pécheurs publics et manifestes.

§2 Si dans les cas énoncés plus haut un doute surgit, on doit consulter l'Ordinaire lorsque le temps le permet; si le doute subsiste, le corps peut recevoir la sépulture ecclésiastique, mais de telle sorte que tout scandale soit écarté.

Canon 1241 - À celui qui a été privé de la sépulture ecclésiastique doivent être refusés aussi la messe des obsèques, même anniversaire, et tous les autres offices funèbres publics.

Canon 1242 - Si c'est possible sans grave inconvénient, le corps de l'excommunié 'à éviter' qui, malgré la décision des canons, a reçu la sépulture dans un lieu sacré, doit être exhumé, en observant la prescription du canon 1214 §1 et placé dans le lieu profane dont parle le canon 1212.

Nous retrouvons des normes presque similaires dans le Code de droit canonique de 1983 dont nous citons les canons suivants:

Canon 1240 - §1 Il y aura des cimetières propres à l'Église là où cela est possible ou du moins, dans les cimetières civils, des endroits destinés aux fidèles défunts; ils doivent être bénis selon les rites.

§2 Si cela ne peut être obtenu, chaque tombe sera chaque fois bénie selon les rites.

Canon 1241 - §1 Les paroisses et les instituts religieux peuvent avoir leur propre cimetière.

§2 D'autres personnes juridiques ou des familles peuvent avoir aussi leur cimetière particulier ou leur caveau, qui doivent être bénis au jugement de l'ordinaire du lieu.

Ce code met des restrictions aux funérailles ecclésiastiques et à l'accès aux cimetières de l'Église. Ainsi le canon 1183 §2 stipule que "l'ordinaire du lieu peut permettre d'accorder les funérailles ecclésiastiques aux petits enfants que leurs parents avaient l'intention de faire baptiser mais qui sont morts avant le baptême". Ce qui signifie que les autres enfants non baptisés ne pourront pas être enterrés dans le cimetière de l'Église. Le canon 1184 §1 exclut aussi des funérailles ecclésiastiques, et donc des cimetières de l'Église,

1. les apostats, hérétiques et schismatiques notoires;
2. les personnes qui auraient choisi l'incinération de leur propre corps pour des raisons contraires à la foi chrétienne;
3. les autres pécheurs manifestes, auxquels les funérailles ecclésiastiques ne peuvent être accordées sans scandale public des fidèles.

Le canon 1183 §1 dit que les catéchumènes (donc pas encore baptisés) sont à considérer comme des fidèles. Et le §2 permet à l'ordinaire du lieu, selon son jugement prudent, d'accorder les funérailles ecclésiastiques à "des baptisés appartenant à une Église ou une communauté ecclésiastique non catholique, à moins que leur volonté contraire ne soit manifeste et à condition que leur propre ministre ne puisse être disponible". Le canon 1185 ajoute: "Toute messe d'obsèques doit être aussi refusée à la personne exclue des funérailles ecclésiastiques".

### **3) Normes musulmanes**

Les normes musulmanes ne diffèrent pas de celles des juifs et des chrétiens sur le principe de la séparation des morts, même si des divergences existent sur certains points.

Les ouvrages des légistes classiques ainsi que les écrits modernes instituent une nette séparation entre les musulmans et les *mécréants* (*kafir*). Cette position n'a pratiquement pas évolué à travers les siècles à l'exception du fait que les écrits modernes permettent aujourd'hui l'enterrement des musulmans vivant dans les pays non-musulmans dans les cimetières des non-musulmans (et pas le contraire) s'il n'est pas possible de les transférer dans un pays musulman. Cette solution, qui vient remédier au problème posé par la migration, se base sur la règle de la nécessité: en présence de deux maux, on choisit le moins grave. L'enterrement d'un mort musulman parmi les *mécréants* est considéré comme un moindre mal que de

le laisser sans enterrement. On retrouve l'argument de la nécessité dans de nombreux domaines. Ainsi, bien que le porc soit interdit pour les musulmans, ceux-ci sont autorisés, voire obligés d'en manger s'ils ne trouvent pas d'autre nourriture, et ce pour sauvegarder la vie.

### **A) Séparation entre musulmans et *mécréants***

Au début de la communauté musulmane, les musulmans enterraient leurs morts dans la maison (comme ce fut le cas de Mahomet), près des maisons, dans le désert ou dans des cimetières communs. Il ne semble pas qu'il y ait eu initialement une séparation entre les tombes des musulmans de celles des non-musulmans. Les musulmans ont hérité des cimetières qui existaient auparavant et y enterraient leurs morts. Les Arabes n'accordaient probablement pas trop d'importance aux tombes. On rapporte à cet égard que Mahomet a désaffecté des tombes des *mécréants* pour y créer sa propre mosquée sans que cela ait provoqué une protestation de la part des gens de Médine<sup>1</sup>. Par la suite, les légistes musulmans classiques ont estimé qu'il est possible de transformer un cimetière *mécréant* en un cimetière musulman, mais à condition que les tombes soient désaffectées et que les ossements des *mécréants* soient mis dans un autre lieu que le cimetière. En revanche, ces légistes interdisent de transformer un cimetière musulman en un cimetière pour les *mécréants*. Ils justifient cette différence de traitement par le fait que les morts *mécréants* ne bénéficient pas d'immunité et de respect, contrairement aux morts musulmans. Ils ont interdit aussi d'enterrer un musulman dans le cimetière des *mécréants* (à moins d'être désaffecté) tout comme ils ont interdit au *mécréant* d'être enterré parmi les musulmans<sup>2</sup>.

En raison de cette interdiction, les légistes musulmans classiques se sont demandé que faire d'une femme chrétienne qui meurt enceinte des oeuvres d'un musulman? Selon le droit musulman, l'enfant dont elle est enceinte est supposé musulman. S'il est enterré avec sa mère dans le cimetière des *mécréants*, il subit un préjudice par leur voisinage. Et s'il est enterré avec sa mère dans le cimetière des musulmans, ces derniers subissent un préjudice par le voisinage de la mère. Pour résoudre ce problème, les légistes classiques ont estimé que la femme enceinte doit être enterrée dans un lieu à part, son dos tourné vers la Kaaba pour que le visage de son enfant soit tourné vers la Kaaba. Certains cependant estiment qu'on peut l'enterrer parmi les musulmans en considérant la mère comme un cercueil pour son enfant musulman. D'autres estiment que si la grossesse a moins de quatre mois, l'enfant n'a pas encore reçu l'âme; par conséquent la mère peut être enterrée dans le cimetière des *mécréants* sans que cela porte préjudice à l'enfant<sup>3</sup>. Comme on le verra, ce problème revient souvent dans les écrits musulmans modernes.

---

<sup>1</sup> Ibn-Salamah: Al-mawt wa-tuqusus, p. 126-127.

<sup>2</sup> Al-Bahuti: Kashshaf al-qina, vol. 2, p. 124-125; Al-Ansari: Sharh al-manhaj, vol. 2, p. 201; Ibn-Abidin: Rad al-muhhtar, vol. 2, p. 234.

<sup>3</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 5, p. 142-143; Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 2, p. 423; Al-Nawawi: Al-majmu', vol. 5, p. 285; Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 134, 143.

Pour comprendre la désaffection du cimetière *mécréant* avant de pouvoir y enterrer des musulmans, et l'interdiction d'enterrer un musulman auprès d'un *mécréant*, il faut avoir à l'esprit la croyance musulmane relative à la vie après la mort.

Se basant sur des versets coraniques et des récits de Mahomet, les musulmans croient que l'âme du mort reste dans le corps pendant sept jours. Dès que le corps du mort est installé dans la tombe et que les gens qui l'ont enterré s'éloignent - le mort entend leurs pas selon Mahomet -, deux anges noirs, appelés *Munkir* et *Nakir*, ayant des yeux brillants comme des chaudrons de cuivre et des canines comme des cornes de bœufs<sup>1</sup>, se présentent à lui et commencent la question durant les sept jours: "Que pensais-tu de Mahomet?" Le croyant répond: "J'atteste que Mahomet est le serviteur de Dieu et son messager". Les deux anges lui montrent alors la place qu'il aurait occupée en enfer et qui est échangée contre une place au paradis, et ils élargissent sa tombe de tous les côtés pour qu'il soit à l'aise. Le mort sent alors une immense joie qui perdure à jamais.

Les deux anges posent la même question au *mécréant*. Celui-ci répond: "Je ne connais pas Mahomet. Je n'en disais que ce que disent les gens". Sur ce, les deux anges frappent le *mécréant* avec un marteau en fer entre ses oreilles; le *mécréant* pousse alors un cri si fort que ses voisins l'entendent, sauf ceux qui sont très sourds. Les deux anges ouvrent ensuite la porte de l'enfer et montrent au *mécréant* les différents instruments de supplice. Le *mécréant* est alors pris d'une peur immense. Les deux anges lui ouvrent aussi la porte du paradis pour lui montrer la place qu'il aurait pu occuper et qui désormais est échangée par une place en enfer. La tombe du *mécréant* devient alors comme une fosse de feu et se rétrécit, mettant le *mécréant* mal à l'aise. Mahomet affirme à cet égard que "la tombe est soit un des jardins du paradis, soit une des fosses de l'enfer"<sup>2</sup>.

Rapportant ces croyances, Hasan Khalid, le mufti du Liban, insiste sur le fait que le damné subit réellement la souffrance déjà dans la tombe, souffrance qui touche tant le corps que l'âme du mort. Mahomet disait à cet effet: "Dieu, sauvegarde-moi de la souffrance de l'enfer, et sauvegarde-moi de la souffrance de la tombe"<sup>3</sup>. Il disait aussi que les animaux entendent les souffrances des morts<sup>4</sup>. Comme pour se rattraper, le mufti ajoute que toute personne qui meurt est soumise à la question avec ses conséquences, que cette personne ait été enterrée dans une tombe ou pas, qu'elle soit morte noyée, brûlée, dévorée par les fauves ou éclatée dans les airs. Tout le monde est soumis à la question, à l'exception des martyrs, des grands justes, des combattants dans la voie de Dieu, des petits enfants et des prophètes. Cette première question par laquelle les morts passent précède la question finale qui aura lieu le jour du jugement dernier et qui fixera définitivement le sort du mort<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Sur ces deux anges, voir Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 136-138.

<sup>2</sup> Al-Tirmidhi, récit 2384.

<sup>3</sup> Ahmad, récit 17872.

<sup>4</sup> Al-Nisa'i, récit 2040. Voir sur cette croyance et ces récits Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 149-150.

<sup>5</sup> Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 133-152. Voir sur ces croyances Al-Qurtubi: Al-tadhkirah.

En plus de la croyance dans la souffrance de la tombe, les musulmans croient que les âmes des morts se rencontrent déjà dans la tombe comme se rencontrent les vivants sur la terre. Chaque âme recherche l'âme qu'elle aime. Dès qu'un nouveau mort vient vers eux, les morts l'accueillent et lui posent des questions à propos des vivants et de leurs connaissances. Ils se saluent entre eux comme les vivants, suivent les nouvelles de ceux qui sont restés sur la terre et même rendent les saluts des vivants. On rapporte à cet effet que Mahomet saluait les morts lorsqu'il passait près de leurs tombes en prétendant qu'ils l'écoutaient. On indique aussi que les vivants peuvent communiquer avec les morts dans le sommeil et engager des discussions entre eux<sup>1</sup>.

Avec de telles croyances eschatologiques fortement ancrées dans la mentalité des musulmans, on comprend aisément qu'ils refusent d'enterrer leurs morts à côté des *mécréants*, sauf lorsqu'il n'est pas possible de les transférer dans un pays musulman. Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah (d. 1351) écrit que les tombes des non-musulmans ne doivent être proches ni des maisons des musulmans ni de leurs tombes parce qu'elles constituent un lieu de châtement et de colère. Elles ne doivent pas être dans le même lieu que celui de la miséricorde, celui des musulmans, parce que cela porte préjudice à ces derniers. Il cite à cet égard Mahomet qui aurait dit: "Je suis quitte de tout musulman qui est avec un polythéiste". On lui demanda: "Et pourquoi?" Il répondit: "Ne vois-tu pas les signes de leur feu"<sup>2</sup>. Ibn-Rushd (d. 1126) écrit que si une musulmane a été enterrée dans un cimetière des chrétiens, elle sera déterrée pour être enterrée dans le cimetière des musulmans, à moins que son corps ne soit décomposé. Ceci est parce que les *mécréants* subissent un châtement dans leurs tombes et elle subit un préjudice par leur voisinage<sup>3</sup>.

Hasan Khalid, le mufti du Liban, tout en estimant qu'il ne faut pas transférer un mort d'un pays à un autre, dit que Mahomet a ordonné aux musulmans de se faire enterrer parmi des gens justes parce que les morts subissent un préjudice en étant près d'un mauvais voisin exactement comme les vivants. Mahomet prescrit aussi: "Si l'un de vous meurt, mettez-le dans un bon linceul, hâtez-vous à exécuter son testament, faites-lui une tombe profonde et évitez qu'il soit près d'un mauvais voisin". On demanda alors à Mahomet: "Est-ce qu'un bon voisin est utile dans l'autre vie?" Il leur répliqua: "Et est-ce qu'un bon voisin est utile dans cette vie?" Ils répondirent: "Oui". Il rétorqua: "Il en est de même dans l'autre vie". Mahomet ajoute: "Enterrez vos morts parmi des gens justes parce que le mort subit un préjudice en étant près d'un mauvais voisin exactement comme le vivant subit un préjudice en étant près d'un mauvais voisin". Mais qui est le voisin juste? Le mufti répond: "C'est celui qui est mort dans la foi en Dieu, en ses anges, en ses livres, en ses messagers, au jour dernier, dans le destin bon et mauvais, accomplit les cinq piliers de l'islam, à savoir: l'attestation qu'il n'y pas d'autre divinité que Dieu et que

---

<sup>1</sup> Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 133 et 152-154. Voir Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 151.

<sup>2</sup> Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah: Ahkam ahl al-dhimmah, vol. 2, p. 725-727; Al-Nisa'i, récit 4698.

<sup>3</sup> Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 255-256.

Mahomet est le messenger de Dieu, les prières, l'aumône obligatoire, le pèlerinage à la Maison de Dieu une fois dans la vie, et le jeûne de Ramadan chaque année, et en plus il respecte les lois de Dieu et évite les mauvaises actions tant apparentes que cachées"<sup>1</sup>. Bref, un bon voisin est un bon musulman, et un *mécréant* ne peut pas être un bon voisin.

Le mufti en question paraphrase Al-Qurtubi qui dit: "Nos savants disent: il est préférable d'amener ton mort près des tombes des justes et des cimetières des gens de bien pour l'enterrer avec eux, de le mettre près d'eux, et de le faire habiter dans leur voisinage afin d'obtenir leur bénédiction et solliciter Dieu par leur biais, évitant ainsi de le mettre à côté des tombes de ceux dont on craint de subir le préjudice par leur voisinage et de souffrir en constatant leur état [de disgrâce]"<sup>2</sup>.

Les musulmans, occupant des pays déjà habités par des non-musulmans, ont laissé à ces derniers leurs cimetières et le soin d'enterrer leurs morts selon leurs propres normes. Les légistes musulmans classiques interdisent à un musulman de laver un non-musulman, de l'enterrer ou de l'accompagner à la tombe, fût-il son propre père, à moins qu'il n'y ait pas de *mécréant* pour s'en occuper<sup>3</sup>. Il ne doit en aucun cas prier pour lui. Le Coran stipule: "Ne prie jamais pour l'un d'entre eux quand il est mort, ne t'arrête pas devant sa tombe. Ils ont été incroyables envers Dieu et son Prophète et ils sont morts pervers" (9:84). Et si des musulmans sont trouvés morts avec des *mécréants* mais qu'on n'arrive pas à distinguer les musulmans des *mécréants*, tous sont enterrés dans le cimetière musulman par égard aux musulmans, et selon certains légistes classiques dans un lieu à part, ni dans le cimetière des musulmans, ni dans celui des *mécréants*. Si on prie pour eux collectivement, on doit spécifier que la prière ne concerne que les musulmans parmi eux. Mais si on prie pour chacun d'eux à part, on dira: "Que Dieu ait pitié de lui s'il est musulman"<sup>4</sup>.

La séparation des cimetières a fait l'objet de *fatwas* de la *Commission de fatwa égyptienne*. Une *fatwa* de 1962 dit qu'il est interdit de donner aux coptes une partie d'un cimetière consacré à l'enterrement des musulmans pour que les coptes puissent y être enterrés. Ce cimetière doit être consacré à perpétuité aux musulmans<sup>5</sup>. Une *fatwa* de 1964 affirme qu'il est interdit d'enterrer les musulmans et les non-musulmans dans le même cimetière. Et si une femme chrétienne meurt enceinte des œuvres d'un musulman, elle est enterrée à part entre le cimetière des chrétiens et celui des musulmans du fait qu'elle est chrétienne ne pouvant pas être enterrée dans le cimetière des musulmans, et son fils est un musulman ne pouvant pas être enterré dans le cimetière des chrétiens. Cette Commission répondait à une pratique suivie dans une localité égyptienne où les chrétiens et les musulmans

---

<sup>1</sup> Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 123-124. Sur le châtimement dans la tombe, voir Ibn-Salamah: Al-mawt wa-tuqusuh, p. 70-75.

<sup>2</sup> Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 100-101.

<sup>3</sup> Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 218.

<sup>4</sup> Al-Nawawi, Abu-Zakariyya: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 118; 134 et 143; Al-Nawawi: Al-majmu', vol. 5, p. 285; Al-Bahuti: Kashshaf al-qina, vol. 2, p. 124-125; Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 277 et 284; Al-Qalyubi et Umayra: Hashiyah, vol. 1, p. 337.

<sup>5</sup> Al-Fatawi al-islamiyyah, vol. 7, p. 2452, no 1042.

avaient décidé d'avoir un cimetière commun où ils sont enterrés ensemble<sup>1</sup>. Une *fatwa* de 1979 ajoute qu'il est interdit d'enterrer des morts musulmans avec des morts non-musulmans sauf si on n'arrive pas à identifier les morts. Dans ce cas on enterre tous les morts, tant chrétiens que musulmans ensemble dans le cimetière musulman par égard pour les musulmans<sup>2</sup>.

On signalera ici qu'au Caire un grand nombre de gens défavorisés vivent dans les cimetières. Ici aussi la séparation entre musulmans et non-musulmans se vérifie. Les responsables de ces cimetières refusent que des non-musulmans habitent les cimetières des musulmans<sup>3</sup>. Quant aux cimetières chrétiens au Caire, ils n'ont pas d'habitants<sup>4</sup>.

On demanda en 1963 à Amjad Al-Zahhawi, grand savant religieux irakien: "Si une femme chrétienne meurt enceinte des oeuvres d'un homme musulman, comment doit-elle être enterrée et dans quel cimetière?". Il répondit: "Cette question a été répondue dans les *Fatawi Al-Sarrajiyyah* de différentes manières: certains disent qu'elle sera enterrée dans le cimetière des musulmans, d'autres dans le cimetière des chrétiens, d'autres dans un lieu indépendant, c'est-à-dire ni dans le cimetière des musulmans ni dans celui des chrétiens<sup>5</sup>". Commentant cette réponse, Hasan Al-Ani, éditeur du recueil d'Al-Zahhawi, cite Al-Bayhaqi qui rapporte que Wathilat Ibn-al-Asqa a enterré une chrétienne ayant dans son ventre un musulman dans un cimetière qui n'est ni chrétien ni musulman. Elle n'est pas enterrée dans le cimetière des musulmans parce qu'ils souffrent de son châtement, ni dans le cimetière des *mécréants* parce que l'enfant souffre de leur châtement. Un légiste dit qu'elle sera enterrée dans le cimetière des musulmans comme si elle était une caisse pour le fœtus. D'autres estiment qu'elle sera enterrée sur la bordure du cimetière des musulmans<sup>6</sup>.

## **B) Enterrement des apostats**

Ibn-Abidin (d. 1836) écrit que l'apostat, qui quitte l'islam, ne sera ni lavé, ni mis dans un linceul, ni donné aux gens de sa nouvelle religion, car le faire signifie qu'on lui rend honneur alors qu'il n'en est pas digne. L'apostat sera jeté dans une fosse comme on jette un chien. Et s'il a un parent musulman, il serait préférable de le lui remettre pour le laver comme on lave une robe impure et l'enrouler dans un habit usé<sup>7</sup>. Cette attitude s'étend aux adeptes des sectes non admises au sein de la communauté musulmane. Ainsi les chiïtes refusent de laver et d'enterrer un sunnite<sup>8</sup>.

Les Bahaïs ont demandé au Ministère de l'intérieur en Égypte en 1939 d'avoir un terrain pour y enterrer leurs morts au Caire, à Alexandrie et dans d'autres villes. Le

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 7, p. 2430, no 1045.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 10, p. 3555, no 1298.

<sup>3</sup> Jad: Sukna al-maqabir, p. 113-114.

<sup>4</sup> Ibid., p. 133.

<sup>5</sup> Al-Zahhawi, vol. 1, p. 75-76.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 1, p. 75-76, note de Hasan Al-Ani.

<sup>7</sup> Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 230-231.

<sup>8</sup> Al-Tabatba'i: Mustamsak al-urwa al-wuthqa, vol. 4, p. 68.



Ministère en question a sollicité une décision de la *Commission de fatwa égyptienne* pour savoir si on pouvait les enterrer dans le cimetière des musulmans. La Commission a répondu que cette communauté ne fait pas partie des musulmans, et ses membres qui étaient d'origine musulmane sont des apostats. Par conséquent, qu'ils soient d'origine musulmane ou non, on ne peut les enterrer avec les musulmans<sup>1</sup>.

### **C) Enterrement des suicidés, des pécheurs et des mort-nés**

Le suicide est interdit en droit musulman. Le Coran stipule: "Ne vous tuez pas" (4: 29). Des récits de Mahomet indiquent que celui qui se tue ira en enfer<sup>2</sup>. On permet cependant les actes héroïques contre l'ennemi qui finissent par la mort (2:207). Des juristes cependant mettent comme condition que la personne sache que cela affectera l'ennemi et encouragera les musulmans. Quelle que soit la raison du suicidé, les juristes musulmans ne le considèrent pas comme un *mécréant*, parce que la mécréance est la négation de la foi islamique, mais on doit réprouver son acte. Confronté à des cas de suicide, Mahomet refusa de prier pour eux, mais n'interdit pas que les autres le fassent et qu'ils les enterrent. Les juristes musulmans en ont conclu que le suicidé sera traité comme tout musulman en matière de funérailles, mais l'imam en personne ne priera pas pour lui afin de marquer la gravité de ce péché<sup>3</sup>. La même chose s'applique aux personnes mises à mort pour une autre raison que l'apostasie.

Une *fatwa* saoudienne dit qu'on prie pour le suicidé, mais le grand imam ne préside pas à cette prière parce que Mahomet a refusé de prier pour un suicidé pour souligner la gravité de ce crime et pour mettre en garde<sup>4</sup>. De même on prie pour un homme qui a été mis à mort pour un délit grave comme l'adultère ou l'homicide parce que le grand pécheur n'est pas considéré comme *mécréant*<sup>5</sup>. Celui qui néglige les cinq prières par paresse est aussi enterré comme un musulman. Mais s'il les néglige en estimant qu'elles ne sont pas nécessaires, il est considéré comme un *mécréant*; on ne le lave pas, on ne prie pas pour lui et on ne l'enterre pas dans le cimetière des musulmans, mais dans un lieu séparé loin du cimetière des musulmans<sup>6</sup>. Une autre *fatwa* stipule qu'il sera enterré comme on enterre un cadavre quelconque, le but étant de le couvrir de terre pour empêcher toute nuisance aux gens<sup>7</sup>. Le même traitement est réservé à celui qui consomme de l'alcool estimant qu'il est licite de le faire<sup>8</sup>. Certaines *fatwas* interdisent de prier pour celui qui néglige la prière par paresse ou de l'enterrer dans le cimetière des musulmans<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> Al-Fatawi al-islamiyyah, vol. 4, p. 1269-1270, no 609.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récits 1275 et 5333.

<sup>3</sup> Voir article Intihar, dans Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah, vol. 6, p. 281-295.

<sup>4</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 394, 395.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 8, p. 395-396, 414-415.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 8, p. 410.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 8, p. 410-411.

<sup>8</sup> Ibid., vol. 8, p. 412.

<sup>9</sup> Ibid., vol. 8, p. 413.

L'enfant mort-né ou avorté après quatre mois de grossesse (donc supposé avoir reçu l'âme à cet âge) est enterré comme un vivant, dans le cimetière des musulmans<sup>1</sup>. Mais les chiites ne prient pas pour lui s'il n'a pas atteint l'âge de six ans ou s'il ne comprend pas la prière parce qu'il n'est pas tenu de prier<sup>2</sup>.

#### **D) Enterrement des non-musulmans en Arabie**

Si les *mécréants* ont le droit de se faire enterrer dans leurs cimetières dans les pays musulmans dont ils sont ressortissants, l'Arabie saoudite connaît une situation particulière comme nous l'avons signalé plus haut. Dans ce pays, il est interdit aux non-musulmans d'avoir des lieux de culte, fût-ce dans des locaux privés, tout comme il leur est interdit d'avoir des cimetières. Si on tolère leur présence provisoire en Arabie parce qu'on a besoin d'eux, une fois morts, ils ne doivent pas y rester. Et si on les y enterre, on doit les exhumer et les rapatrier parce que, selon Mawerdi, "l'inhumation équivaut à un séjour à demeure"<sup>3</sup>.

Ibn-Baz écrit dans une *fatwa* que si un étranger non-musulman meurt en Arabie il ne doit pas y être enterré et sera transféré ailleurs autant que possible parce que Mahomet a recommandé de faire sortir les *mécréants* de cette Péninsule en disant: "Deux religions ne peuvent pas s'y réunir"<sup>4</sup>.

Le roi saoudien demanda à la *Commission de fatwa saoudienne* en 1973 ce qu'il fallait faire avec les non-musulmans morts en Arabie qui devaient être normalement transférés ailleurs. La Commission répondit:

Il n'est pas permis d'enterrer les non-musulmans avec les musulmans, mais ils seront enterrés loin d'eux parce que ces derniers subissent un préjudice en étant près d'eux. C'est ce qu'ont décidé les savants religieux dans leurs livres. Ces savants traitent d'un cas qui démontre leur position à l'égard des morts non-musulmans et le devoir de les éloigner des cimetières musulmans.... Si une femme *dhimmie* (non musulmane monothéiste) meurt enceinte des œuvres d'un musulman, elle sera enterrée à part, son dos vers la Mecque. Cette décision est justifiée comme suit: Elle est *mécréante* et par conséquent elle ne peut pas être enterrée dans le cimetière des musulmans. Quant à son enfant dans son ventre, il est musulman et par conséquent il ne peut pas être enterré parmi les *mécréants*. Et comme notre pays n'a pas de ressortissants non-musulmans, il est de notre intérêt, et afin d'éviter les problèmes avec les autres nations, de ne pas consacrer un cimetière pour les non-musulmans. Quant à celui qui meurt parmi eux, il est préférable de permettre son transfert dans son pays si ses parents le demandent<sup>5</sup>.

Le Ministère des affaires municipales demanda à cette Commission en 1984 ce qu'il fallait faire avec les étrangers non-musulmans qui meurent à Riyadh ou dont

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 8, p. 403-405. Il en est de même chez les chiites: Al-Tabatba'i: Mustamsak al-urwa al-wuthqa, vol. 4, p. 70, 72.

<sup>2</sup> Al-Tabatba'i: Mustamsak al-urwa al-wuthqa, vol. 4, p. 210-215.

<sup>3</sup> Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, p. 357.

<sup>4</sup> Ibn-Baz: Min ahkam al-jana'iz, p. 61-62.

<sup>5</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 455-457. Voir aussi une fatwa similaire dans Majallat al-buhuth al-islamiyyah, no 10, 1984, p. 68-69.

des membres sont amputés pour des raisons chirurgicales. Il signala que ces corps posent de gros problèmes à la municipalité qui, dans certains cas, les enterra très loin de la ville, et elle souhaiterait maintenant créer un cimetière propre aux non-musulmans. La Commission répondit:

Il n'est pas permis d'enterrer les *mécréants* ou leurs membres, quelles que soient leurs religions, dans les cimetières musulmans. Et il ne leur est pas permis d'avoir un cimetière particulier dans la terre de la Péninsule arabique pour y enterrer leurs morts ou les membres qui en sont amputés, en raison des préjudices religieux et temporels qui en résultent. Le corps doit être remis aux ayants droit et le membre amputé devra être remis à son propriétaire. Si on ne peut pas remettre le corps à l'ayant droit ou le membre amputé à son propriétaire et qu'il n'est pas possible de les sortir hors du pays, ils seront enterrés dans un terrain anonyme (*ard majhulah*) sans propriétaire afin de les couvrir et prévenir leur nuisance. Il n'est pas permis de charger le trésor public musulman du transfert hors de la Péninsule arabique<sup>1</sup>.

#### **E) Enterrement des ressortissants de la *Terre de mécréance***

Les légistes classiques disent que les musulmans ne sont pas tenus d'enterrer les ressortissants de la *Terre de mécréance*, appelés *harbis*, parce que l'enterrement implique leur respect. Mahomet avait laissé les morts dans la Bataille d'Uhud exposés pendant trois jours et ensuite il les a jetés dans un puits<sup>2</sup>. Un légiste musulman classique préconise même d'inciter les chiens contre ces morts pour les dévorer. Et si on les enterre, c'est comme on enterre un animal pour éviter sa nuisance aux vivants à cause de sa mauvaise odeur<sup>3</sup>. À notre connaissance, ces normes classiques n'ont pas cours dans la société musulmane moderne.

#### **F) Enterrement des musulmans en *Terre de mécréance***

Nous avons vu dans la première partie que le droit musulman ne permet pas au musulman de séjourner en *Terre de mécréance*. Certains vont jusqu'à considérer un tel musulman comme apostat et donc ils lui refusent un enterrement dans un cimetière musulman<sup>4</sup>. Mais comme on a fini par admettre l'impossibilité d'empêcher les musulmans de quitter la *Terre d'islam* vers la *Terre de mécréance*, il fallait s'occuper d'eux une fois morts et prévoir une solution à leur enterrement. Étant interdit dans les pays musulmans d'enterrer un musulman avec des non-musulmans, le premier souci est d'empêcher un tel enterrement en *Terre de mécréance* autant que faire se peut. Ainsi le *Guide du musulman à l'étranger* dit:

Il n'est permis d'enterrer un musulman dans un cimetière des mécréants que s'il n'y a pas de cimetière propre aux musulmans et qu'il n'est pas possible de le transférer dans un pays musulman proche. Et si par la suite il devient possible

---

<sup>1</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 9, p. 8-9.

<sup>2</sup> Ibn-Salamah: Al-mawt wa-tuqusuh, p. 105.

<sup>3</sup> Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 118.

<sup>4</sup> Al-Jaza'iri: Tabdil, p. 25-27.

d'exhumer le musulman pour le transférer dans un cimetière musulman, cela devient une obligation<sup>1</sup>.

Cette question a fait l'objet de débat au sein de l'*Académie du droit musulman* qui dépend de l'*Organisation de la conférence islamique*. Voilà certaines réponses de ses membres:

- Il n'est pas interdit d'enterrer un musulman dans les cimetières des non-musulmans si la localité en question n'a pas de cimetière musulman et qu'il n'a pas de moyens financiers pour transférer son corps dans un pays musulman<sup>2</sup>.
- S'il n'est pas possible d'enterrer le musulman dans des cimetières musulmans et qu'il n'est pas possible de l'enterrer autrement que dans le cimetière des *mécréants*, alors on est en présence d'une nécessité car l'enterrement d'un mort est un devoir. Il faut cependant tenir compte des degrés de la mécréance. Ainsi le cimetière des chrétiens, en cas de nécessité, est préférable au cimetière des juifs, et celui des juifs est préférable à celui des païens et des athées<sup>3</sup>.
- Le premier devoir après la mort est de laver le défunt, de prier pour lui et de l'enterrer. Ensuite, s'il est mort en *Terre d'islam*, il est enterré dans le cimetière des musulmans. Et si la femme non-musulmane morte est enceinte des œuvres d'un musulman, elle est enterrée entre le cimetière des musulmans et celui des chrétiens, son dos tourné vers la Kaaba pour que le visage du fœtus soit tourné vers la Kaaba. Si le décès a lieu dans un pays *mécréant* et qu'il n'est pas possible de transférer le décédé dans un pays musulman, il sera enterré là où c'est possible. Les communautés musulmanes doivent cependant essayer de trouver une solution à ce problème en obtenant une partie du cimetière public pour y enterrer les morts musulmans s'ils ne peuvent pas avoir un cimetière à eux<sup>4</sup>.
- Si un musulman est enterré dans un cimetière des *mécréants*, il sera déterré pour être enterré dans le cimetière des musulmans parce que les *mécréants* sont châtiés dans leurs tombes et que le musulman subit un préjudice par leur voisinage. Le musulman est enterré de préférence dans le cimetière où se trouvent beaucoup de gens de bien et de martyrs pour qu'il puisse profiter de leur bénédiction. Quant à la femme mécréante enceinte des œuvres d'un musulman, elle sera enterrée à part, ni dans le cimetière des musulmans qui subissent un préjudice par sa présence, ni dans celui des *mécréants* qui font subir un préjudice à l'enfant. Le dos de la femme sera tourné vers la Kaaba pour que le visage de son enfant soit tourné vers la Kaaba. Et si un musulman meurt dans un pays *mécréant* qui n'a pas de cimetière réservé aux musulmans, il faut transférer le corps dans un pays musulman pour l'y enterrer, à moins de craindre que le corps ne subisse un dommage par le transfert ou que le prix soit trop élevé. Dans ces cas, on peut l'enterrer dans le cimetière des *mécréants* puisqu'il

---

<sup>1</sup> Dalil al-muslim, p. 89.

<sup>2</sup> Majallat majma al-fiqh al-islami, no 3, partie 2, 1987, p. 1104, voir aussi p. 1132.

<sup>3</sup> Ibid., no 3, partie 2, 1987, p. 1120.

<sup>4</sup> Ibid., no 3, partie 2, 1987, p. 1161.

faut respecter la dignité du mort et éviter de casser ses os, et le musulman vivant a plus besoin de l'argent que le mort<sup>1</sup>.

Après un long débat, L'Académie décida que l'enterrement dans le cimetière des *mécréants* n'est possible qu'en cas de nécessité, sans distinction entre les cimetières juifs, chrétiens ou athées, estimant que tous les *mécréants* forment une seule communauté<sup>2</sup>.

Des musulmans vivant à Bruxelles demandèrent d'avoir leur propre cimetière, et le gouvernement belge requit une *fatwa* pour justifier leur demande, *fatwa* obtenue de la *Commission de fatwa saoudienne*. Celle-ci répondit:

Les morts musulmans doivent être enterrés dans un cimetière indépendant pour eux, et il n'est pas permis de les enterrer dans un cimetière non-musulman. L'Imam Al-Shirazi dit dans *Al-Muhadhdhab*: "Le *mécréant* ne sera pas enterré dans le cimetière des musulmans, et le musulman ne sera pas enterré dans le cimetière des *mécréants*". Al-Nawawi dit dans *Al-Majmu*: "Nos compagnons sont d'avis à l'unanimité que le musulman ne peut pas être enterré dans un cimetière des *mécréants*, et un *mécréant* ne peut pas être enterré dans un cimetière musulman". De cela découle l'obligation de consacrer un lieu pour l'enterrement des musulmans dans un cimetière qui leur soit propre<sup>3</sup>.

On demanda à la *Commission de fatwa saoudienne* s'il était possible d'enterrer des musulmans dans le cimetière des non-musulmans lorsque le transfert des corps dans un pays musulman dure une semaine? Et que faire de la tradition qui exige d'enterrer rapidement le mort? La Commission répondit qu'il n'est pas permis aux musulmans de se faire enterrer dans le cimetière des *mécréants*, car c'est la pratique des musulmans depuis l'époque de Mahomet, des Califes et de leurs successeurs de créer un cimetière pour les musulmans séparé de celui des *mécréants*, et de ne pas enterrer un musulman avec un polythéiste. Ceci constitue un consensus sur le devoir d'avoir un cimetière pour les musulmans séparé de celui des *mécréants*. La Commission en profite pour rappeler l'interdiction de séjour des musulmans en *Terre de mécréance*:

Tout musulman doit éviter d'habiter dans un pays non-musulman et de séjourner parmi les *mécréants*. Il doit émigrer vers un pays musulman pour sauvegarder sa religion de la supervision, observer les rituels de sa religion, coopérer avec ses frères musulmans dans le bien et la piété et augmenter leur nombre. Est excepté celui qui séjourne parmi les *mécréants* pour propager l'islam, en étant compétent pour le faire et capable d'influencer les autres sans se laisser convaincre. Sont aussi exceptés ceux qui doivent rester parmi les *mécréants* par nécessité. Ceux-ci doivent alors s'entraider et créer leurs propres cimetières pour y enterrer leurs morts<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., no 3, partie 2, 1987, p. 1190-1193. Voir aussi p. 1308-1309.

<sup>2</sup> Ibid., no 3, partie 2, 1987, p. 1339-1341.

<sup>3</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 9, p. 6.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 8, p. 452-453.

Une association musulmane a acheté un certain nombre de tombes dans un cimetière chrétien. Peut-on y enterrer les non-musulmans et ceux qui sont sortis de l'islam comme les Ahmadites et autres sectes? La *Commission de fatwa saoudienne* répondit:

Il n'est pas permis d'enterrer un musulman dans un cimetière chrétien parce qu'il souffre de leurs châtements. Il faut que les musulmans aient des tombes séparées du cimetière chrétien. Quant aux Ahmadites, ils sont des *mécréants* et ne peuvent pas être enterrés dans un cimetière consacré aux musulmans puisqu'ils n'en font pas partie<sup>1</sup>.

Un musulman est mort en France dans une localité qui n'a pas de cimetière pour les musulmans, et il n'a pas de moyens financiers pour le transférer dans un pays arabe. Peut-on l'enterrer dans le cimetière des chrétiens? Peut-on le laver dans le local qui sert à laver les morts chrétiens s'il n'est pas possible de le laver à la maison? La *Commission de fatwa saoudienne* répondit:

S'il n'y a pas de cimetière pour les musulmans, le musulman ne doit pas être enterré dans le cimetière des *mécréants*. On lui cherche un lieu dans le désert (*sic*) pour l'y enterrer et sa tombe sera nivelée afin que le mort ne soit pas exhumé. Et s'il est possible de le transférer dans un pays ayant un cimetière musulman sans trop de frais, cela sera préférable. On peut par contre laver un musulman dans un local où sont lavés les *mécréants* s'il n'existe pas d'autres locaux où le laver sans trop de frais<sup>2</sup>.

Un musulman scrupuleux écrit que dans son pays les musulmans sont enterrés dans des cimetières à eux, mais on y enterre tous ceux qui sont musulmans de nom alors que la majorité ne prie pas et ne respecte pas les lois de la religion. Doit-il faire un testament demandant de se faire enterrer avec des gens qui prient? La *Commission de fatwa saoudienne* répondit:

On doit consacrer un cimetière aux musulmans dans lequel personne d'autre ne sera enterré. Celui qui ne prie pas et meurt en ayant négligé la prière estimant qu'elle n'est pas une obligation est *mécréant* selon l'opinion unanime. S'il la néglige par paresse, il est *mécréant* selon l'opinion dominante. Par conséquent, cette personne ne sera pas enterrée dans le cimetière des musulmans. D'autre part, il est permis au musulman de faire un testament exigeant qu'il soit enterré dans le cimetière des musulmans de peur d'être enterré avec les non-musulmans si ce pays a des cimetières pour les non-musulmans<sup>3</sup>.

On demanda à cette Commission s'il était possible de participer aux funérailles de *mécréants* selon les traditions politiques? Elle répondit qu'il ne faut pas le faire au nom de la politique. Le Coran stipule: "Ne prie jamais pour l'un d'entre eux quand il est mort, ne t'arrête pas devant sa tombe. Ils ont été incrédules envers Dieu et son Prophète et ils sont morts pervers" (9:84). Si des *mécréants* se chargent d'enterrer leurs morts, les musulmans ne doivent pas prendre part aux enterrements ou les

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 8, p. 454.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 8, p. 454-455.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 9, p. 9.

aider à enterrer leurs morts. Il en est autrement s'il n'y pas de *mécréants*. Les musulmans peuvent alors enterrer les *mécréants* comme Mahomet avait fait avec son oncle Abu-Talib. Lorsque celui-ci est mort, Mahomet dit à Ali: "Va l'enterrer"<sup>1</sup>.

Signalons enfin que chez les musulmans, il n'y a pas de séparation entre les sexes dans les cimetières, mais si on est contraint d'enterrer plusieurs morts dans la même tombe, alors on met en premier lieu, face à la Kaaba, celui qui connaît mieux le Coran. Et si parmi les morts il y a une femme, elle est mise après l'homme. Et s'il y a un hermaphrodite, celui-ci a la priorité sur la femme, parce qu'il se peut qu'il soit homme<sup>2</sup>. Selon Ibn-Rushd, les femmes doivent être enterrées après les enfants mâles<sup>3</sup>.

#### **4) Conflit avec les normes suisses**

##### **A) Cadre fédéral**

La question des cimetières était régie par l'article 53 al. 2 de la Constitution de 1874 qui dit:

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment.

Comme signalé plus haut, cet article a été omis par la nouvelle Constitution. Il reste néanmoins à la base du système actuellement en vigueur en Suisse. Il est complété par des lois et des ordonnances cantonales et communales.

Cet article avait pour but de renforcer le pouvoir de l'État face aux décisions du Vatican et de séparer les compétences de l'État de celles de l'Église<sup>4</sup>. D'autres mesures allant dans le même sens ont été prises. Ainsi l'état civil et la tenue des registres qui s'y rapportent (article 53 al. 1), le mariage (article 54) et le pouvoir judiciaire (article 58 al. 2) ont été enlevés des mains des autorités religieuses pour être remis aux autorités civiles. Mais ceci n'allait pas de soi. En 1870, des catholiques avaient réclamé que chaque confession ait le droit d'avoir son propre cimetière et qu'elle ne soit pas obligée d'avoir dans ce cimetière un décédé d'une autre confession. Au Conseil national, on était d'avis qu'il fallait aussi bien séculariser le mariage que le cimetière: "Tout comme l'être humain entre dans le monde sans confession, il doit aussi pouvoir en sortir sans couleurs ecclésiastiques". On estimait que comme on avait le droit de contracter mariage partout en Suisse, la logique veut qu'on puisse y être enterré partout où on meurt. Il fallait donc priver l'Église de son autorité sur les cimetières comme sur le mariage<sup>5</sup>.

Ainsi, à partir de la Constitution de 1874 on pouvait se marier sans tenir compte de l'empêchement religieux et sans cérémonie religieuse, et se faire enterrer décemment indépendamment de la bénédiction religieuse. Cette conception est héritée du protestantisme. Que ce soit sous Luther, Zwingli ou Calvin, on estimait

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 9, p. 10-11.

<sup>2</sup> Ibn-Qudamah: Al-mughni, vol. 2, p. 420-422; Al-Nawawi: Al-majmu', vol. 5, p. 284-285.

<sup>3</sup> Ibn-Rushd: Al-bayan wal-tahsil, vol. 2, p. 282.

<sup>4</sup> Maechler, p. 43.

<sup>5</sup> Ibid., p. 36-43.

que la messe et les prières pour les morts sont contraires à la parole de Dieu et inutiles pour le salut<sup>1</sup>. Du temps de Calvin, le mort ne pouvait être enterré qu'après son enregistrement auprès du pasteur, mais aucune prière, aucun chant et aucun discours n'accompagnaient le mort, et on ne faisait aucune aumône pour le salut de l'âme du défunt. Celui qui enfreignait cette règle était appelé en Consistoire et tenu pour un papiste ou idolâtre<sup>2</sup>. Les services funèbres ne furent réintroduits qu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>3</sup>. On estime que cette cérémonie n'est pas faite pour le mort, mais pour les vivants. Le parent qui la demande fait un acte de foi que le pasteur ne saurait refuser. Le Pasteur Menu demande à cet égard que le cercueil n'entre pas dans l'Église puisque la cérémonie ne le concerne pas. Sans cela, on ferait comme les catholiques qui croient que la prière pour le mort lui est bénéfique dans l'au-delà<sup>4</sup>. Malgré cela, la Ville de Calvin continua à priver les suicidés et les suppliciés d'un enterrement dans les cimetières communs<sup>5</sup>. Et c'est contre de tels abus de la part des catholiques et des protestants que l'article 53 al. 2 entendait lutter.

Certes, il n'était pas dans l'intention du Conseil fédéral d'empêcher les cérémonies religieuses, mais il tenait à ce que tous, y compris les suicidés et les non-baptisés, puissent être enterrés décemment, indépendamment de leur religion. On part de l'idée que le corps humain, même mort, mérite le respect et que le refus d'un enterrement décent aurait pour tout être humain, mais en particulier pour les proches du défunt, quelque chose de blessant. Mais au-delà des considérations humanistes, il y a le souci de sauvegarder la paix confessionnelle. Le Conseil fédéral veillait sur le respect de cette décence par les cantons. Aussi, il demanda le 4 janvier 1875 aux autorités cantonales de lui faire savoir "de quelle manière et jusqu'à quelle époque ils pourront mettre un terme à un état de choses incompatibles avec les prescriptions fédérales"<sup>6</sup>. En cette année, il donna une interprétation authentique de l'article 53 al. 2 qui mérite d'être citée *in extenso*:

Le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée dans la commune ou tout cadavre qui y aura été trouvé puisse être enterré décemment; en d'autres termes, le soin et la surveillance de la sépulture doivent être exclusivement du ressort des communes politiques. Le clergé ne doit pas avoir d'opinion à émettre sur la question de savoir qui doit trouver sa place de repos dans le cimetière. L'enterrement avec les usages religieux doit être considéré comme un accessoire dont n'ont pas à s'occuper les autorités civiles; c'est aux parents du défunt que le soin d'y pourvoir doit être laissé.

D'un autre côté, les autorités de l'État n'ont pas non plus à s'occuper de ce que le clergé refuse son assistance, parce qu'elles ne demandent qu'une inhumation civile décente et non pas une inhumation religieuse. Les autorités civiles ne

---

<sup>1</sup> Rohner-Baumberger, p. 8-9, 11-12, 17, 25.

<sup>2</sup> Ibid., p. 30-31.

<sup>3</sup> Menu, p. 59.

<sup>4</sup> Ibid., p. 101-102.

<sup>5</sup> Ibid., p. 47.

<sup>6</sup> Feuille fédérale 1875 II 29-30.



peuvent pas non plus régler à leur gré la sépulture, mais chaque personne décédée doit être enterrée décemment, ce qui veut dire que toutes les personnes mortes dans une commune doivent dans la règle être enterrées à la file et que ni l'État, ni la confession, ni la nature de la mort ou d'autres circonstances ne permettent des exceptions. Il ne doit rien y avoir non plus de vexant dans le moment et dans le mode de l'inhumation; ce serait contraire au sens et à l'esprit de la Constitution fédérale si, par exemple, des suicidés étaient enterrés à une heure tout à fait extraordinaire, comme dans la nuit, ou bien si dans une commune confessionnellement unitaire les ressortissants d'une autre confession, quoique ensevelis dans le cimetière, l'étaient dans une place séparée où les cadavres d'autres personnes décédées ne sont pas enterrés.

Par contre, nous ne trouvons pas qu'il puisse être défendu de par la Confédération que quelques corporations religieuses, comme par exemple les juifs, dans des endroits où ils sont représentés en grand nombre, construisent des cimetières particuliers, ou que, dans une commune mixte n'ayant qu'un seul cimetière, l'usage en ait lieu de telle manière qu'une moitié du cimetière soit utilisée par l'une des confessions et l'autre moitié par l'autre. De tels rapports existent encore dans beaucoup d'endroits, et cela ordinairement d'un commun accord. Si les cantons veulent défendre entièrement de pareilles distinctions, cela est bon et bien, mais il n'est pas nécessaire d'intervenir de par la Confédération. Une pareille intervention de la part de la Confédération froisserait en beaucoup d'endroits les idées du peuple, quand même elles n'auraient rien à objecter contre la chose en elle-même, comme une mesure allant trop loin.

Après ces développements, nous arrivons à l'opinion qu'il n'y a pas lieu d'élaborer une loi fédérale sur cette matière, mais que le Conseil fédéral doit être invité à surveiller l'observation de l'article 53 al. 2 de la Constitution fédérale<sup>1</sup>.

On voit à travers ce passage une grande précaution du Conseil fédéral à ne pas trop heurter les pratiques existantes, espérant que les cantons parviendront avec le temps à unifier les cimetières afin qu'il n'y ait plus de séparation à l'intérieur de ces cimetières pour cause de religion et que toutes les personnes soient enterrées à la file. Le Conseil fédéral a été appelé à plusieurs reprises à intervenir auprès des cantons pour qu'ils modifient leurs lois ou les pratiques dans certaines communes en vue du respect de l'article constitutionnel. Les chicanes entre catholiques et protestants n'ont pas manqué, les uns refusant de se faire enterrer avec les autres, chacun souhaitant avoir son propre coin.

Ainsi, les protestants de la commune fribourgeoise d'Ueberstorf ont protesté en 1878 contre l'octroi d'un cimetière privé aux catholiques alors que la commune avait un cimetière public. Ils estimaient qu'ils "étaient ainsi réduits à se servir d'un cimetière qui recevait en même temps tous les morts que les catholiques ne voudraient pas tolérer à côté de leurs coreligionnaires morts dans la vraie foi". En

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1875 III 282-283.

permettant un cimetière privé catholique à côté du cimetière public, le canton, disent-ils, crée une situation selon laquelle chaque commune aura deux cimetières: un catholique et un public: "Le cimetière public pour les hérétiques, les libres-penseurs, les suicidés, etc. et le cimetière privé pour les honnêtes gens, pour ceux qui sont morts dans la vraie foi" et ceci d'autant plus que l'admission dans les cimetières privés dépend des concessionnaires, substituant ainsi le clergé à l'autorité civile. Le Conseil fédéral décida dans cette affaire:

- 1) L'article 53 de la Constitution fédérale accorde le droit de disposer des lieux de sépulture à l'autorité civile, qui doit veiller à ce que toute personne décédée dans la commune puisse être enterrée décemment.
- 2) On ne saurait déduire de cette prescription la conséquence que toutes les personnes décédées dans une commune doivent être enterrées dans un même lieu de sépulture, et que l'établissement de cimetières privés soit interdit.
- 3) Les principes du droit fédéral ne sont donc pas violés par le fait que l'on a établi dans la commune d'Ueberstorf un nouveau cimetière public, et que l'on a cédé, moyennant finance, l'ancien cimetière paroissial à la corporation catholique, dans le but d'y établir un lieu de sépulture privé pour cette corporation...
- 4) Par contre, l'article 53 de la Constitution fédérale place entre les mains de l'autorité civile le droit de disposer des lieux de sépulture, sans faire aucune exception. Il faut en conclure que l'autorité civile a, dans tous les cas, le droit, au point de vue de la police et de la salubrité publique, ou en ce qui concerne le mode d'inhumation, ou lorsqu'il s'agit d'exclusion ou de distinction inadmissibles et excitant du scandale, d'intervenir même quand il est question de cimetières privés ou appartenant à des corporations<sup>1</sup>.

Le Conseil fédéral permet donc aux communes d'avoir des cimetières privés religieux, mais en même temps il intervient à l'intérieur de ces cimetières pour empêcher l'application de normes religieuses qui excluent certains décédés comme les suicidés ou les enfants non baptisés. Il considéra comme choquant d'enterrer un protestant dans un coin, et non pas en ligne à côté d'un catholique, même si on lui accorde une concession familiale gratuite<sup>2</sup>. Il estima cependant qu'on ne pouvait pas obliger un curé à prendre part à un office d'enterrement d'un suicidé, contrairement aux prescriptions de l'Église, une telle obligation étant contraire à l'article 49 de la Constitution aux termes duquel nul ne peut être contraint d'accomplir un acte religieux<sup>3</sup>.

Dans un cas, un catholique romain suicidé a été enterré en 1894 dans un cimetière à Stans où sont enterrés des protestants au lieu d'être enterré à la ligne dans le cimetière catholique. Ceci a été jugé par le Conseil fédéral comme contraire à l'article 52 al. 3. Les protestants ont protesté contre cette pratique<sup>4</sup>. Dans cette affaire, le Conseil fédéral a demandé d'exhumer le corps de jour et au son habituel

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1880 II 781-785. Voir aussi 1880 II 633 et 1880 III 355-359.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1899 I 419-420.

<sup>3</sup> Voir Feuille fédérale 1880 II 629-630.

<sup>4</sup> Feuille fédérale 1897 II 295.

des cloches et de l'inhumer de nouveau, à la file des tombes dans la partie du cimetière de Stans destinée aux catholiques<sup>1</sup>.

Dans une autre affaire concernant Almagell en Valais, un enfant mort-né a été enterré en dehors du cimetière, sous un chemin. Après intervention du Conseil fédéral, le Conseil d'État valaisan a fait prolonger la fosse d'un mètre dans la direction du cimetière<sup>2</sup>.

À Bellegarde, commune fribourgeoise, le curé avait en 1882 menacé d'excommunication ceux qui voudraient inhumer à la ligne un protestant qui s'était précipité du haut d'une paroi de rochers en cueillant des fleurs d'edelweiss. Le curé décida que celui-ci devait être enterré dans un coin réservé aux étrangers. Le canton a obligé la commune à enterrer à l'avenir ses morts à la suite du protestant<sup>3</sup>.

Les sonneries des cloches étaient souvent un sujet de chicane entre catholiques et protestants. Le Conseil fédéral a considéré dans une jurisprudence constante que la sonnerie des cloches constituait un des éléments constitutifs d'un enterrement décent, partout où l'usage cantonal ou local est de sonner les cloches aux ensevelissements. De là découlait pour les autorités civiles l'obligation de veiller à ce que les cloches puissent être sonnées à tous les enterrements et, notamment, à ce que la croyance religieuse d'un défunt ne puisse jamais être un motif pour supprimer la sonnerie. On ne peut dans ce cas invoquer la liberté religieuse ou le droit de propriété<sup>4</sup>. Face aux différentes réclamations et pour éviter les conflits, l'évêque de Fribourg et Lausanne a décidé en 1903 de ne plus sonner les cloches pour les enterrements<sup>5</sup>.

Si le Conseil fédéral n'a pas exclu la présence de cimetières privés à caractère confessionnel, cimetières que les cantons pouvaient accepter ou refuser de créer, il n'avait pas moins le souhait de parvenir progressivement à une unification des cimetières, sans barrière religieuse. Une telle unification existait d'ailleurs dans certains cantons. Ainsi dans le canton majoritairement catholique de Lucerne une ordonnance de 1855 disait: "L'inhumation des protestants habitant le Canton de Lucerne aura lieu à l'avenir, à moins qu'il n'existe déjà un autre usage d'accord avec les protestants eux-mêmes, dans le cimetière de la cure, dans la même ligne que les catholiques". Les parents protestants peuvent faire venir un pasteur pour remplir les fonctions du culte dans ce cimetière<sup>6</sup>. On a donc ouvert le cimetière catholique aux non-catholiques. Le Conseil fédéral écrivait en 1886 au Conseil d'État du canton du Tessin à propos de l'inhumation d'un jeune protestant dans la partie catholique du cimetière de Biasca qui fut l'objet de réclamations de diverses espèces:

Il ressort des renseignements recueillis que la division du cimetière de Biasca en deux parties, selon les confessions, devient de plus en plus une source de

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1895 I 61-63; voir aussi 1886 I 811 et 1886 II 395.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1896 II 317-318.

<sup>3</sup> Feuille fédérale 1883 II 971-972.

<sup>4</sup> Feuille fédérale 1898 I 527-528; 1899 I 419; 1900 II 334-336; 1902 III 942-960.

<sup>5</sup> Feuille fédérale 1904 I 491.

<sup>6</sup> Feuille fédérale 1875 III 266.

discorde et de mécontentement. Les oppositions et l'agitation cesseraient bientôt s'il était établi par une prescription réglementaire que la municipalité n'a qu'un cimetière pour toutes les confessions. Et il est hors de doute qu'un cimetière commun, sans distinction de confessions, est le système le plus conforme à l'égalité des citoyens et le meilleur de tous pour tempérer les contrastes religieux dans la vie. Il est mis en pratique sans difficultés dans nombre de localités catholiques et mixtes de la Suisse<sup>1</sup>.

Dans l'affaire de Stans citée plus haut, le Conseil fédéral dit:

Nous n'avons jamais manqué l'occasion de faire observer que cette division du cimetière en deux parties, suivant les confessions, pouvait devenir une source de discorde et de mécontentement et qu'un cimetière commun, sans distinction de confession, était certainement le système le plus conforme à l'égalité des citoyens et le meilleur de tous pour tempérer les contrastes religieux dans la vie<sup>2</sup>.

Cette volonté d'unifier les cimetières est présente dans les tentatives de faire une loi fédérale à laquelle le Conseil fédéral renonça pour éviter de froisser la population, lui préférant des interventions ponctuelles, tout en comptant sur le facteur temps<sup>3</sup>. Un Arrêt fédéral a décidé le 16 juin 1875 qu' "il n'y pas lieu, pour le moment, d'élaborer une loi fédérale sur les inhumations" et que le Conseil fédéral devait "surveiller l'observation de l'article 53 al. 2"<sup>4</sup>. Un projet de loi a été préparé en 1880 visant à unifier les cimetières. Ce projet se trouve aux archives fédérales en allemand seulement, sous forme manuscrite presque illisible<sup>5</sup>. Nous donnons ici la traduction intégrale:

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1886 I 811; voir aussi 1885 II 473.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1895 I 61-63; voir aussi 1886 I 811 et 1886 II 395.

<sup>3</sup> Voir sur ces tentatives Feuille fédérale 1875 III 283 et 541; 1881 II 230, 541-542 et 817.

<sup>4</sup> Feuille fédérale 1875 III 541.

<sup>5</sup> Le projet existe aux archives fédérales en version allemande manuscrite seulement. Nous tenons à remercier M. Reinhard Klarman pour avoir bien voulu transcrire le manuscrit et le traduire. Nous donnons ici le texte en allemand.

Entwurf eines Bundesgesetzes betreffend des Begräbniswesens in Ausführung des Art. 53 der Bundesverfassung

Art. 1 - Die Besorgung und Beaufsichtigung des Begräbniswesens ist ausschliesslich Sache der politischen Gemeinden.

Art. 2 - Die Beerdigung aller in einer Gemeinde verstorbenen oder auf dem Gebiet aufgefundenen Leichen findet auf öffentlichen Begräbnisstätten der Gemeinde, beziehungsweise der Gemeindeabteilung der Reihe nach statt. Ausnahmen können nur zu Gunsten von Begräbnisstätten von Familien und Stiftungen bewilligt werden.

Art. 3 - Wo das Grabgeläute ortgebräuchlich ist, hat die Gemeindebehörde dasselbe anzuordnen und ist zu diesem Zwecke befugt, über die vorhandenen Kirchenglocken zu verfügen.

Art. 4 - Den Konfessionen bleibt vorbehalten, nach ihren Gebräuchen die religiösen Feierlichkeiten auf den Begräbnisstätten innerhalb der Schranken der öffentlichen Ordnung vorzunehmen.

Art. 5 - Wo zur Zeit konfessionelle Begräbnisstätten bestehen, kann die konfessionelle Ausscheidung noch während 10 Jahren vom Inkrafttreten dieses Gesetzes an aufrecht erhalten werden; in allen übrigen Begräbnissen sind die konfessionellen Begräbnisstätten ebenfalls den Grundzügen, welche die vorausgehenden Artikel enthalten, sowie den Anordnungen der Orts- und Gemeindebehörden unterworfen.

Art. 6 - Bei Anlagen von neuen Begräbnisstätten soll die konfessionelle Trennung dahinfallen.

Projet d'une loi fédérale du 24 mai 1880 concernant la sépulture en exécution de l'article 53 de la Constitution fédérale

Article 1 - L'organisation et la surveillance de la sépulture sont exclusivement de la compétence des communes politiques.

Article 2 - L'enterrement de tous les corps décédés ou trouvés dans le territoire communal aura lieu à la file dans les cimetières publics de la commune ou du quartier communal. Des exceptions ne peuvent être autorisées qu'à l'égard des lieux de sépulture familiaux et des fondations.

Article 3 - Dans les communes connaissant l'usage de sonner les cloches aux ensevelissements, l'autorité communale le prescrira pour tous d'une manière égale et elle est donc autorisée de disposer des cloches des églises à cette fin.

Article 4 - Les confessions ont la faculté de procéder aux célébrations religieuses selon leurs coutumes dans les cimetières dans les limites de l'ordre public.

Article 5 - Là où des lieux de sépulture confessionnels existent actuellement, la séparation confessionnelle peut être maintenue pendant encore dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi; dans tous les autres enterrements, les lieux de sépulture confessionnels sont soumis aux principes contenus dans les articles précédents, ainsi qu'aux prescriptions des autorités locales et communales.

Article 6 - Lors de la création de nouveaux cimetières la séparation confessionnelle disparaîtra.

Article 7 - Les dispositions ultérieures concernant la sépulture, en particulier la réglementation de la propriété, ainsi que des obligations de construction et d'entretien des lieux de sépulture, sont réservées aux cantons.

Article 8 - Les cantons soumettront au Conseil fédéral les lois et les ordonnances devenues caduques pour qu'il puisse en prendre connaissance.

Article 9 - Les dispositions des lois et des ordonnances cantonales qui contreviennent à la présente loi sont à abroger.

Article 10 - Le Conseil fédéral est chargé conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et les arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date de son entrée en vigueur.

---

Art. 7 - Den Kantonen bleiben die weiteren Verfügungen über das Begräbniswesen, insbesondere die Regulierung der Eigentumsverhältnisse, der Bau- und Unterhaltungspflichten von den Begräbnisstätten u.s.w. vorbehalten.

Art. 8 - Die Kantone haben die hinfälligen Gesetze und Verordnungen dem Bundesrathe zur Kenntnissnahme vorzulegen.

Art. 9 - Die Bestimmungen kantonaler Gesetze und Verordnungen, welche dem gegenwärtigen Gesetze widersprechen, sind aufzuheben.

Art. 10 - Der Bundesrath wird beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874 betreffend die Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, die Bekanntmachung dieses Gesetzes zu veranstalten und den Beginn der Wirksamkeit desselben festzusetzen.

Comme justification de ce projet, on lit dans le rapport du Conseil fédéral de 1881:

Eu égard aux cas d'intolérance qui se sont fréquemment produits, ces derniers temps, dans quelques cantons par le refus de sépulture pour les décédés d'autres croyances, il a surgi, dans le sein de notre Conseil, une motion ayant pour but l'élaboration d'une loi fédérale en matière de sépulture<sup>1</sup>.

Mais ce projet a été classé, ce que nous regrettons beaucoup vu les problèmes des cimetières confessionnels qui font surface ces dernières années, notamment en raison des revendications de la communauté musulmane. Les autorités politiques semblent aujourd'hui perdre de vue l'esprit de la disposition constitutionnelle de 1874 et manquer de courage face à ces problèmes pour des considérations partisans. Nous y reviendrons plus loin.

Si on passe en revue les différents cas traités par le Conseil fédéral et l'évolution des cimetières en Suisse, on constate que la communauté chrétienne, notamment catholique, a fait les frais de la disposition constitutionnelle. Même lorsque les cimetières restaient la propriété des paroisses catholiques, celles-ci devaient désormais accepter des décédés que le droit canon exclut comme les suicidés, les enfants non baptisés, les protestants, les orthodoxes, les juifs, les musulmans, les athées, etc. Bien plus, les cloches des églises catholiques devaient sonner pour ces morts partout où l'usage cantonal ou local est de les sonner aux ensevelissements. La seule concession faite aux curés catholiques est de pouvoir refuser d'officier. On ne peut d'ailleurs que se féliciter de cette évolution en souhaitant qu'elle puisse se poursuivre, dans le respect de la dignité humaine et de l'égalité des citoyens.

Face aux chrétiens perdants, notamment les catholiques, il y a la communauté juive qui disposait avant 1874 de quelques cimetières en Suisse qu'elle a pu garder.

- Dans le canton de Neuchâtel, il n'est pas permis d'avoir un cimetière privé, mais le Conseil d'État a accordé aux israélites d'avoir leur propre cimetière en 1872 à titre exceptionnel<sup>2</sup>.
- À Genève, il y avait au 19<sup>ème</sup> siècle des cimetières pour les protestants et pour les catholiques et un cimetière pour les juifs à Carouge qui date de la période sarde. À la suite de la Constitution de 1874, Genève a adopté une loi en 1876 qui considère que les "cimetières sont des propriétés communales" (article 1 al. 1) et prévoit que "les inhumations doivent avoir lieu dans des fosses établies à la suite les unes des autres, dans un ordre régulier et déterminé d'avance, sans aucune distinction de culte ou autre" (article 8 al. 1). En ce qui concerne le cimetière juif, le Grand Conseil a décidé qu'on allait attendre qu'il soit saturé et que, quand il le serait, les juifs feraient comme tout le monde. Les députés relevaient alors "qu'à l'époque où nous vivons il n'est pas possible d'établir des distinctions entre les différents cultes, à propos d'inhumations. C'est en perpétuant ces distinctions, cette inégalité, que l'on perpétuera l'antagonisme entre les citoyens d'une même patrie. C'est au contraire en faisant tomber ces préjugés d'un autre âge que l'on amènera le règne de la vraie tolérance et de la

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1881 II 541-542; voir aussi 1880 II 230 et 817.

<sup>2</sup> Wyler, p. 132.

paix dans notre pays, c'est un progrès de la République"<sup>1</sup>. Dans les années 1916-1920, un débat assez vif eut lieu entre la communauté israélite, les autorités communales de Carouge et le Conseil d'État à propos de l'agrandissement du cimetière juif. Devant le manque de collaboration des administrations, la communauté israélite décida alors de construire un cimetière sur le territoire français, à Veyrier-Etremblières, dont l'entrée se trouve sur le territoire suisse et les tombes sur le territoire français. Elle préféra exporter ses morts pour ne pas les enterrer auprès des non-juifs!

- À part les cimetières juifs qui existaient avant 1874, les juifs ont pu obtenir des cimetières ou une partie du cimetière public après 1874. Ainsi en 1893, il a été conclu un accord entre la commune de Bienne et la communauté israélite de lui accorder une partie du cimetière public, mais à condition qu'il ne soit utilisé que par les juifs qui meurent dans la commune. La communauté israélite devait cependant se plier aux règles de police et accepter que les services communaux en matière de cimetière s'occupent de l'entretien du cimetière et de livrer le cercueil. De même l'Ordonnance sur les cimetières y sera appliquée sauf en ce qui concerne la question du tournus<sup>2</sup>.
- À Davos, la communauté israélite a demandé en 1903 d'avoir son propre cimetière, mais sa demande a été rejetée en 1918 parce que la commune ne voulait pas de cimetière séparé. Le recours à la direction de la santé a été aussi rejeté parce que c'est à la commune de décider<sup>3</sup>.

Ainsi, si on excepte certains refus de la part de certaines communes à accorder un cimetière ou un carré réservé exclusivement aux juifs, on peut dire que ces derniers ont une position privilégiée par rapport aux catholiques ou aux protestants, d'autant plus que les tombes juives dans les cimetières juifs sont à perpétuité. À notre connaissance aucun cimetière juif n'est devenu un cimetière commun. Les non-juifs ne peuvent pas s'y faire enterrer alors que des juifs peuvent se faire enterrer dans des cimetières qui relevaient jadis des paroisses catholiques ou protestantes. Actuellement on compte au moins une douzaine de cimetières juifs en Suisse. La doctrine suisse n'a d'ailleurs pas manqué de défendre les intérêts des juifs dans ce domaine. Ainsi Wyler estime que si les autorités civiles ne sont pas tenues à confier un cimetière à une communauté religieuse, elles devraient cependant peser les intérêts en présence et voir si on ne peut pas permettre un tel cimetière pour le respect de la liberté religieuse comme c'est le cas des israélites qui ne peuvent pas enterrer dans le cimetière commun du fait que les normes juives interdisent de désaffecter les tombes<sup>4</sup>. Nous reviendrons sur cette interdiction invoquée aujourd'hui par les musulmans. Le Conseil fédéral est allé jusqu'à permettre à une communauté israélite d'interdire à un juif, certains jours religieux, l'accès à un

---

<sup>1</sup> Cité par Michel Rossetti, Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, Séance du 8.4.1992, p. 3826-3830.

<sup>2</sup> Wyler, p. 130.

<sup>3</sup> Ibid., p. 129.

<sup>4</sup> Ibid., p. 121-129.

cimetière juif où sa mère est enterrée du fait qu'il ne paie plus l'impôt dans cette communauté-là après avoir changé de domicile<sup>1</sup>.

## **B) Revendication d'un cimetière séparé**

Nous avons vu plus haut que la *Fondation culturelle islamique* et la *Fondation des cimetières islamiques suisses* exigent des cantons l'octroi d'un cimetière ou d'un carré dans un cimetière public réservé exclusivement aux musulmans, invoquant l'article 53 al. 2 de la Constitution fédérale et la liberté de religion et de culte. Les musulmans rappellent à cet effet que les juifs, moins nombreux qu'eux, ont de tels cimetières et voudraient donc être traités comme eux. La législation concernant les cimetières étant différente d'un canton à l'autre, voire d'une commune à l'autre, nous nous limiterons ici à exposer la situation dans quatre cantons qui ont été confrontés à la question des cimetières musulmans, à savoir: Genève, Berne, Bâle-Ville et Zurich. Dans le Canton de Neuchâtel, une solution négociée concernant l'enterrement des défunts musulmans est en cours d'étude, en collaboration avec le canton, les villes et des représentants des groupes islamiques. Un projet à ce sujet a d'ailleurs été élaboré. Il est pour l'instant strictement confidentiel et soumis à une consultation restreinte et ne sera rendu public qu'ultérieurement<sup>2</sup>. Ne pouvant pas accéder à ce rapport, nous devons renoncer à l'analyse de la situation dans ce canton.

### **a) Cimetière musulman à Genève**

Cédant à "des pressions politiques"<sup>3</sup>, la Ville de Genève a créé en 1979, en violation de la Loi de 1876 susmentionnée, "un emplacement destiné exclusivement à l'inhumation de personnes de confession musulmane" dans l'un des quartiers dits de concessions du cimetière du Petit-Saconnex<sup>4</sup>. La nouvelle s'étant rapidement répandue, le carré précité s'est aussitôt transformé de fait en cimetière islamique suisse.

Au début de l'année 1992, Michel Rossetti, conseiller administratif chargé du Département des affaires sociales, a décidé "non pas de supprimer le carré illégalement aménagé, mais d'interdire l'inhumation de tout musulman qui n'était pas domicilié sur le territoire de la Ville de Genève"<sup>5</sup>, et que, lorsque le carré serait saturé, "la Loi de 1876 s'appliquerait indistinctement à toutes les communautés, y compris à la communauté musulmane". Ce faisant, il adopta, en quelque sorte, le raisonnement qui a été celui du Grand Conseil en 1876 concernant le cimetière juif de Carouge<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1905 V 118-123.

<sup>2</sup> Lettre du 2.7.2001 de J.-M. Guinand, adjoint de la cheffe administrative du service de la santé publique.

<sup>3</sup> Réponse de Michel Rossetti à une question le 15.10.1996: Mémorial, séance du 15.10.1996, p. 1705-1705.

<sup>4</sup> Lettre de Guy-Olivier Segond, Conseiller administratif de la ville de Genève à Me Henri Schmitt du 22.8.1979.

<sup>5</sup> Lettre à l'auteur du Conseiller d'État Gérard Ramseyer du 10.6.1996.

<sup>6</sup> Réponse de Michel Rossetti à une question le 15.10.1996: Mémorial, séance du 15.10.1996, p. 1705-1706.



Expliquant au journal *La Suisse* que les musulmans à Genève ont été traités comme toutes les communautés, Michel Rossetti ajoute: "D'ailleurs je suis d'avis que c'est en perpétuant les distinctions que l'on perpétue les antagonismes entre citoyens". Mais l'auteur de l'article, intitulé *À quand un cimetière musulman?* présente l'affaire sous un autre angle en faisant des musulmans des victimes de discrimination, sans même se demander pourquoi les musulmans refusent de se faire enterrer avec les autres, oubliant en outre que les catholiques et les protestants n'ont pas de cimetières à eux. Il dit: "Pas plus que Genève, les autorités suisses, à quelques exceptions près, ne voient apparemment pas d'un très bon œil la présence de tombes islamiques dans leur cimetière". Il indique qu'en février 1993, la *Fondation culturelle islamique* et la *Fondation des cimetières islamiques suisses* ont envoyé quelque 900 lettres aux communes romandes<sup>1</sup>. Ces démarches sont restées sans résultat.

Ce faux pas de Genève, qui a consisté à créer un carré séparé réservé exclusivement aux musulmans en violation de la loi, continue encore à provoquer un débat dans les instances cantonales et municipales à Genève ainsi que dans d'autres cantons. Et maintenant non seulement les musulmans réclament des cimetières à eux, mais aussi les juifs libéraux, les arméniens et les anglicans. Le rêve d'unir les vivants en unifiant les morts qu'ont essayé de réaliser la Constitution fédérale de 1874 et la Loi genevoise de 1876, ce rêve-là est en train de s'effriter face aux revendications sectaires exploitées par des visées politiques partisans, y compris par ceux qui se disent athées ainsi que par les socialistes et les verts!

Il suffit à cet égard de lire les débats passionnés, pour ne pas dire envenimés, qui ont eu lieu au Conseil municipal de la Ville de Genève en 1993<sup>2</sup> ou en 1999<sup>3</sup>, pour se rendre compte que les démons du passé ne sont pas morts. La Ville de Genève se prête d'ailleurs facilement à ce genre de passions du fait qu'elle est le siège de nombreuses organisations internationales et comporte une minorité musulmane importante. Les intérêts en jeu sont résumés par la question écrite présentée le 4 novembre 1993 au Conseil d'État genevois par le député Jacques M. Torrent dans laquelle il évoque "l'émotion suscitée par l'impossibilité d'enterrer à Genève, selon le rite musulman, un ambassadeur d'un pays du Moyen-Orient". Il s'agit d'Adnan Tercici, ambassadeur du Liban qui résidait à Berne. Torrent se demande: "Si la Loi genevoise ne prévoit que des cimetières laïques, digne héritage du *Kulturkampf*, ne pourrait-on pas imaginer une évolution dans ce domaine en rapport avec un statut de ville internationale?" Il ajoute:

Le respect dû aux morts dépasse les petites querelles partisans et mérite bien mieux qu'un traitement administratif borné et dépassé.

Faut-il rappeler aussi, sur un plan strictement politique, que pour une Genève qui se veut investie d'une mission de bons offices et d'un Esprit les pays musulmans représentent plus de 30 voix à l'ONU.

---

<sup>1</sup> La Suisse, 13.10.1993: À quand un cimetière musulman?

<sup>2</sup> Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 15.9.1993, p. 977-990.

<sup>3</sup> Ibid., 12.1.1999, p. 2943-2958. Voir aussi 12.10.1999, p. 1432-1457.

Le Conseil d'État pense-t-il pouvoir trouver une solution pratique pour résoudre ce problème en contradiction avec l'Esprit de Genève et l'intérêt de notre canton?

Michel Rossetti exprime l'opinion opposée. Répondant à une interpellation de Manuel Tornare et Olivier Coste intitulée *Cimetière musulman: Rambo gaffeur 2?* du 8 avril 1992, il dit:

Vous avez tout simplement ignoré l'histoire de ce pays et l'histoire de ce canton. Si vous aviez retenu cette histoire, vous auriez pris en considération le fait que nous vivons dans un État où existe la séparation de l'État et de l'Église et que, en particulier dans le canton de Genève, la laïcité s'est imposée depuis assez longtemps et jusque dans les cimetières. Voyez-vous, la Loi de 1876 n'est pas le fruit du hasard parce que les institutions ne sont jamais le fruit du hasard. La Loi de 1876 a été discutée à une époque où les conflits de religion, entre protestants et catholiques, n'étaient pas si loin...

Accepter l'autre, oui, mais pas au détriment de nos institutions. Je me permettrai de vous dire qu'il y a d'autres communautés ... qui, se prévalant de l'exemple du cimetière musulman, revendiquent le même droit, en disant: "Pourquoi eux et pas nous?" Le Conseil administratif a déjà dû répondre négativement à la communauté apostolique arménienne. J'ai été approché à la fin de l'année dernière par la communauté juive libérale. D'ores et déjà, je lui ai fait savoir qu'il n'était pas question d'étendre une exception qui, en réalité... constitue une violation de la loi. La décision qui a été prise, à l'époque, en 1979, par le Conseiller administratif, à la requête d'un conseiller d'État, est manifestement une violation de la loi. ...

Nos prédécesseurs de 1876, en défendant l'égalité, qui est un principe républicain auquel je suis farouchement attaché, ne voulaient précisément pas qu'il y ait une inégalité dans la mort. C'est la raison pour laquelle on a défendu le principe de l'inhumation dans des conditions bien précises. La loi nous dit: "Les inhumations doivent avoir lieu dans des fosses établies à la suite les unes des autres dans un ordre régulier et déterminé d'avance, sans aucune distinction de culte ou autre". Cela, c'est l'égalité. C'est l'absence de ghetto dans nos cimetières et ce n'est pas aujourd'hui, en 1992, où l'on revient en arrière, où se développent les intégrismes, le fondamentalisme, que nous devons mettre en péril la paix religieuse, une certaine conception de l'État que nous avons et que nous défendons. C'est la raison pour laquelle le Conseil administratif a pris la décision que vous connaissez. Il ne s'agit évidemment pas de supprimer le cimetière musulman. Nous allons vers la saturation mais nous ne permettrons l'inhumation qu'au profit des personnes qui réalisent les conditions d'application de notre Règlement. À saturation, les personnes qui pratiquent une autre religion accepteront d'être comme les autres, mélangées. Je pense que c'est une saine conception des choses et cela n'a rien à voir avec une pseudo-liberté que vous défendez<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., 8.4.1992, p. 3826-3830.

Répondant à une question le 15 octobre 1996, Michel Rossetti dit:

Je suis effaré de constater dans cette République le manque de courage de certains milieux et de certains responsables. Je souhaite que nous restions à la ligne qui nous a si bien servis, puisque nous avons la paix civile et religieuse depuis le siècle dernier<sup>1</sup>.

Signalons ici que les partisans d'un cimetière confessionnel ont invoqué le principe de la réciprocité. Ainsi l'interpellation de Manuel Tornare et Olivier Coste du 8 avril 1992 dit que "les chrétiens vivant dans les pays orientaux ont généralement la possibilité de s'y faire ensevelir"<sup>2</sup>. Michèle Künzler, membre du Conseil municipal, releva dans un autre débat:

Il faut savoir que dans les pays islamiques ce droit est réciproque. Les chrétiens ont des coins séparés dans les cimetières musulmans, aussi bien en Iran qu'ailleurs. Il est important de savoir qu'eux nous accordent la réciprocité, donc nous aussi nous devons la leur accorder, même si je suis pour la laïcité.

Michel Rossetti répond:

Vous savez très bien que ce que vous avez dit n'est pas vrai. Là, j'ai un texte de Marie Casteno, qui donne un certain nombre d'exemples. Je lis: "En Arabie saoudite, les chrétiens n'ont officiellement pas le droit d'exister. Pendant la guerre du Golfe, les armées occidentales étaient venues accompagnées de leurs aumôniers militaires qui avaient dû se cacher sous des tenues d'infirmiers pour ne pas provoquer. Le *Conseil œcuménique des Églises*, à Genève, confirme que les étrangers n'ont pas vraiment le droit de pratiquer leur culte mais qu'ils sont au bénéfice d'une tolérance..." et j'en ai une page comme cela<sup>3</sup>.

Dans une lettre du 10 juin 1996, le Conseiller d'État Gérard Ramseyer nous écrit:

En nous fondant sur la disposition légale précitée (article 8 de la Loi de 1876), nous avons toujours soutenu qu'il n'était pas possible de créer à Genève un cimetière musulman, voire même un simple carré musulman dans un cimetière existant.

Dans sa lettre du 6 juin 2001, il nous signale que la Loi de 1876 a été modifiée, notamment le 19 juin 1997, pour réaffirmer le principe de la laïcité des cimetières. Il ajoute que l'*Association des communes genevoises* a insisté "sur son attachement au maintien du principe de la laïcité, en observant notamment que l'admission de cimetières confessionnels (s'agissant en particulier des religions juive et musulmane) poserait des problèmes insurmontables de durée des concessions". Aussi, la *Commission des affaires communales et régionales* a proposé de rajouter un alinéa 3 à l'article 4 de la Loi de 1876 selon lequel "les emplacements sont attribués sans distinction d'origine ou de religion". Ce nouvel article, approuvé par le Grand Conseil le 19 juin 1997, renforce l'article 8 al. 1 de la Loi de 1876 qui prévoit que "les inhumations doivent avoir lieu dans des fosses établies à la suite

---

<sup>1</sup> Ibid., 15.10.1996, p. 1705-1706.

<sup>2</sup> Ibid., 8.4.1992, p. 3826.

<sup>3</sup> Ibid., 15.9.1993, p. 985 et 988-989.

les unes des autres, dans un ordre régulier et déterminé d'avance, sans aucune distinction de culte ou autre". Gérard Ramseyer ajoute:

En dépit de la volonté manifestée récemment par le législateur cantonal, la Ville de Genève a récemment fait savoir qu'elle souhaitait une nouvelle révision de la loi cantonale. Le dossier a été évoqué à plusieurs reprises au Conseil d'État mais, en l'état actuel, aucun projet de loi n'a été formellement déposé.

En réponse à notre question si "la loi cantonale genevoise permet à une communauté religieuse (p. ex. musulmane ou juive) d'acheter un terrain pour en faire un cimetière privé", Gérard Ramseyer écrit:

L'article 1 de la Loi sur les cimetières prévoit expressément que ces derniers sont des propriétés communales et que seuls les cimetières qui n'appartenaient pas aux communes mais qui existaient avant le 27 septembre 1876, date de l'entrée en vigueur de la loi, ont pu subsister avec l'autorisation du Conseil d'État.

Ceci signifie que les communautés juive et musulmane ne peuvent, selon la loi actuelle, acheter un terrain à Genève pour en faire un cimetière privé.

Comme indiqué par Ramseyer, le débat autour de la laïcité des cimetières continue à Genève avec toujours le clivage entre ceux favorables à la création de cimetières religieux et ceux qui sont pour le maintien du *statu quo*. Il n'est pas possible ici de passer en revue les prises de position des uns et des autres. Il nous suffit ici de relever que la *Commission sociale et de la jeunesse*, chargée d'examiner une motion de Georges Breguet intitulée "Enterrons le *Kulturkampf* et laissons les morts reposer en paix", a auditionné en mars 1999 plusieurs personnes intéressées dont Hafid Ouardiri de la *Fondation culturelle islamique*, François Garai, rabbin de la communauté israélite libérale, et Jérôme Ducor, bouddhiste. Nous relevons ici les passages essentiels consacrés à ces auditions dans le rapport de ladite Commission.

Passage du rapport concernant Ouardiri:

M. Ouardiri indique que leur religion les oblige à ensevelir le corps car il y a la croyance dans la résurrection et dans un jugement. La tombe fait partie intégrante de la vie religieuse. Pour les musulmans, l'élément principal est que l'ensevelissement se fasse dans une tombe dirigée vers la Mecque, car c'est de là que la résurrection se fera.

Pour les musulmans, il n'est pas nécessaire que la tombe soit éternelle. On peut enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps qui est traditionnellement placé dans un linceul, bien qu'il n'y ait pas d'interdiction de placer le défunt dans un cercueil dont la qualité facilite une décomposition rapide du corps. Ils sont ouverts à discuter à combien devrait se monter le laps de temps avant d'enterrer un nouveau défunt dans la même tombe, car ils sont bien conscients de la question de l'espace.

Pour M. Ouardiri, il est important que tous les morts musulmans soient regroupés dans un carré, car le regroupement est utilisé pour tous, étant donné qu'une permanence de prière doit être assurée. Il précise que le but n'est pas de

créer un ghetto; il n'est pas nécessaire qu'il y ait un mur d'enceinte pour différencier un carré d'un autre. Le fait de regrouper les défunts dans un même lieu rentre dans une logique de foi et non dans celle d'un ghetto. La présence d'un musulman pour la prière dans un cimetière dispense tous les autres de venir. Le mélange de différentes confessions à l'intérieur d'un même périmètre n'est pas souhaité, mais en cas de nécessité ils accepteront une telle situation. Leur préférence irait pour un lieu où toutes les tombes de religion musulmane se trouveraient ensemble pour les raisons qu'il a déjà évoquées<sup>1</sup>.

Passage du rapport concernant François Garai:

La coutume a été établie que le défunt devait être enseveli le plus vite possible et qu'on ne touche plus par la suite sa sépulture. C'est une règle coutumière et non légale. La perpétuité pour une sépulture est donc plutôt théorique, même si pour certains juifs elle est essentielle. M. Garai précise que, pour les juifs résidant à Genève, une limite de 99 ans (telle qu'autorisée par la loi genevoise actuellement) ne devrait pas présenter un problème. En ce qui concerne l'incinération, c'est un mode récent qui n'entre pas en ligne de compte pour un juif de stricte obéissance, mais qui est envisageable pour un juif qui pratique sa religion de manière plus ouverte...

M. Garai ne représente pas l'ensemble de la communauté juive, mais seulement la tendance libérale qui estime par exemple qu'en ce qui concerne la perpétuité pour une sépulture il est possible d'y déroger en fonction des lois du pays. Pour la tendance normative, par contre, on doit être enterré parmi les siens pour une durée illimitée. Le cimetière de Veyrier, qui appartient à la communauté normative, pratique de cette manière. Quant à la direction dans laquelle le corps doit être mis, il n'y pas une règle absolue. Bien que M. Garai ne soit pas le représentant de toute la communauté juive, il pense qu'une grande partie de la communauté genevoise serait satisfaite avec l'existence d'un carré juif dans les cimetières municipaux avec la durée autorisée par la loi genevoise... Il ne serait en outre personnellement pas gêné si cette aire réservée se trouvait à côté d'un autre espace consacré à une religion différente de la sienne, même si d'autres que lui demandaient qu'il y ait un chemin de séparation entre les deux. Enfin, il n'est pas favorable à des cimetières privés qui sont synonyme de ségrégation<sup>2</sup>.

Passage du rapport concernant Jérôme Ducor:

Il croit que l'œcuménisme des cimetières genevois est important et nécessaire. Cette fraternité humaine dans la mort est capitale. Il ne serait pas opposé à ce que les tombes musulmanes soient orientées en direction de la Mecque, mais quand on évoque la possibilité de créer des carrés séparés, il lui vient tout de suite à l'esprit un carré de condamnés dans la Nièvre! Il trouve très important de conserver cet œcuménisme posthume<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., 12.10.1999, p. 1440.

<sup>2</sup> Ibid., 12.10.1999, p. 1441.

<sup>3</sup> Ibid., 12.10.1999, p. 1443.

On remarquera ici que Ouardiri, de la *Fondation culturelle islamique*, insiste sur cinq arguments pour réclamer un cimetière ou un carré musulman:

- 1) Obligation d'ensevelir le corps car il y a la croyance dans la résurrection et dans un jugement.
- 2) Obligation d'ensevelir dans une tombe dirigée vers la Mecque, car c'est de là que la résurrection se fera.
- 3) Il n'est pas nécessaire que la tombe soit éternelle. On peut enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps.
- 4) Le corps est traditionnellement placé dans un linceul, bien qu'il n'y ait pas d'interdiction de placer le défunt dans un cercueil.
- 5) Il est important que tous les morts musulmans soient regroupés dans un carré.

Nous reviendrons sur les quatre premiers arguments dans les points suivants. Ce qui nous intéresse ici c'est le cinquième argument. Ouardiri évite soigneusement de dire pourquoi les musulmans ne veulent pas être mélangés aux non-musulmans. Nous avons vu que selon la doctrine musulmane il est interdit d'enterrer un musulman près d'un *mécraant* parce que son voisinage porte préjudice au musulman. Au lieu de cet argument gênant, pour ne pas dire discriminatoire, Ouardiri invente l'argument de la prière afin qu'on n'interprète pas l'attitude des musulmans comme "rentrant dans une logique de ghetto". Dans la feuille photocopiée intitulée "L'enterrement selon le rite musulman", distribuée par la *Fondation culturelle islamique* dont il est le porte-parole, il est dit:

La Tradition islamique recommande que le mort soit enterré près du lieu de sa mort: "Enterrez les morts où leurs âmes les ont quittés" (hadith). Le transfert sans aucune raison valable n'est pas recommandé (sauf par exemple si le musulman est décédé dans une ville où il n'existe pas de cimetière islamique).

Le meilleur endroit est un cimetière pour pouvoir y bénéficier des prières des visiteurs. Il est strictement interdit d'enterrer un non-musulman avec des musulmans, comme le contraire. Toutes les écoles sont d'accord sur ce point. Cette obligation religieuse exige l'exclusivité dans la mesure du possible. Il ne s'agit en aucun cas de ségrégation comme certains se plaisent à le déclarer. En islam, il y a d'autres obligations religieuses où il est possible à un non-musulman de participer ou d'en bénéficier (par exemple lors de réjouissances) ainsi que dans certaines pratiques religieuses recommandées telles que la charité (*sadaqah*).

Or on ne voit pas en quoi le mélange des morts musulmans aux morts non-musulmans gênerait la prière. À moins que Ouardiri ne se réfère à l'interdiction faite au musulman de prier pour les morts non-musulmans en vertu du Coran qui stipule: "Ne prie jamais pour l'un d'entre eux quand il est mort, ne t'arrête pas devant sa tombe. Ils ont été incrédules envers Dieu et son Prophète et ils sont morts pervers" (9:84). Mais même là, on ne voit pas où est le problème: si un musulman veut prier seulement pour les musulmans, il n'a qu'à le spécifier dans sa prière. Les légistes musulmans classiques avaient déjà trouvé ce moyen lorsqu'on enterre des

musulmans avec des *mécéants* parce qu'on n'arrive pas à les distinguer les uns des autres. Nous renvoyons le lecteur à ce que nous avons dit plus haut sur ce point<sup>1</sup>.

### **b) Cimetière musulman à Berne**

En septembre 1997, un nouveau Règlement sur les cimetières a été adopté par la municipalité de Berne permettant de créer des carrés pour les minorités religieuses ou ethniques (article 3)<sup>2</sup>. Cette solution bernoise est due au fait qu'il n'existe pas une ordonnance sur le plan cantonal interdisant de créer des carrés séparés dans les cimetières. D'autre part, les musulmans ont bénéficié du soutien de la *Communauté chrétiens et musulmans en Suisse*<sup>3</sup>.

En application de cette nouvelle disposition, le parlement communal de la Ville de Berne a accepté en août 1998 le principe de la création d'un carré musulman pour les musulmans de quelque confession qu'ils soient, à condition d'être domiciliés dans la Ville de Berne ou Ostermundigen ou d'être décédés dans un hôpital de la Ville de Berne<sup>4</sup>. Les tombes sont dirigées vers la Mecque, et en file, l'enterrement se faisant dans un cercueil. Le prix de l'enterrement pour les domiciliés est de 520.- Sfr., et pour les autres 2'740.- Sfr. Ces prix sont valables pour les musulmans et les non-musulmans. Le 9 novembre 1999, il a été décidé d'attribuer un crédit de 45.000.- Sfr. à la création d'un carré musulman pour 250 tombes dans le cimetière de Bremgarten<sup>5</sup>.

Les musulmans ont accepté que la tombe soit réutilisée, sans évacuer les ossements (ainsi le repos des morts est assuré), au bout de vingt ans, comme les autres tombes du cimetière, sans possibilité pour les musulmans de réclamer une prolongation de ce délai. La commune peut cependant prolonger ce délai s'il y a une disponibilité de place pour d'autres tombes. D'autre part, la commune garantit qu'il n'y aura pas de cendres (de crémation) ni d'urnes pour les cendres dans ce terrain. Ceci signifie que si un musulman souhaite se faire incinérer, ses cendres ne pourront pas être placées dans le carré musulman, alors que ce dernier est destiné à tout musulman. Cette concession est à notre avis contraire à la Constitution du fait que le Conseil fédéral a admis que l'incinération est conforme à la décence prescrite par la Constitution fédérale. Nous y reviendrons dans le chapitre VIII.

Le carré musulman bernois a été inauguré en grande pompe en janvier 2000 en présence des responsables cantonaux et communaux de Berne ainsi que des ambassadeurs de pays musulmans et de représentants d'organisations socio-culturelles musulmanes<sup>6</sup>.

Afin d'obtenir un cimetière dans d'autres communes, les musulmans bernois ont créé en juin 1998 l'*Union des organisations islamiques*. On signalera à cet égard que la commune de Zollikon avait changé son Règlement trois ans avant celui de la Ville de Berne pour permettre d'enterrer les musulmans dans la direction de la

---

<sup>1</sup> Partie II, chapitre III.3.A

<sup>2</sup> Der Bund du 19.9.1997.

<sup>3</sup> Ibid., 14.8.1998.

<sup>4</sup> Ibid., 14.8.1998.

<sup>5</sup> Ibid., 12.11.1999.

<sup>6</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 34-35.

Mecque, mais sans donner aux musulmans une parcelle à part. Les musulmans n'ont pas profité de cette opportunité<sup>1</sup>. Ce qui prouve que la direction de la tombe n'est pas une condition essentielle pour les musulmans, comparée à celle de la séparation des tombes.

### ***c) Cimetière musulman à Bâle-Ville***

Bâle-Ville a modifié en 1996 sa Loi de 1931 relative aux cimetières pour permettre la création d'un lieu gratuit pour une communauté (article 7 al. 1 litt. c). En mars 1998, la *Commission musulmane* de Bâle-Ville a envoyé une lettre aux autorités demandant un cimetière ou un carré dans un cimetière public pour y enterrer exclusivement des musulmans. À la suite de réunions entre cette Commission et Emanuel Trueb, le responsable du département qui s'occupe des cimetières, un Guide en six langues a été publié à l'intention des musulmans. D'autre part, les autorités ont procédé à la sensibilisation du personnel des cimetières en vue d'adapter l'enterrement à certaines demandes des musulmans, comme par exemple l'orientation des tombes vers la Mecque, le moment de l'inhumation et les rituels accompagnant cet acte<sup>2</sup>. Enfin, un carré fut accordé aux musulmans avant même que cette décision soit adoptée officiellement par les autorités de Bâle-Ville. Il est aussi prévu de leur accorder un autre carré qui contient actuellement des urnes, lesquelles seront enlevées parce que les musulmans n'admettent pas d'être enterrés près de ces urnes quelle que soit la confession des incinérés. Dans le carré musulman les corps pourront être enterrés en direction de la Mecque. Et comme à Berne, les tombes peuvent être réutilisées après la durée légale, sans enlever les ossements.

J'ai contacté Emanuel Trueb et je lui ai demandé pourquoi il faut s'adapter aux exigences discriminatoires des musulmans au lieu de demander à ces derniers de changer leurs exigences. Il m'a répondu qu'en tant que chrétien il est miséricordieux et estime qu'il faut laisser le temps aux musulmans de s'adapter. Progressivement, ils s'intégreront et il n'y aura pas de séparation dans les cimetières entre musulmans et non-musulmans. Je lui ai demandé si Salman Rushdie ou un Ahmadite pouvaient se faire enterrer dans le carré musulman au cas où ils mourraient à Bâle-Ville. Il m'a répondu que ce carré est ouvert à tout musulman et c'est à Bâle-Ville de décider et non pas aux musulmans. Il informera ces derniers dans de tels cas qu'il est un administrateur et non pas un juge des morts, et qu'il faut laisser le jugement à Dieu et appliquer le principe de la miséricorde dont parle le Coran. Je lui ai posé la question de savoir si une femme chrétienne pouvait se faire enterrer près de son mari musulman dans le carré musulman. Il m'a répondu qu'elle ne le pourra pas parce que les tombes sont à la file. Et même si elle meurt le même jour, elle ne le pourra pas parce que ce carré est consacré aux musulmans. Et que faire si la femme chrétienne meurt enceinte des œuvres de son mari musulman? Faut-il l'enterrer dans un endroit à part comme le préconisent les juristes musulmans classiques et modernes? Comme solution aux

---

<sup>1</sup> Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige; Der Bund, 12.11.1999: Muslime erhalten ein separates Gräberfeld.

<sup>2</sup> Mahnig, p. 103.



problèmes posés par le mariage mixte, Emanuel Trueb propose aux couples mixtes d'avoir un caveau familial séparé... et évidemment cela ne sera pas gratuit. Là où il y a de l'argent, il y a une solution.

Ainsi Bâle-Ville fait le jeu des musulmans et se porte garante des normes discriminatoires musulmanes avec l'espoir que les musulmans changeront d'attitude avec le temps. Mais le feront-ils sans un coup de pouce de la part du législateur? Si cela ne fut pas possible avec les catholiques, cela sera encore moins possible avec les musulmans.

#### ***d) Futur cimetière musulman à Zurich***

Déjà au milieu des années soixante-dix, la Communauté islamique de Zurich avait demandé l'aide des autorités pour établir un cimetière ou un carré réservé exclusivement aux musulmans. Ce n'est qu'en 1994 qu'une véritable discussion entre la Ville et les musulmans commençait à s'établir. Face à la division des musulmans, les autorités municipales signalaient qu'elles ne voulaient discuter qu'avec un interlocuteur représentatif. Les musulmans ont créé ainsi en 1996 l'*Union des organisations islamiques* de Zurich, présidée par Ismail Amin, docteur en philosophie et d'origine égyptienne, qui devenait en effet l'interlocuteur du maire dans la recherche d'une solution pour la question du cimetière.

Deux solutions se présentaient. Les musulmans pouvaient acheter un terrain pour un cimetière privé à Zurich, mais ce projet a échoué en 1997 en raison de son prix: 480'000.- Sfr. pour le terrain, 1'800'000.- Sfr. pour l'aménagement, et 150'000.- Sfr. pour les frais annuels. Les musulmans ont essayé d'obtenir de l'aide de l'étranger, mais les ambassadeurs des pays musulmans leur ont fait savoir que les cimetières étaient une affaire interne à régler par les autorités suisses. Ils ont estimé que les musulmans vivant en Suisse devaient obtenir au moins les mêmes droits que les chrétiens dans les pays musulmans. C'est ce qu'avance aussi Ismail Amin, président de l'*Union des organisations islamiques*, qui dit que dans son pays, l'Égypte, chaque confession a son propre cimetière<sup>1</sup>. Cette idée de la réciprocité fut reprise par deux conseillers en novembre 1998. Ils signalèrent qu'en Égypte et en Syrie, les communautés chrétiennes ont leurs propres cimetières, et qu'en Égypte, depuis 1923, il existe un cimetière suisse séparé fait pour les 400 Suisses qui habitent en Égypte<sup>2</sup>. La Direction de la santé du Canton de Zurich répondit qu'elle s'informa auprès de l'Ambassade de Suisse concernant le cimetière suisse, et l'Ambassade lui répondit que l'acquisition et l'entretien du cimetière suisse en Égypte sont aux frais de la communauté suisse, et que la même possibilité a été offerte à la communauté musulmane à Zurich<sup>3</sup>.

L'autre solution était d'obtenir un carré de 8000m<sup>2</sup> dans le cimetière public existant de Eichbuehl-Altstätten. Mais cette solution se heurtait à l'article 35 de l'Ordonnance cantonale de 1963 qui interdit de créer des carrés séparés dans les cimetières publics. Il fallait donc préalablement changer cette ordonnance. La

---

<sup>1</sup> NZZ, 24.10.1997: Kein muslimischer Friedhof in Zürich Altstetten.

<sup>2</sup> Protokoll des Regierungsrates des Kantons Zürich, 27.1.1999 (KR-Nr. 415/1998).

<sup>3</sup> Protokoll des Regierungsrates des Kantons Zürich, 27.1.1999.

majorité des communes ont rejeté l'idée d'une séparation à l'intérieur des cimetières sur la base de la religion, certaines laissant la porte ouverte soit pour une clause d'exception dans des cas exceptionnels soit pour la délégation de compétence à une commune qui sera libre de décider en la matière. Quant aux musulmans, ils avaient l'approbation des autorités municipales de Zurich et le soutien des représentants des Églises catholique et protestante, des dirigeants d'autres institutions religieuses<sup>1</sup> et de tous les partis politiques à l'exception du parti de Christoph Blocher. Celui-ci affirme: "Nous avons peur de devenir des étrangers dans notre propre pays... Bientôt le cimetière chrétien sera obligé de céder le pas aux musulmans"<sup>2</sup>. Ainsi le projet fut bloqué. Répondant à Blocher, Ismail Amin dit: "Où est le problème? La mort nous réunit que nous soyons musulmans, chrétiens, juifs ou bouddhistes. Il y a 20 cimetières contenant 80'000 tombes à Zurich, 3 d'entre eux sont alloués à la communauté juive, qui est composée de 4'000 personnes seulement. Le projet de cimetière musulman attribuera 2'000 tombes à la population musulmane (15'000 personnes dans la Ville et 40'000 dans le canton de Zurich). Le nombre d'enterrements musulmans est estimé à 30 par année"<sup>3</sup>.

Sans partager les arguments de Blocher, nous pouvons rétorquer à Ismail Amin que si la mort nous réunit, pourquoi faut-il alors séparer les morts dans les cimetières? Vu les raisons de la demande musulmane, n'est-ce pas aussi une forme de discrimination? On se trouve ainsi face à deux courants qui partagent le même idéal xénophobe: les deux extrêmes se rejoignent. On peut aussi se demander pourquoi les Églises soutiennent la demande ségrégationniste des musulmans? Est-ce par ignorance du raisonnement musulman? Est-ce pour se venger de l'État qui les a privées de leurs prérogatives en matière de cimetière? On signalera ici que le pasteur Leonhard Suter a rédigé en octobre 1997 un rapport<sup>4</sup> à l'intention de son Église réformée en faveur des musulmans. Ce rapport se base notamment sur un article du juge fédéral Niccolò Raselli<sup>5</sup>. Quant aux autorités catholiques, ils ont sollicité un avis de droit du professeur Walter Kälin<sup>6</sup>. Tous les trois sont en faveur d'un cimetière confessionnel.

Se basant sur une documentation musulmane minimale, Suter, Raselli et Kälin ne font que reprendre les arguments des milieux intégristes musulmans suisses sans se poser des questions sur leurs réelles motivations. Ces arguments sont les suivants:

- 1) Le droit musulman exige la séparation des tombes musulmanes de celles des non-musulmans. Cet argument est exact, mais ni Suter, ni Raselli, ni Kälin, ni les milieux musulmans ne disent quelle est la raison derrière une telle séparation. Or nous avons vu que cette raison est discriminatoire et tombe sous

---

<sup>1</sup> NZZ 8-9.5.1999: Zürcher Muslime warten weiter auf ihren Friedhof.

<sup>2</sup> Dossier de presse de l'Union des organisations islamiques à Zurich (VIOZ), mai 1996.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Suter. Ce pasteur parle d'un avis de droit fait par le juge Raselli à l'intention des musulmans, mais en fait il s'agit d'un malentendu. Il est probable qu'il se base sur un article du maire de Zurich paru dans le Tages-Anzeiger qui lui aussi parle d'un avis de droit mais se base en fait sur l'article de Raselli (précision du juge Niccolò Raselli du 6.7.2001).

<sup>5</sup> Raselli.

<sup>6</sup> Kälin et Rieder.

le coup de la Loi contre le racisme, et les autorités suisses n'ont pas à se porter garantes de la discrimination.

- 2) Le droit musulman exige que le mort soit mis en direction de la Mecque. Cette exigence, bien qu'elle soit exacte, ne suffit pas pour les musulmans. Comme nous l'avons vu plus haut, la commune de Zollikon avait changé son Règlement pour permettre d'enterrer les musulmans dans la direction de la Mecque, mais sans donner aux musulmans une parcelle à part. Les musulmans n'ont pas profité de cette opportunité<sup>1</sup>. Nous verrons dans le chapitre IV que cette exigence est peu cohérente et ne justifie pas à elle seule l'octroi d'un cimetière séparé pour les musulmans.
- 3) Le droit musulman prescrit l'utilisation du linceul sans le cercueil. Mais, comme on le verra dans le chapitre V, cette exigence n'est pas impérative et les légistes classiques permettent l'utilisation du cercueil si la terre s'effrite ou est humide et recommandent le cercueil lorsqu'il s'agit d'une femme. D'ailleurs les musulmans ont accepté de revenir sur cette exigence dans les cantons de Berne et de Bâle.
- 4) Le droit musulman exige l'enterrement le plus rapidement possible. Mais, comme on le verra dans le chapitre VI, cette exigence n'est pas impérative et les légistes classiques prescrivent de retarder l'enterrement jusqu'à ce que la mort soit attestée. Mahomet est mort un lundi à midi et fut enterré la nuit du mercredi. Les musulmans ont accepté de revenir sur cette exigence dans les cantons de Berne et de Bâle.
- 5) Le droit musulman exige que les tombes restent en permanence. Or, comme on le verra dans le chapitre VII, les légistes classiques et modernes ont permis la réutilisation des tombes après un certain temps, et permettent même de faire passer une route sur un cimetière. D'autre part, le fait qu'une personne soit enterrée dans une tombe en permanence, dévorée par un lion, voire incinérée, ne change rien à la résurrection selon le droit musulman comme on le verra. D'ailleurs, les musulmans ont accepté de revenir sur cette exigence dans les cantons de Berne et de Bâle en permettant la réutilisation des tombes tout en gardant les ossements. Cette pratique est suivie dans certains cantons aussi pour les non-musulmans dans les cimetières communs.
- 6) Le droit musulman interdit l'incinération. Nous verrons dans le chapitre VIII que cette interdiction n'est pas impérative et mérite des adaptations comme ce fut le cas chez les juifs et les chrétiens qui, jadis opposés à cette pratique, ont fini par l'admettre. Mais même si on admettait une telle interdiction, elle ne justifie pas en soi la création d'un cimetière séparé pour les musulmans. Personne en effet n'oblige les musulmans à se faire incinérer et leur enterrement dans un cimetière public ne change rien à cette situation.
- 7) Le droit musulman interdit des tombes pompeuses. Or la pratique diffère d'un endroit à l'autre dans les pays musulmans. En Arabie saoudite, la pratique est d'avoir un petit tas de terre sur la tombe sans autre appareil, mais très souvent

---

<sup>1</sup> Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige; Der Bund, 12.11.1999: Muslime erhalten ein separates Gräberfeld.

dans les pays musulmans les tombes sont bien plus sophistiquées et parfois comportent un dôme. Dans le cimetière musulman à Genève, certaines tombes musulmanes rivalisent avec de nombreuses tombes chrétiennes dans les cimetières communs. L'idée derrière l'interdiction des tombes pompeuses est de ne pas se livrer à des dépenses excessives, et de ne pas en faire un objet de gloriole ou de dévotion. Or, la sépulture dans les cimetières communaux se prête parfaitement au respect de cette interdiction musulmane. Celle-ci ne justifie donc pas en soi l'octroi d'un cimetière séparé pour les musulmans.

Tout compte fait, nous pouvons dire que seul le premier argument pourrait justifier la création d'un cimetière musulman séparé, mais cet argument, comme nous l'avons vu, est un argument discriminatoire que les autorités suisses doivent non seulement rejeter, mais aussi condamner. Ce n'est pas à ces autorités de se porter garantes des normes discriminatoires, fussent-elles d'origine religieuse. Le juge Raselli comme le pasteur Suter ne manquent d'ailleurs pas de s'attaquer aux positions xénophobes de certains milieux politiques, voire religieux, dans le canton de Zurich, se faisant ainsi passer pour des défenseurs des valeurs morales. Mais ils oublient complètement que la revendication musulmane n'est pas moins xénophobe. Ils oublient aussi de dire que les catholiques et les protestants ont aussi eu leurs propres cimetières mais qu'ils ont dû changer leur position sous la pression de l'État fédéral pour maintenir la paix confessionnelle en Suisse.

J'ai demandé le 27 mai 2001 à un responsable d'un centre islamique à Zurich pour quelle raison il revendiquait un cimetière ou un carré réservé exclusivement aux musulmans. Sa réponse était: "Je ne veux pas être enterré près de la tombe d'un *mécréant* portant une croix". J'ai dit à ce responsable que son attitude n'est pas digne d'une personne qui vit en Suisse et bénéficie de sa protection. Comme pour se dédouaner, il m'a répondu que ce sont des racistes chrétiens tels que Blocher qui refusent que les musulmans soient enterrés dans leurs cimetières. Il répétait que les musulmans sont plus nombreux que les juifs mais sont privés de cimetières alors que les juifs en ont plusieurs. Je lui ai signalé que je suis contre tout cimetière confessionnel et qu'aucune personne décédée en Suisse, quelle que soit sa religion, n'est privée de sépulture, que ce sont les musulmans qui refusent de se faire enterrer auprès des chrétiens, et que ces derniers, bien que majoritaires, ne disposent pas de cimetières à eux. Et c'est à tort que les musulmans invoquent l'argument de la décence. On voit mal en quoi il est indécent qu'un musulman soit enterré près d'un chrétien. Au 19<sup>ème</sup> siècle, le Conseil fédéral avait rejeté l'argument de la décence provenant de protestants ou de catholiques qui refusaient de se faire enterrer les uns à côté des autres<sup>1</sup>.

Dans l'entrevue que Fawzia Al-Ashmawi a eue avec Ismail Amin, président de l'*Union des organisations islamiques* de Zurich, celui-ci dit qu'un des objectifs de son organisation est "l'établissement d'un cimetière où les musulmans pourraient être enterrés selon la tradition musulmane". Mais comment définit-il le musulman? Sa réponse est:

---

<sup>1</sup> Feuille fédérale 1896 II 318.

Un musulman est toute personne qui prononce la *shahadah*: confessant que Dieu est unique et que le Prophète Mahomet est son messager. Cette personne musulmane peut observer ou ne pas observer les quatre autres piliers de l'islam (la prière, le jeûne du Ramadan, l'aumône légale et le pèlerinage à la Mecque), à condition que cette personne n'adhère pas à un groupe ou à une secte non reconnus par toute la *Ummah* musulmane, comme c'est le cas du groupe *Al-Ahmadiyyah* (Ahmadites) par exemple, dont les membres ne sont pas reconnus par nous comme étant musulmans et ne peuvent pas devenir membres de notre organisation. Aussi, je ne permettrai jamais qu'un membre de ce groupe soit enterré dans notre cimetière musulman<sup>1</sup>.

On voit donc qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire de direction vers la Mecque, mais aussi de ne pas être à proximité des *mécréants*.

Le pasteur Suter indique qu'il existe déjà un cimetière propre aux juifs à Zurich<sup>2</sup>. S'appuyant sur l'autorité du juge Raselli, il estime que la décence exige l'octroi d'un cimetière propre aux musulmans et que le contraire serait une discrimination et une violation de la Constitution! Il ajoute qu'il serait indécent et discriminatoire d'obliger une communauté d'acheter un cimetière à ses propres frais<sup>3</sup>. Nous sommes contre tout cimetière à caractère confessionnel, fût-il un cimetière juif. Au lieu de multiplier les erreurs, il faut s'efforcer d'y mettre fin comme l'avait souhaité le Conseil fédéral déjà en 1880. Nous ne sommes pas d'accord avec le principe de l'achat d'un cimetière privé. Après tout, le cimetière n'est pas un fond de commerce et les morts ne sont pas une marchandise à vendre et à acheter. Mais vu les arguments des musulmans, nous ne voyons pas en quoi il est indécent d'enterrer des musulmans dans les cimetières communaux. Et si les musulmans insistent à vouloir respecter une norme discriminatoire qui interdit d'enterrer un musulman à côté d'un *mécréant*, la moindre des choses est qu'ils assument les conséquences financières de leur discrimination. L'adage juridique romain dit: *Nemo auditur propriam turpitudinem suam allegans* (Personne n'est entendu alléguant sa propre turpitude). Que les musulmans exigent de la société suisse d'assumer les frais de leur discrimination est un abus de droit.

Le pasteur Suter reconnaît que plus proches seront les tombes des musulmans des tombes catholiques ou réformées, et plus proches seront les vivants<sup>4</sup>. Malgré cela, il insiste sur la nécessité d'accorder aux musulmans une place à part dans les cimetières. Et comme on n'est pas à une contradiction près, Suter dit que dans la mort nous avons besoin de soutien. Or, ajoute-t-il, les musulmans devant la mort ne trouvent pas de soutien, mais rencontrent une non-reconnaissance et une méfiance. Ils ont un ressentiment contre la majorité, l'État et les Églises. Pour cette raison, conclut Suter, il faudrait leur accorder un cimetière. Cet argument n'a pas de sens. Si une race donnée souhaite avoir un cimetière propre parce qu'elle ne

---

<sup>1</sup> Al-Ashmawi: La condition des musulmans, p. 116.

<sup>2</sup> Suter, p. 20.

<sup>3</sup> Ibid., p. 6-9.

<sup>4</sup> Ibid., p. 21.

veut pas se mélanger aux autres races qu'elle considère comme inférieures ou impures, faut-il lui accorder un cimetière pour la consoler devant la mort?

Suter ajoute: "Dans le deuil, dans la perte d'un proche les musulmans sont aussi nos frères et sœurs". Il en conclut qu'il faut ouvrir les cimetières communaux aux musulmans<sup>1</sup>. Mais qui dit le contraire? Est-ce qu'on devient frère et sœur si on leur accorde un cimetière en réponse à des demandes discriminatoires? Et est-ce que les cimetières communaux ont été fermés aux musulmans? A-t-on jamais refusé d'enterrer un seul musulman dans un cimetière communal avec les autres? Il y aurait discrimination si les chrétiens refusaient que les musulmans soient enterrés avec eux. Mais ceci n'est pas le cas et toutes les lois cantonales l'interdisent expressément puisqu'elles garantissent à chacun le droit de se faire enterrer sans distinction de religion.

Suter estime qu'en accordant aux musulmans un cimetière propre on les aide à avoir des racines dans ce pays et à avoir confiance dans la société<sup>2</sup>! Il faut donc accepter leurs normes discriminatoires pour qu'ils aient des racines en Suisse?!

Malheureusement, les arguments du juge Raselli, du pasteur Suter et du professeur Kälin ont fini par l'emporter du fait que personne n'a eu le courage ou les connaissances nécessaires pour les décortiquer et démontrer leur futilité. En effet, le 27 juin 2001, le Conseil d'État zurichois a modifié l'article 35 de l'Ordonnance cantonale de 1963 interdisant la création de carrés séparés dans les cimetières publics. Désormais les communes pourront créer de tels carrés pour toute communauté religieuse. Dans le communiqué de presse de la chancellerie d'État, il est dit que cette modification est due au fait que les musulmans fondamentalistes (*strenggläubige Muslime*) refusent de se faire enterrer avec les adeptes des autres religions et exigent des tombes perpétuelles, chose qui n'était jusqu'à maintenant réalisable que dans des cimetières privés. Mais cette modification ne touche que la possibilité d'avoir un carré séparé, les autres dispositions de la loi restant toujours en vigueur. Ce qui signifie que si les musulmans veulent des tombes perpétuelles, ils doivent en assumer les frais. Les Églises catholique et protestante se sont félicitées de cette modification qu'elles soutenaient<sup>3</sup>. La Communauté musulmane a aussi exprimé sa satisfaction. Ismail Amin a déclaré qu'il est soulagé par le fait que les droits des minorités dans un État démocratique seront désormais respectés. Il compte maintenant contacter les autorités zurichoises pour des mesures concrètes<sup>4</sup>. En fait, il ne s'agit pas de droits des minorités, mais d'une discrimination de la part d'une minorité.

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 22.

<sup>2</sup> Ibid., p. 23.

<sup>3</sup> <http://zh.ref.ch/news/meldungen/118.htm>: Communiqué du Zürich / reformiert / online du 28.6.2001. Ce communiqué indique un avis de droit du professeur Walter Kälin qui va dans le sens souhaité par les Églises en question.

<sup>4</sup> NZZ, Separate Gräber für Muslime möglich: Änderung der kantonalen Bestattungsverordnung, 29.6.2001; Tagesanzeiger, 29.6.2001: Eigene Grabfelder für Muslime.

## **Chapitre IV.**

### **Direction de la tombe**

La direction de la tombe constitue une des revendications des musulmans pour laquelle ils refusent de se faire enterrer dans les cimetières communs en Suisse où les tombes sont alignées. Voyons ce qu'il en est de la situation chez les juifs et les chrétiens avant de passer aux normes musulmanes et à la pratique suisse.

#### **1) Normes juives**

Il est coutume chez les juifs d'enterrer les morts avec la tête vers l'Ouest et les pieds vers l'Est pour indiquer la croyance dans la résurrection des morts. Ceux-ci se lèveront avec le visage tourné vers l'Est qui est la direction d'Israël et du Temple. Ils n'auront donc qu'à marcher tout droit pour y parvenir. Mais cette règle n'est pas respectée partout<sup>1</sup>. Des rabbins ont estimé que la direction de la tombe n'a pas grande importance parce qu'il y a différentes routes qui mènent à Jérusalem. Des morts pourront se diriger vers la mer pour s'embarquer vers la Ville sainte<sup>2</sup>. Ils insistent cependant pour que toutes les tombes aient la même direction. Certains rabbins ont aussi suggéré que si on n'arrive pas à aligner les tombes avec les pieds vers Jérusalem, on peut entourer le cimetière d'une enceinte en pratiquant une porte vers Jérusalem. On dirigera alors les pieds vers cette porte pour que les morts puissent en sortir le jour de la résurrection<sup>3</sup>.

#### **2) Normes chrétiennes**

Nous n'avons pas trouvé de normes chrétiennes relatives à la direction des tombes. Mais nous avons vu dans le chapitre précédent que les morts étaient le plus souvent enterrés soit dans l'église, soit autour de celle-ci. Aujourd'hui, bon nombre de cimetières dans les pays chrétiens se trouvent à proximité de l'église, surtout dans les campagnes.

#### **3) Normes musulmanes**

Au début, Mahomet se tournait dans sa prière vers Jérusalem comme le font les juifs. Est-ce pour se démarquer de ses compatriotes polythéistes qui se dirigeaient vers la Kaaba?<sup>4</sup> Est-ce pour s'attirer la sympathie des juifs? Est-ce pour ressembler aux prophètes juifs<sup>5</sup>? On ne le sait pas avec précision.

Seize mois après son arrivée à Médine, Mahomet décida de remplacer la direction de Jérusalem par celle de la Kaaba (du grec: cube ou dé de jeu). Ce changement de direction visait à se démarquer des juifs, mais les Arabes polythéistes n'ont pas manqué de l'interpréter comme un retour de Mahomet à leurs croyances, et les premiers musulmans comme une tergiversation de la part de Mahomet. Celui-ci

---

<sup>1</sup> E-mail de David Lilienthal [ravdav@ljj.nl](mailto:ravdav@ljj.nl) du 14.5.2001.

<sup>2</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=103&year=arr>: Direction of Graves in the Cemetery, 1923.

<sup>3</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=104&year=arr>: Direction of Graves in a Cemetery, 1980.

<sup>4</sup> Voir Coran 2:143.

<sup>5</sup> Voir Coran 42:13.

cependant insistait sur le fait que ce changement était survenu sur ordre de Dieu et qu'il fallait faire autrement que ce que font les juifs<sup>1</sup>. Le Coran dit à cet égard

Souvent nous te voyons tourner en tous sens ta face, vers le ciel. Nous te tournerons donc vers une direction que tu agréeras. Tourne donc ta face dans la direction de la Mosquée Sacrée! Où que vous soyez, Croyants!, tournez votre face dans sa direction. Ceux qui ont reçu l'Écriture savent certes que c'est là la vérité venue de leur Seigneur. Allah n'est point insoucieux de ce qu'ils font. Certes, si tu viens, avec quelque miracle, à ceux à qui l'Écriture a été donnée, ils n'adopteront point ta direction et tu n'adopteras point leur direction. Certains d'entre eux n'adoptent d'ailleurs point la direction des autres. Certes, si tu suis leurs doctrines pernicieuses, après ce qui est venu à toi de Science, tu seras alors parmi les injustes... D'où que tu sortes, tourne ta face dans la direction de la Mosquée Sacrée! Où que vous soyez, tournez votre face dans sa direction (2:144-145 et 150).

La Kaaba fut construite, selon la croyance musulmane, par Abraham comme sanctuaire pour le culte de Dieu. Mais du temps de Mahomet elle abritait de nombreuses divinités arabes. Après la conquête de la Mecque, Mahomet fit abattre toutes ces divinités, à l'exception de la pierre noire, un météorite que les Arabes adoraient mais que les musulmans prennent pour un don de l'ange Gabriel à Abraham. La Kaaba constitue l'objet le plus sacré chez les musulmans après le Coran, et fait l'objet de différentes normes: le musulman doit tourner sept fois autour d'elle dans son pèlerinage, se diriger vers elle dans sa prière, et éviter d'avoir le séant ou le visage orientés dans sa direction lorsqu'il fait ses besoins<sup>2</sup>. Cette conception anthropomorphique de la divinité, héritée des juifs et des polythéistes arabes, se heurte à une autre conception coranique selon laquelle Dieu est omniprésent (2:115) et que la religiosité ne dépend pas de la direction mais de la foi et des bonnes œuvres:

À Allah sont l'Orient et l'Occident et, quelque part que vous vous tourniez, là est la face d'Allah. Allah est vaste, omniscient (2:115).

La piété ne consiste point à tourner votre face du côté de l'Orient et de l'Occident, mais l'homme bon est celui qui croit en Allah et au Dernier Jour, aux Anges, à l'Écriture et aux Prophètes, qui donne du bien - quelque amour qu'il en ait -, aux proches, aux orphelins, aux pauvres, au voyageur, aux mendiants et pour l'affranchissement des esclaves, qui accomplit la prière et donne l'aumône (2:177).

Les légistes musulmans classiques estiment qu'un mort doit être enterré sur son flanc face à la Kaaba, c'est-à-dire que l'axe de sa tombe doit être perpendiculaire à la Kaaba. Cette dernière règle se base sur une parole de Mahomet qui aurait dit que la Kaaba est la direction des musulmans tant vivants que morts<sup>3</sup>. Mais les légistes classiques se sont divisés pour savoir s'il faut mettre le mourant vers la Kaaba et en

---

<sup>1</sup> Voir sur le changement de direction, Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah: *Zad al-ma'ad*, p. 391-392.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récits 141, 380.

<sup>3</sup> Abu-Da'ud, récit 2490.



faire de même pendant qu'on le lave après sa mort, ou s'il faut se limiter à le diriger dans sa tombe vers elle. Invoquant le verset 2:115: "Quelque part que vous vous tourniez, là est la face d'Allah. Allah est vaste, omniscient", Ibn-Hazm (d. 1064) n'exige la direction vers la Kaaba que dans la tombe<sup>1</sup>.

Comme nous l'avons vu plus haut, lorsqu'une chrétienne enceinte des oeuvres d'un musulman meurt, les légistes classiques prescrivent de l'enterrer avec le dos tourné vers la Kaaba pour que le visage du fœtus soit tourné vers celle-ci<sup>2</sup>. Et si on trouve une personne décapitée, sa tête, ou seulement une partie de son corps, on les tourne aussi vers la Kaaba. Des légistes estiment que si une personne a été enterrée dans une fausse direction, il faut l'exhumer pour la remettre dans la bonne direction, à moins que le corps ne soit déjà décomposé. D'autres ne voient pas la nécessité de l'exhumer<sup>3</sup>. Al-Shawkani (d. 1834) écrit qu'on ne déterre le mort en aucun cas du fait qu'il n'existe pas de preuve que la direction soit obligatoire. Il signale qu'il y a des situations où la direction vers la Kaaba n'est pas possible. Tel est le cas notamment lorsqu'une personne morte sur un bateau est jetée dans la mer<sup>4</sup>.

#### 4) Conflit avec les normes suisses

Dans l'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, il est dit que les tombes doivent être orientées selon l'axe 40°-220°, et que le corps doit être étendu sur le côté droit de telle sorte que le visage soit orienté à 130° (direction de la Mecque). La feuille polycopiée distribuée par la *Fondation culturelle islamique* affirme: "Il faut diriger le mort vers la Kibla (Kaaba) (obligatoire!). Le Prophète a dit: C'est votre Kibla, morts ou vivants". Dans l'interview avec une commission genevoise, Ouadiri, porte-parole de cette Fondation, précise: "Pour les musulmans, l'élément principal est que l'ensevelissement se fasse dans une tombe dirigée vers la Mecque, car c'est de là que la résurrection se fera"<sup>5</sup>. Cette référence à la résurrection en relation avec la direction de la tombe et du mort ne se trouve, à notre connaissance, chez aucun légiste musulman classique. Probablement Ouadiri l'emprunte aux juifs qui, comme nous l'avons vu, dirigent non pas le visage du défunt mais ses pieds vers Jérusalem pour qu'il puisse se lever et marcher directement vers cette ville le jour de la résurrection.

Réalisée à titre isolé, la direction perpendiculaire de la tombe à la Kaaba afin que le visage du mort soit dirigé vers elle dans un cimetière communal ne heurte aucune règle. Il en est de même si des musulmans achètent un espace réservé dans un cimetière. Mais lorsque les fosses sont creusées les unes à la suite des autres, selon un ordre préétabli, la norme islamique pose problème quant à l'ordre à respecter dans les cimetières. Les cantons et les communes ont le droit, voire le devoir, de prescrire un tel ordre. Il en va de la décence de la sépulture. D'autre part, comme les morts sont enterrés sans distinction de religion, modifier l'orientation de

---

<sup>1</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 5, p. 173-174.

<sup>2</sup> Al-Shawkani: Al-sayl al-jarrar, vol. 1, p. 369.

<sup>3</sup> Al-Nawawi: Al-majmu, vol. 5, p. 298 et 300. Voir sur la direction Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 522.

<sup>4</sup> Al-Shawkani: Al-sayl al-jarrar, vol. 1, p. 362 et 396.

<sup>5</sup> Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 12.10.1999, p. 1440.

la tombe d'un musulman dans une ligne, outre la disharmonie engendrée dans le cimetière, constitue une distinction entre les morts sur la base de la religion. Rappelons à cet égard que le droit musulman prescrit que les musulmans se mettent en rangées harmonieuses dans leurs prières.

Cette exigence musulmane de diriger le mort vers la Kaaba mérite quelques observations.

- La détermination de la direction de la Kaaba n'est pas toujours aisée. Les architectes musulmans de la Mosquée de Genève se sont trompés dans l'emplacement de la niche supposée indiquer la direction de la Kaaba, et l'on ne s'en est rendu compte que plusieurs années plus tard.
- La direction de la Kaaba pouvait correspondre à la conception selon laquelle la Terre est plate, mais ne fonctionne pas avec une Terre ronde. Un mort dirigé vers la Kaaba en Suisse fixe son regard vers une étoile. Pour avoir le visage tourné vers la Kaaba, il faudrait pratiquement mettre le mort visage contre terre. Et si on accepte l'idée qu'il suffit de se trouver dans l'axe de la Kaaba, alors quelle que soit la position dans laquelle on mettra le mort il aura son visage et son dos dirigés vers la Kaaba..
- Nous avons vu que les juifs ont trouvé une solution pour résoudre le problème de la direction avec la construction d'une enceinte ayant une porte dirigée vers Jérusalem. On pourrait pousser l'ingéniosité en mettant dans la tombe un miroir rétroviseur, voire une télévision ou une installation Internet reliées à des caméras visant la Kaaba!
- Même si une commune déroge à l'ordre dans le cimetière pour avoir des tombes dirigées vers la Kaaba, comme souhaité par les musulmans, ceux-ci n'acceptent pas pour autant de se faire enterrer près d'un *mécréant*. Ainsi, la commune de Zollikon avait changé son Règlement pour permettre d'enterrer les musulmans dans la direction de la Kaaba, mais sans octroyer aux musulmans une parcelle à part. Les musulmans n'ont pas profité de cette opportunité, préférant rapatrier leurs morts à grands frais pour ne pas les ensevelir près d'un *mécréant*<sup>1</sup>.

## **Chapitre V.**

### **Linceul, cercueil et tombe**

#### **1) Normes juives**

Chez les juifs, le corps est lavé rituellement: c'est la *taharah*. Il est ensuite revêtu d'un vêtement blanc, celui-là même qui est généralement porté le Jour du repentir (*Yom Kippour*). Seuls les martyrs et les soldats sont autorisés à être inhumés dans les vêtements qu'ils portaient au moment de leur mort. L'usage d'un cercueil est coutumier dans les pays occidentaux, comme au temps des Patriarches. Ainsi Joseph fut embaumé et mis dans un cercueil en Égypte<sup>2</sup>. Dans l'histoire du fils de

---

<sup>1</sup> Der Bund, 11.8.98: Bundesstadt öffnet Friedhöfe für Andersgläubige; Der Bund, 12.11.1999: Muslime erhalten ein separates Gräberfeld.

<sup>2</sup> Genèse 50:26.

la veuve de Naïm, il est mentionné que celui-ci était porté dans un cercueil<sup>1</sup>. Parmi les juifs des pays de l'Est et en Israël, on se contente d'entourer le corps d'un linceul. Les communautés juives en Occident utilisent volontiers un cercueil rituel de sapin brut sans poignée, de forme cubique et à couvercle plat, et dans lequel certains aiment à déposer un petit sac de terre de Jérusalem<sup>2</sup>. Rapportant les différentes traditions, l'*Abrégé du Choul'hane Aroukh* dit qu'en certains endroits on enterre généralement les morts sans cercueil, mais pour les cohen (prêtres) et les premiers-nés qui sont des personnes considérées, on fabrique un cercueil<sup>3</sup>.

## 2) Normes chrétiennes

Il n'existe pas, à notre connaissance, de prescriptions chrétiennes concernant l'habillement du mort et l'utilisation du cercueil. Parfois on mettait le mort dans un sarcophage (*mangeur d'homme*), fait de pierre particulière qui permet au corps de se détruire rapidement<sup>4</sup>. C'était un moyen de substitution moins rapide que l'incinération mais meilleur marché puisque l'incinération nécessitait beaucoup de bois. Du terme *sarcophage* est dérivé le terme *sarceu* devenu *cercueil*. Le cercueil en bois fut introduit en Occident au 14<sup>ème</sup> siècle. Les plus pauvres qui ne pouvaient pas payer le charpentier étaient portés jusqu'au cimetière dans un cercueil commun destiné seulement au transport. Les fossoyeurs retiraient le corps du cercueil, l'enfouissaient, et récupéraient le cercueil. Mais pauvres comme riches étaient toujours cachés dans les linceuls<sup>5</sup>. Le corps de Calvin "fut cousu en un linceul, et mis en un cercueil de bois tout simplement"<sup>6</sup>.

Ce n'est que très tardivement que les chrétiens ont adopté la coutume d'enterrer les morts dans leurs habits de fête. On ne cache plus le mort, mais on l'expose pour que les vivants le voient et en fassent le deuil. Rien n'empêche cependant que des morts soient enterrés dans un habit le plus simple possible. Tout dépend donc des coutumes locales et de la conception qu'une époque donnée a de la mort. Les normes religieuses ne s'y mêlent pas. Signalons cependant ici l'article 1211 du Code de droit canon de l'Église catholique de 1917 qui stipule:

Les Ordinaires locaux, les curés et les supérieurs compétents doivent veiller à ce que les épitaphes, les éloges funèbres et la décoration des monuments ne présentent quoi que ce soit qui choque la religion ou la piété catholique.

Cette norme n'a pas été reprise par le Code de droit canon de 1983, mais cela ne signifie pas qu'elle soit abrogée.

## 3) Normes musulmanes

Le Coran ne dit rien sur les modalités de l'enterrement. Les légistes classiques cependant ont déduit de la manière dont Mahomet avait enterré les siens et fut enterré que le musulman doit se faire enterrer dans un linceul, de préférence blanc.

---

<sup>1</sup> Luc 7:14.

<sup>2</sup> Menu, p. 14.

<sup>3</sup> Ganzfried: *Abrégé du Choul'hane Aroukh*, vol. 2, p. 1058-1059.

<sup>4</sup> Menu, p. 24.

<sup>5</sup> Ariès, vol. I, p. 169.

<sup>6</sup> Rohner-Baumberger, p. 29.

L'idéal selon certains est que l'homme soit enroulé dans trois pièces, et la femme dans cinq pièces. Mais les légistes classiques diffèrent sur ce point<sup>1</sup>. La soie est interdite pour l'homme vivant comme mort. Et quoiqu'elle soit permise à la femme, l'utiliser serait du gaspillage et de l'abus interdits par la religion. Mahomet dit: "N'exagérez pas les linceuls, ils seront vite abîmés"<sup>2</sup>.

Le pèlerin est enveloppé seulement de son habit de pèlerin, la tête découverte. Quant au martyr, il est enterré avec ses habits dans lesquels il est décédé, sans le laver, contrairement aux autres morts. Mahomet aurait affirmé que le martyr est lavé par les anges<sup>3</sup>. Selon un autre récit, il aurait dit: "Ne lavez pas les martyrs, parce que chaque blessure a la couleur du sang et son odeur est celui du musc le jour de la résurrection"<sup>4</sup>.

Les légistes classiques répugnent généralement à utiliser le cercueil. On estime que le cercueil est une perte d'argent sans raison légale et une manière de glorifier le mort. Toutefois, ils permettent l'utilisation du cercueil si la terre s'effrite ou si elle est humide. On estime qu'il est préférable que le mort reste le plus longtemps non décomposé dans sa tombe<sup>5</sup>. Al-Nawawi (d. 1277) écrit qu'en dehors de ces deux cas, il est interdit d'utiliser le cercueil, et si le décédé a demandé dans son testament de se faire enterrer dans un cercueil, sa volonté ne doit pas être respectée<sup>6</sup>. Les légistes classiques cependant recommandent, voire imposent l'utilisation du cercueil lorsque l'on enterre une femme, pour éviter que des mains étrangères touchent directement son corps. L'utilisation du cercueil s'impose aussi si le corps est brûlé, déchiqueté ou ne peut pas être contenu ni porté dans le simple linceul, ou si l'on craint que les animaux ne le déterrent<sup>7</sup>. Ibn-Abidin préconise de recouvrir le fond du cercueil avec de la terre, ainsi il devient comme une niche<sup>8</sup>. Concernant la tombe, deux formes sont possibles:

- La fosse avec une niche (*lahd*). Après avoir creusé une fosse, on pratique une niche du côté de la Kaaba dans laquelle le mort est placé, son visage vers la Kaaba. On ferme ensuite cette niche avec des lattes de pierre et on déverse la terre dans la tombe.
- La fosse simple (*shaq*) dans laquelle on dépose le mort entouré de deux rangées de pierres et couvert par des lattes de pierres qui ne le touchent pas afin que la terre déversée n'abîme pas le corps.

---

<sup>1</sup> Voir pour les écoles sunnites, Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 472-478.

<sup>2</sup> Eldjazaïri, p. 296.

<sup>3</sup> Al-Shawkani: Nayl al-awtar, vol. 4, p. 59-62 et 74-75.

<sup>4</sup> Ahmad, récit 10241.

<sup>5</sup> Al-Ansari: Sharh al-manhaj, vol. 2, p. 200; voir aussi Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 234.

<sup>6</sup> Al-Nawawi: Al-majmu', vol. 5, p. 287-288.

<sup>7</sup> Al-Ansari: Sharh al-manhaj, vol. 2, p. 200; voir aussi Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 234 et

Al-Zuhayli: Al-fiqh al-islami, vol. 2, p. 538-539.

<sup>8</sup> Ibn-Abidin: Rad al-muhtar, vol. 2, p. 235.

Les légistes classiques préconisent que la profondeur de la fosse soit de la hauteur d'un homme, et selon d'autres jusqu'au nombril. Mais l'essentiel est qu'elle soit assez profonde<sup>1</sup>.

Mahomet aurait dit que la fosse avec une niche échoit aux musulmans, et la fosse simple aux autres<sup>2</sup>. Mais les légistes classiques ont constaté que la niche ne peut pas être pratiquée dans toutes les terres, notamment lorsqu'elle est sablonneuse et s'effrite. De ce fait, ils ont permis le recours à la fosse en préconisant l'utilisation des pierres autour et au-dessus du mort, créant ainsi une niche artificielle qui le protège. Et si les pierres font défaut, ils permettent d'utiliser des lattes en bois, des roseaux, voire de l'herbe. On permet aussi aujourd'hui des lattes en béton. La préférence reste cependant la pierre, si elle est facile à trouver<sup>3</sup>.

Signalons aussi que les légistes classiques sont favorables aux tombes simples, sans construction par-dessus, avec un petit tas de terre surélevé pour signaler sa présence et empêcher que les gens la piétinent. Mais cette simplicité n'est suivie que dans certains pays musulmans, notamment en Arabie saoudite.

Fadl-Allah, auteur chiite moderne, écrit qu'il est possible d'enterrer une personne dans un cercueil, lequel doit être mis dans la terre pour qu'on puisse dire que cette personne est enterrée. On ne peut pas la mettre dans une caisse fermée au-dessus de la terre<sup>4</sup>.

Un centre islamique en Italie demanda si on pouvait enterrer le mort dans ses habits: veste, pantalons et cravate. La *Commission de fatwa saoudienne* dit qu'il faut couvrir le mort, la tradition étant de l'enrouler dans trois robes blanches. On peut aussi le mettre dans d'autres habits, mais cela est contraire à la Tradition de Mahomet qui stipule: "Habillez-vous d'habits blancs parce que cela est plus pur et plus agréable, et couvrez-en vos morts". Quant à la femme, la tradition est de l'enrouler avec cinq robes blanches<sup>5</sup>.

Peut-on mettre un mort dans un cercueil comme cela est exigé en Amérique? La *Commission de fatwa saoudienne* dit que s'il est possible d'enterrer le mort avec un linceul, sans cercueil, ceci est préférable parce que c'est conforme à la Tradition. Il n'est pas rapporté que Mahomet ou ses compagnons aient été enterrés dans des cercueils. Il faut donc les imiter. Enterrer le mort dans un cercueil, c'est imiter les *mécraants* et les riches du monde. La mort doit servir d'exemple et de leçon. Mais si cela n'est pas possible, rien de mal en cela. Le Coran stipule: "Il ne vous a imposé aucune gêne dans la religion" (22:78); "Dieu n'impose à chaque homme que ce qu'il peut porter" (2:286)<sup>6</sup>.

Des musulmans vivant en Australie rapatrient leurs morts parce que ce pays exige l'enterrement dans des cercueils. La *Commission de fatwa saoudienne* dit que, selon la Tradition, l'enterrement se fait sans cercueil, mais le fait qu'un pays exige

---

<sup>1</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 422-426.

<sup>2</sup> Abu-Da'ud, récit 2993.

<sup>3</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 422-426.

<sup>4</sup> Fadl-Allah: Al-masa'il al-fiqhiyyah, vol. 2, p. 85.

<sup>5</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 430-431.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 8, p. 432.

l'enterrement dans un cercueil n'est pas une raison valable pour rapatrier les morts, à condition qu'il y ait un cimetière pour les musulmans<sup>1</sup>.

#### **4) Conflit avec les normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* indique des "conditions à appliquer sauf en cas d'impossibilité impérative". Nous citons les éléments qui nous concernent ici:

- La profondeur (de la tombe) doit correspondre à 1.5 m, au minimum (soit au moins les  $\frac{3}{4}$  de la hauteur d'un homme).
- Il est souhaitable que le corps du défunt puisse reposer dans une niche, creusée parallèlement au fond de la tombe.
- Pierres tombales coûteuses et sophistiquées, monuments funéraires, mausolées, statues, et autres pratiques du même type ne sont pas autorisés. La pierre tombale doit être la plus simple possible; sur demande de la famille du défunt, il devrait être possible d'y renoncer tout à fait.
- Le corps devrait être enveloppé dans un linceul.
- Au cas où un cercueil est légalement prescrit, celui-ci doit être le plus simple et le plus léger possible.

L'aide-mémoire ajoute que "des dispositions particulières sont prévues pour les martyrs", mais il ne les précise pas. La feuille polycopiée distribuée par la *Fondation culturelle islamique* dit:

Le minimum en cas de circonstances difficiles, est de creuser une tombe pour protéger la dépouille.

Le mieux est de pouvoir creuser verticalement un trou assez profond, et ensuite d'élargir sa base horizontalement afin de pouvoir y glisser le cadavre, puis de refermer après.

Il faut coucher le mort sur le côté droit, en face du mur et placer quelque chose derrière son dos afin qu'il ne tombe pas. Il est permis de mettre une pierre pour marquer la tombe. Il faut lever la terre au-dessus du niveau du sol d'environ 30 cm (aplatir ou lever en forme de toit comme la tombe du Prophète).

Il est interdit de construire sur la tombe (dalle de marbre), d'écrire sur la tombe ou de placer des photos, ainsi que de pratiquer un acte d'adoration (embrasser, tourner autour de la tombe,...).

Il est permis d'inscrire le nom du défunt sur la pierre marquant la tombe, sans pour autant écrire tout un texte (certaines écoles l'interdisent). Le Prophète a placé une pierre pour marquer la tombe d'une personne, et l'écriture peut être considérée comme une marque...

Le musulman ne doit pas être enterré dans un cercueil, sauf s'il y a nécessité majeure (état du cadavre suite à un accident, etc.).

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 8, p. 438-39.

Si nous prenons les lois cantonales, nous nous rendons compte que ces revendications ne présentent aucun problème particulier et ne justifient pas un cimetière musulman séparé.

En effet, aucune loi cantonale n'interdit l'utilisation du linceul. Toutes ces lois imposent l'utilisation du cercueil pour des raisons de salubrité, afin de ne pas contaminer les nappes phréatiques. Les musulmans à Berne et à Bâle ont d'ailleurs accepté de se faire enterrer dans un cercueil. Les lois cantonales n'empêchent pas que le cercueil soit simple et que l'apparence extérieure de la tombe soit modeste. On constate à cet égard que la modestie de la tombe n'est pas toujours respectée par les musulmans dans leur cimetière à Genève.

En Suisse, les morts sont enterrés dans une fosse; on ne pratique pas la niche comme le recommande le droit musulman, mais ce droit admet que l'on puisse y renoncer en cas d'effritement et d'humidité du sol, ce qui est le cas en Suisse.

## **Chapitre VI.**

### **Temps de l'enterrement**

#### **1) Normes juives**

En droit juif, l'enterrement doit se faire le plus rapidement possible. Ceci découle du verset biblique:

Si un homme, coupable d'un crime capital, a été mis à mort et que tu l'aies pendu à un arbre, son cadavre ne pourra pas être laissé la nuit sur l'arbre; tu l'enterreras le jour même, car un pendu est une malédiction de Dieu (Deutéronome 21:22-23).

Citant ce verset, l'*Abrégé du Choul'hane Aroukh* stipule:

Il est interdit de laisser passer la nuit au défunt sans l'enterrer. ... Mais si on lui laisse passer la nuit, pour l'honorer, afin d'apporter un cercueil et des vêtements funéraires, afin de permettre à des parents ou à des personnes qui feront des oraisons funèbres de venir, dans ce cas, ce sera permis. En effet, la Torah n'a interdit d'attendre une nuit, que si on le laisse tel un pendu, c'est-à-dire si on le laisse par mépris, et non pas si on le laisse afin de lui rendre un plus grand honneur...

Pour tous les morts, plus on se hâte de le transporter au lieu de repos, plus on mérite des louanges. Mais si on se hâte d'enterrer son père et sa mère, pour lesquels on a le devoir de réciter des éloges funèbres et de se lamenter longuement, on mérite d'être blâmé, à moins que ce ne soit un vendredi, la veille de *Yom Tov* (jour de fête), ou que des pluies ne tombent sur le cercueil<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, le délai traditionnel de 24 heures entre le décès et l'inhumation est toujours dépassé soit pour des raisons administratives, soit en raison des jours fériés. Pourtant, dans tous les milieux l'idée persiste que l'inhumation doit être

---

<sup>1</sup> Ganzfried: *Abrégé du Choul'hane Aroukh*, vol. 2, p. 1058-1059.

effectuée dans les délais les plus courts possibles. Aussi, les délais d'inhumation restent plus courts chez les juifs que dans la société générale<sup>1</sup>.

## **2) Normes chrétiennes**

Afin d'éviter l'enterrement d'un mort-vivant, on avait adopté en Occident quelques précautions: le rappel par trois fois, à haute voix, du nom du défunt présumé, les coutumes de la toilette, de l'exposition du corps, du deuil dont le bruit pouvait aussi réveiller le mort-vivant, l'habitude de laisser le visage découvert, le délai de plusieurs jours avant l'incinération, etc. Aujourd'hui encore, le protocole de l'Église veut que le Pape sur son lit de mort soit interpellé trois fois par son nom de baptême. Pour éviter de tels drames, certains prescrivaient à partir du 17<sup>ème</sup> siècle dans leurs testaments qu'on ne les mît pas dans le cercueil avant 48 heures au moins, et avant qu'on eût fait sur eux diverses épreuves par le fer et le feu pour acquérir une plus grande certitude de leur mort. Le législateur devait pour cette raison intervenir pour prévenir un enterrement précoce, en imposant un délai d'un ou de deux jours avant l'enterrement et la constatation de la mort par un médecin<sup>2</sup>.

Les Ordonnances ecclésiastiques de Calvin de 1541 prescrivent à l'article 64 de ne pas emporter le mort avant douze heures et plus tard que vingt-quatre heures après le décès<sup>3</sup>. Le Code de droit canon de 1983 ne parle pas de délais, mais celui de 1917 dit:

On n'entertera aucun corps surtout si la mort a été soudaine, sans avoir attendu un certain intervalle de temps, suffisant pour dissiper tout doute autour de la réalité de la mort.

## **3) Normes musulmanes**

Le Coran ne dit rien concernant le temps de l'enterrement, mais plusieurs récits sont rapportés de Mahomet à ce sujet:

- Mahomet dit: "Trois choses ne doivent pas être retardées: la prière lorsqu'elle vient; les funérailles lorsqu'elles se présentent et la femme non-mariée lorsqu'elle trouve un mari qui lui est digne"<sup>4</sup>.
- Talha Ibn-al-Bara tomba malade. Mahomet le visita et dit: "Je pense que Talha est mort. Permettez-moi de le voir pour constater sa mort et prier pour lui. Ensuite, hâtez-vous de l'enterrer parce qu'il ne faut pas que le cadavre d'un musulman reste parmi ses parents"<sup>5</sup>.
- Mahomet dit: "Hâtez-vous d'enterrer les morts. S'ils étaient bons, c'est vers le bien que vous les emmenez, et s'ils étaient mauvais, c'est d'un mal que vous vous débarrassez"<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Hidiroglou: Rites funéraires, p. 287-288.

<sup>2</sup> Ariès, vol. II, p. 105-113.

<sup>3</sup> Menu: Les services funèbres, p. 33.

<sup>4</sup> Al-Tirmidhi, récit 156.

<sup>5</sup> Abu-Da'ud, récit 2747.

<sup>6</sup> Al-Bukhari, récit 1231.



On a déduit de ces récits que les funérailles doivent intervenir le plus rapidement possible après la mort et que ceux qui amènent le mort vers la tombe doivent se hâter dans leur marche.

Il est permis d'enterrer le mort de jour comme de nuit. Ainsi Mahomet, le calife Abu-Bakr, Ayshah la femme de Mahomet et Ibn-Mas'ud ont été enterrés de nuit. Mais si l'enterrement pendant la nuit empêche la préparation du mort, la prière ou la mise dans la tombe, il faudrait alors retarder l'enterrement<sup>1</sup>. Toutefois, Toutefois, Mahomet a interdit d'enterrer le mort à trois moments de la journée: dans le quart d'heure qui suit le lever du soleil, celui qui suit sa position zénithale et dans les sept minutes qui précèdent le coucher du soleil. Ceci découle d'un récit de Mahomet et pourrait être lié à la volonté d'abolir des cultes arabes païens en rapport avec le soleil, voire à des superstitions arabes<sup>2</sup>.

Tout en insistant sur le devoir d'enterrer rapidement le mort, les légistes classiques exigent que la mort soit effective et vérifiée. Ainsi, on retardera l'enterrement du noyé de peur qu'il ne soit simplement évanoui. Averroès (d. 1198) en déduit qu'il faut aussi retarder l'enterrement lorsque le mort est dans le coma ou victime d'autres maladies. En tant que médecin, il écrit que dans ces cas il ne faudrait pas enterrer le mort avant trois jours<sup>3</sup>.

Al-Nawawi dit qu'il est préférable de commencer rapidement le lavage du mort si on est certain de la cause du décès et que ses effets apparaissent: les pieds du mort se relâchent et ne se redressent plus, son nez se pince, ses tempes se rétractent, la peau de son visage se détend, ses mains se disloquent de ses bras, ses testicules se rétractent et le scrotum se relâche. Mais si on doute de la cause du décès et qu'on craint qu'il s'agisse d'un coma ou d'un choc, on retarde l'enterrement jusqu'à ce qu'on constate le changement de l'odeur ou d'autres effets<sup>4</sup>.

Ibn-Hazm écrit qu'il est préférable de retarder l'enterrement ne fût-ce que d'un jour et d'une nuit, notamment pour ceux qui sont dans le coma, à moins que le corps ne se détériore. Il fait état d'une opinion selon laquelle les foudroyés ne doivent pas être enterrés avant trois jours, et que Mahomet, mort un lundi à midi, fut enterré au milieu de la nuit du mercredi<sup>5</sup>.

Ibn-Baz rejette la constatation de la mort par l'électroencéphalographe et estime que ce n'est qu'une ruse créée par les médecins afin de pouvoir disposer des organes du mort. Or, précise-t-il, certains morts cérébraux sont revenus à la vie<sup>6</sup>. Il ne voit pas d'inconvénient à ce que le corps soit gardé dans un frigidaire pendant six mois si c'est nécessaire<sup>7</sup>. Mais il estime qu'il faut se hâter d'enterrer le mort aussitôt que possible<sup>8</sup>.

---

<sup>1</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 397-398.

<sup>2</sup> Al-Bukhari, récit 1373; Ibn-Salamah: Al-mawt wa-tuqusuh, p. 104.

<sup>3</sup> Ibn-Rushd: Bidayat al-mujtahid, vol. 3, p. 54-55.

<sup>4</sup> Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, vol. 2, p. 98.

<sup>5</sup> Ibn-Hazm: Al-muhalla, vol. 5, p. 173.

<sup>6</sup> Ibid., p. 48-49.

<sup>7</sup> Ibid., p. 49.

<sup>8</sup> Ibid., p. 52.

Un centre culturel islamique en Italie posa à la *Commission de fatwa saoudienne* plusieurs questions relatives aux enterrements. En voici une:

Qu'en est-il du défunt laissé visage découvert, sans nécessité, pendant un, deux ou trois jours, voire plus, sans qu'on l'enterre, afin que les parents proches et éloignés puissent le reconnaître, et qu'en est-il du fait de le regarder chaque jour, qu'il soit homme ou femme? Est-ce que le fait de le laisser le visage découvert est contraire à l'enseignement de l'islam?

La Commission répondit que la règle est de couvrir le mort et de cacher son visage qui se transforme. Mais si les parents souhaitent découvrir le visage pour le regarder sans retarder sa préparation et son enterrement, rien de mal à cela. La règle veut qu'on se hâte de préparer le mort si son décès est certain, parce que cela évite sa décomposition et le dégoût des gens. Mahomet dit qu'il faut enterrer rapidement un mort et ne pas trop le garder parmi ses parents. On peut le garder un certain temps pour que les gens puissent se réunir autour de lui et prier pour lui, à condition que cela ne dure pas sans nécessité<sup>1</sup>.

La presse rapporta un fait en août 1999. Un enseignant de 32 ans se baignait sur la plage d'Alexandrie, lorsque soudain il fut pris d'un malaise et disparut sous l'eau. Lorsqu'on le repêcha, les médecins le déclarèrent noyé. Ils le mirent dans un linceul et le déposèrent dans le frigidaire de la morgue où il resta pendant trois heures. Pendant qu'on ouvrait la porte du frigidaire pour l'identification du mort, celui-ci se réveilla du coma, tendit la main et saisit le bras de l'employé de la morgue. Pris de frayeur, l'employé et le parent qui l'accompagnait coururent dans le corridor de l'hôpital en appelant à l'aide<sup>2</sup>.

#### **4) Conflit avec les normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* indique des "conditions à appliquer sauf en cas d'impossibilité impérative", dont la suivante: "L'enterrement devrait avoir lieu le jour du décès, ou le lendemain au plus tard". La feuille polycopiée distribuée par la *Fondation culturelle islamique* précise:

Il est recommandé d'activer les préparatifs de l'enterrement, sauf raisons valables (p. ex. autopsie). Le Prophète dit: "Hâtez-vous d'enterrer les morts. S'ils étaient bons, c'est vers le bien que vous les emmenez, et s'ils étaient mauvais, c'est d'un mal que vous vous débarrassez".

Outre le fait que l'exigence des musulmans en Suisse ne tient pas compte de la souplesse des légistes musulmans classiques cités plus haut, cette exigence se heurte à des normes cantonales. Ainsi, en réponse à la *Fondation culturelle islamique*, la ville de Fribourg écrit dans sa lettre du 6 octobre 1993: "Le fait que l'inhumation d'un corps doit se faire le jour même du décès, à la rigueur le lendemain, nécessite une disponibilité excessive (y compris le week-end) du personnel affecté au service des inhumations". Il y a donc la question de la disponibilité du personnel, mais aussi le respect de la procédure et d'un délai

---

<sup>1</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 427-430.

<sup>2</sup> Il Messaggero, 11.8.1999, p. 12, citant le journal Al-Akhbar.

minimal avant d'enterrer le mort. Pour ne citer que le cas de Fribourg, l'Arrêté du 5 décembre 2000 stipule:

Article 2 - La levée de corps ne peut avoir lieu que sur la base d'un certificat de décès délivré par un ou une médecin ou sur décision du ou de la médecin cantonal/e, du ou de la juge d'instruction ou de l'officier ou l'officière de police judiciaire, lorsqu'il a uniquement été délivré un constat de décès.

Article 4 - 1) L'inhumation se fait au plus tôt quarante-huit heures après le décès.

Elle peut être effectuée avant ce délai:

lorsque la personne est décédée d'une maladie infectieuse; ou

lorsque le corps du défunt ou de la défunte se modifie rapidement.

Dans ces deux cas, l'autorité compétente exige une déclaration médicale indiquant les causes de l'inhumation précoce.

L'incinération se fait aux mêmes conditions.

Tous les cantons ont prescrit un délai avant l'enterrement. Ce délai a pour but d'assurer les proches en particulier et toute la population en général que la personne qui sera inhumée est effectivement morte. Ce délai est aussi dicté par le souci de prévenir des exhumations inutiles. En effet on peut raisonnablement supposer qu'en cas de contestations quant à la cause ou aux circonstances du décès, un délai de 48 heures est suffisant pour que les arguments soient présentés aux autorités judiciaires et qu'une enquête puisse déterminer ce qui s'est réellement passé. Le cas échéant, les autorités judiciaires peuvent surseoir à l'établissement d'un permis d'inhumer. Par contre, dans les cas justifiés, par exemple en cas de danger de contagion, ce délai peut être sensiblement raccourci<sup>1</sup>.

L'esprit de ces normes cantonales est en parfaite concordance avec l'esprit des normes musulmanes.

L'esprit de ces normes cantonales est en parfaite concordance avec l'esprit des normes musulmanes. Par conséquent, rien ne justifie un traitement spécial pour les musulmans, contrairement à ce que pourraient faire croire les deux documents cités plus haut.

## **Chapitre VII.**

### **Permanence des tombes**

La permanence des tombes a soulevé beaucoup de débats, et des musulmans suisses en ont fait un cheval de bataille qu'ils ont fini par abandonner. Un converti à l'islam est même allé jusqu'au Tribunal fédéral pour demander une concession à perpétuité.

Les anciens Égyptiens croyaient à la nécessité de sauvegarder les corps pour assurer la vie de l'au-delà. Ils les embaumaient et, lorsqu'ils le pouvaient, ils

---

<sup>1</sup> La Harpe; Fryc: La mort et la loi, p. 3.

consentaient à des ouvrages gigantesques comme les Pyramides, lieux sacrés censés inviolables mais que les voleurs ont fini par vider de leur contenu. Les cadavres des pharaons gisent aujourd'hui dans les musées. Et si on passe en revue l'histoire des cimetières, on constate que les humains ont été amenés progressivement à plus de simplification pour des raisons tant théoriques que pratiques:

Sur le plan théorique: on ne se souciait plus du caractère sacré de l'espace funéraire puisque la personne, une fois décédée, rejoignait par son âme un univers parallèle, et que le corps, par conséquent, n'avait plus aucune fonction.

Sur le plan pratique, on ne voulait pas empiéter sur l'espace des vivants. En effet, si on laisse les tombes éternellement à leur place et on les déclare lieux inviolables, la terre sera vite pleine de tombes, ne laissant même pas d'espace pour les vivants.

Pour résoudre ce dernier problème, on entasse les morts les uns sur les autres dans des fosses communes. Mais à un moment donné la terre devient trop encombrée et les corps ont de la peine à se décomposer, avec ce que cela implique comme problèmes de salubrité. On procède alors à la désaffectation périodique des cimetières et à l'exhumation des restes humains pour les incinérer ou les déposer dans des ossuaires. Un troisième système consiste à réduire les corps en cendres immédiatement après la mort, cendres qu'on garde dans des petites urnes ou qu'on disperse dans la nature. Ainsi on est passé des pyramides éternelles aux tombes provisoires, et des tombes provisoires aux cendres que les eaux ou les vents emportent. Mais ce passage ne s'est pas effectué sans résistance. Nous parlerons ici de la permanence et de la désaffectation des tombes, laissant au chapitre suivant la question de l'incinération.

### **1) Normes juives**

Des rabbins permettent la désaffectation des tombes des non-juifs mais ils interdisent la désaffectation celles des juifs. Cette interdiction s'applique en cas de doute sur l'appartenance religieuse des personnes enterrées, et elle concerne aussi bien les cadavres intacts que les ossements. Des rabbins estiment que l'exhumation des corps est un manquement au respect des morts dérivant de la croyance que la mort est irréversible et ne sera pas suivie de résurrection des corps. Un tel geste, selon eux, produit une grande angoisse à l'âme du défunt et peut provoquer la colère de Dieu contre les vivants.

Malgré cette intransigeance, les rabbins admettent l'exhumation des morts et la désaffectation des tombes juives dans les cas suivants:

- L'enterrement a eu lieu dans un terrain sans la permission de son propriétaire.
- La tombe risque d'être endommagée par des eaux ou des égouts.
- La position de la tombe risque d'endommager d'autres tombes.
- Le mort a été enterré dans une tombe avec l'intention de le déplacer ailleurs.
- Le mort est à transférer en Israël ou dans la parcelle d'un ancêtre.

- La tombe cause un dommage au droit du public à accéder à une propriété. Dans ce dernier cas, on peut déplacer non seulement une tombe mais tout un cimetière.

Comme exemple d'intérêt public, des rabbins israéliens disent que s'il est nécessaire de faire passer une route à l'intention d'une colonie sur un cimetière au lieu de la faire passer dans un territoire dangereux contrôlé par l'OLP, il est licite de désaffecter ce cimetière. On ne peut par contre désaffecter une tombe pour construire un logement que s'il y a une pénurie de logements et qu'il n'y pas d'autres solutions. Et même dans ce cas, il serait préférable de construire au-dessus des tombes, au lieu de déterrer les morts.

Des rabbins interdisent de toucher aux tombes juives (et non pas à celles des non-juifs) lorsqu'il s'agit de raisons archéologiques. Priver le public d'une connaissance due à l'archéologie n'est pas un dommage en soi. Mais un rabbin a estimé que toute activité ou projet d'embellissement de la terre d'Israël seront considérés comme d'intérêt public pour lesquels on peut transférer des ossements. Ceci a donné carte blanche à des désaffectations de cimetières en Israël. Le rabbin Yitzchok Breitowitz critique fortement l'État d'Israël parce qu'il procède à la désaffectation des tombes pour les besoins de construction et d'archéologie. Un comité en faveur de la préservation des cimetières a été créé en Israël; il a organisé des manifestations dans les sites archéologiques et de construction. On craint que le peu de respect que l'État d'Israël accorde aux tombes juives soit invoqué par les autres peuples pour ne pas respecter les tombes des juifs chez eux. On estime aussi que le maintien de ces tombes sert comme argument politique pour dire que les juifs sont enracinés dans le pays et non pas des nouveaux arrivants<sup>1</sup>.

On verra que l'incinération est interdite chez les juifs orthodoxes, mais tolérée chez les juifs réformés. Ces derniers cependant interdisent la dispersion des cendres et exigent qu'elles soient déposées dans un cimetière<sup>2</sup>. La *Conférence centrale des rabbins américains* refuse qu'on ouvre une urne pour y déposer les cendres d'un conjoint décédé<sup>3</sup>.

## 2) Normes chrétiennes

Rappelons ici que du temps des Romains, on se débarrassait des corps par l'incinération. On inventa ensuite le système du sarcophage fabriqué avec une pierre corrosive qui détruisait complètement le cadavre en quarante jours<sup>4</sup>. Chez les chrétiens, les morts étaient enterrés dans l'église ou près d'elle soit dans des tombes individuelles, soit dans des fosses communes. Pour faire de la place, les ossements étaient retirés et entassés dans les greniers des galeries ou sur les reins des voûtes<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Breitowitz: The desecration of graves.

<sup>2</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=192&year=narr:> Scattering the Ashes of the Dead, avril 1988.

<sup>3</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=191&year=narr:> The Ashes of a Couple in a Single Urn, février 1990.

<sup>4</sup> Menu: Les services funèbres, p. 24.

<sup>5</sup> Ariès, vol. I, p. 58-60.

La concentration des morts à l'intérieur de l'église ou autour d'elle, dans un milieu habité, portait atteinte à la salubrité de l'air et provoquait des maladies. Il a fallu donc dès la fin du 17<sup>ème</sup> siècle désaffecter les cimetières dans les grandes villes pour les installer hors des zones habitables. Dès le 16 août 1719, faisant état d'une épidémie de scarlatine qui désolait la Ville de Rennes, le Parlement de Bretagne interdit les sépultures dans les églises de la ville et dans celles de la province, ce qui n'allait pas sans contestation de la part des paroissiens<sup>1</sup>. Le roi s'y mêla en 1776 en pratiquant l'incitation fiscale: les villes ou communautés qui feraient acquisition de terrains en vue de créer de nouveaux cimetières seraient dispensées du versement de certaines taxes<sup>2</sup>. Un cimetière n'est plus seulement la terre sacrée des morts sous le contrôle exclusif de l'Église. Elle intéresse de plus en plus les responsables municipaux qui la considèrent comme un bien collectif nécessaire et indispensable à gérer pour la santé et la sécurité des vivants. Les premiers morts dont les villes se débarrassent sont les morts sans importance, les pauvres des hospices, les vagabonds, les soldats, les étrangers, tous ceux qui ne sont pas vraiment intégrés à une paroisse. Certaines villes ne se contentent pas de ce déménagement partiel et ciblé; elles transfèrent tout un cimetière paroissial, et cela parfois de façon précoce<sup>3</sup>.

Il arrivait aussi que les constructions urbaines s'étendent vers les cimetières, nécessitant une nouvelle évacuation et l'éloignement de ces derniers. Et afin que les cimetières ne deviennent pas envahissants, on décida la réouverture des tombes après un certain délai pour y mettre d'autres morts. Les ossements étaient soit laissés dans la tombe, soit mis dans un ossuaire. Ce délai fut fixé en France par le Décret de Prairial du 12 juin 1804 à cinq ans. De ce fait, "les terrains destinés à former des lieux de sépulture seront cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé de morts qui peuvent y être enterrés chaque année"<sup>4</sup>. Signalons ici que du temps de Calvin, on désaffectait les tombes tous les quatre ans<sup>5</sup>.

Malgré cette évolution, l'Église continue à enseigner que le cimetière est un lieu sacré, en dehors du commerce, et que les morts doivent y rester jusqu'à la résurrection. L'idée de la permanence de la tombe trouve un écho dans le Code de droit canon de 1917 qui dit à son canon 1214

§1 Sans l'autorisation de l'Ordinaire, on ne peut exhumer aucun cadavre, n'importe où que ce soit, à qui ait été donné une sépulture ecclésiastique perpétuelle.

§2 L'Ordinaire n'accordera jamais la permission si le cadavre ne peut être distingué des autres avec certitude.

Et même si l'Église catholique a fini par accepter à contre cœur l'incinération, comme on le verra dans le chapitre suivant, elle estime que les cendres doivent être

---

<sup>1</sup> Lassère, p. 25.

<sup>2</sup> Ibid., p. 31.

<sup>3</sup> Ibid., p. 22-23.

<sup>4</sup> Ibid., p. 105.

<sup>5</sup> Rohner-Baumberger, p. 33.

au moins conservées dans un cimetière. Ainsi le 19 sept. 1989, la Congrégation romaine du culte divin et des sacrements a précisé les points suivants concernant ces cendres:

Il est dû aux cendres le même respect que celui réservé au corps du défunt et à ses restes;

Les cendres doivent être dûment et correctement placées dans un compartiment du cimetière ou un lieu adéquat, en tenant compte des lois civiles en la matière (elles ne doivent donc pas être dispersées ou non conservées);

Les cendres, une fois placées, ne doivent pas changer de place ou être enlevées, mais doivent conserver la même stabilité que toute autre dépouille<sup>1</sup>.

### **3) Normes musulmanes**

#### **A) Doctrine classique**

Le Coran ne dit rien concernant la permanence et la désaffectation des tombes. On rapporte cependant que Mahomet avait désaffecté des tombes de polythéistes pour y construire sa propre mosquée à Médine. Certains récits de Mahomet incitent au respect des tombes. Ainsi il aurait interdit de marcher avec des souliers de cuir parmi les tombes<sup>2</sup>. Ayant vu une personne assise sur une tombe, il lui aurait ordonné: "Lève-toi de cette tombe; ne nuis pas à son propriétaire et il ne te nuira pas"<sup>3</sup>. Il aurait aussi dit: "Celui qui s'assoit sur une tombe, c'est comme celui qui s'assoit sur un brasier"<sup>4</sup>. Une forme de ce récit précise: "Celui qui s'assoit sur une tombe pour uriner ou déféquer, c'est comme celui qui s'assoit sur un brasier"<sup>5</sup>. Un fameux récit ajoute: "Casser les os d'un mort c'est comme casser les os d'un vivant"<sup>6</sup>.

Ces interdictions partent du respect que les humains doivent aux morts, mais aussi de la croyance selon laquelle les morts entendent les vivants parler, et sentent les pas de ceux qui marchent près de leur tombe<sup>7</sup>.

À partir de ces récits, les légistes classiques se sont demandé s'il était possible d'exhumer le mort, de réutiliser la tombe pour y enterrer une autre personne, et de construire ou planter sur un terrain contenant une tombe après ou sans exhumation des ossements.

Ibn-Qudamah estime que si on est certain que le corps du mort a été dissous et est devenu de la terre, il est permis d'ouvrir la tombe pour y enterrer une autre personne. En cas de doute, on consultera les experts en la matière. Si on trouve des ossements dans la tombe, on les enterre de nouveau et on fait une fosse ailleurs. On

---

<sup>1</sup> Enterrement ou crémation.

<sup>2</sup> Abu-Da'ud, récit 2811; Al-Nisa'i, récit 2021.

<sup>3</sup> Ahmad, récit 20934.

<sup>4</sup> Al-Nisa'i, récit 2017; Muslim, récit 1612; Abu-Da'ud, récit 2809.

<sup>5</sup> Ibn-Rushd: Bidayat al-mujtahid, vol. 3, p. 54-55; Al-Shawkani: Nayl al-awtar, vol. 4, p. 136.

<sup>6</sup> Abu-Da'ud, récit 2792; Ibn-Majah, récit 1605.

<sup>7</sup> Voir Partie II, chapitre III.3.A.

peut par contre exhumer un mort d'une tombe malsaine pour le transférer dans une autre tombe. Il en est de même si on a oublié de mettre le mort dans un linceul<sup>1</sup>.

Al-Nawawi permet d'exhumer le mort s'il a été enterré avec le visage tourné vers une autre direction que la Kaaba, sauf si on craint la détérioration du corps. Il en est de même si la tombe ou le linceul sont volés. Il signale que certains juristes estiment, dans ce cas, qu'il faut compenser le propriétaire du linceul au lieu d'exhumer le mort. On peut ouvrir la tombe si un bien d'autrui s'y trouve ou si le mort a avalé un bijou appartenant à autrui. Dans ce dernier cas, on ouvre son ventre pour en sortir le bijou<sup>2</sup>. Si le corps du mort est dissous, on peut réutiliser la tombe pour un autre mort tout comme on peut faire usage de la terre pour les besoins de l'agriculture ou de la construction. La durée de la dissolution du corps dépend du pays et des terrains; on consultera à cet effet les experts en la matière. Il est interdit de restaurer une tombe effacée pour donner l'impression qu'elle est neuve, empêchant ainsi les gens d'y enterrer un autre mort<sup>3</sup>. Si on ouvre une tombe et on y trouve des ossements, certains estiment qu'il faut refermer la tombe, d'autres disent au contraire qu'on peut les mettre dans un coin de la tombe et enterrer le mort dans celle-ci. Lorsqu'il y a de nombreux morts pour cause d'épidémie, de destruction, d'inondation ou autres calamités, on peut enterrer deux, trois ou plus dans la même tombe. Et s'il y a un homme, un enfant, un hermaphrodite et une femme, on les met dans la tombe dans cet ordre. On ne peut enterrer une femme et un homme dans la même tombe qu'en cas de nécessité, en mettant de la terre entre eux comme séparation<sup>4</sup>.

Al-Bahuti (d. 1641) permet de réutiliser une tombe si le corps du mort a été dissous, dissolution dont la durée dépend de la région, une région chaude détruisant le corps plus rapidement qu'une région froide. Comme Al-Nawawi, il interdit de restaurer une tombe effacée pour donner l'impression qu'elle est neuve, empêchant ainsi les gens d'y enterrer un autre mort. Il permet d'utiliser le terrain d'un cimetière pour l'agriculture et la construction<sup>5</sup>.

Ibn-Abidin écrit qu'il est préférable d'enterrer chacun dans une tombe, sauf en cas de nécessité. On n'ouvre une tombe pour la réutiliser que si le premier enterré est redevenu terre, n'y laissant pas d'ossements. Mais si l'on trouve des ossements, on les met de côté et on les sépare du nouveau mort par de la terre. Il rejette la position rigoriste qui interdit la réutilisation de la tombe, parce qu'il n'est pas possible de préparer une tombe exclusive pour chaque personne dans les régions peuplées sans que les tombes envahissent les plaines fertiles et les régions en friche. Il indique que certains légistes classiques ont permis de construire sur les tombes et d'utiliser la terre des cimetières pour l'agriculture si les corps ont péri<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibn-Qudamah: *Al-mughni*, vol. 2, p. 391.

<sup>2</sup> Al-Nawawi: *Al-majmu'*, vol. 5, p. 298-300.

<sup>3</sup> Al-Nawawi: *Rawdat al-talibin*, vol. 2, p. 143.

<sup>4</sup> Al-Nawawi: *Al-majmu'*, vol. 5, p. 284-285.

<sup>5</sup> Al-Bahuti: *Kashshaf al-qina*, vol. 2, p. 143-144. Voir aussi Al-Nawawi: *Al-majmu'*, vol. 5, p. 284.

<sup>6</sup> Ibn-Abidin: *Rad al-muhtar*, vol. 2, p. 234.



Al-Tabatba'i, auteur chiite, interdit d'ouvrir les tombes des martyrs, des savants, des justes et des enfants des imams même si leurs corps sont dissous et quelle que soit la durée de l'enterrement. Cette interdiction s'applique notamment lorsque ces tombes servent de lieu de pèlerinage. Quant aux autres tombes, on peut les ouvrir dans les cas suivants:

- Si le mort est enterré dans une tombe ou un linceul volés, à moins que le propriétaire accepte une compensation, ou si le mort a avalé un bien volé ou faisant partie de la succession.
- S'il a été enterré sans linceul ou sans être lavé. Par contre, on ne doit pas ouvrir la tombe s'il n'a pas été mis en direction de la Kaaba<sup>1</sup>.
- S'il est nécessaire de voir le corps pour établir un droit.
- S'il est enterré dans un cimetière qui ne lui convient pas comme le cimetière des *mécréants*, ou si un *mécréant* a été enterré avec lui, ou s'il a été enterré dans un fumier, des égouts ou autre lieu qui violent son immunité<sup>2</sup>.
- S'il y a une nécessité ou un intérêt important.
- Si on a peur que le mort soit déterré par un fauve, un torrent ou un ennemi.
- Si c'est pour transférer le mort dans un lieu saint comme la Mecque ou autre parce que la présence du mort dans ces lieux protège contre la souffrance de la tombe et de la question des deux anges<sup>3</sup>.

Al-Tabatba'i ajoute qu'il est permis d'effacer les traces des tombes lorsqu'on sait que les morts sont dissous. Mais par précaution il est préférable de ne pas le faire s'il n'y a pas de nécessité<sup>4</sup>.

Al-Shawkani adopte une position plus rigoureuse. Il estime que seul le cimetière des musulmans ne sera pas désaffecté, contrairement à celui des non-musulmans. Ces derniers, dit-il, sont sous la protection des musulmans tant qu'ils vivent et paient le tribut. Une fois morts, ils perdent cette protection et finissent en enfer. On ne peut pas mettre sur un pied d'égalité le cimetière des *mécréants* qui vont en enfer et celui des musulmans. La tombe de l'ennemi (*harbi*) peut aussi être désaffectée comme l'avait fait Mahomet qui avait construit sa mosquée sur un cimetière des polythéistes après avoir désaffecté leur tombes. Il rapporte cependant une opinion du 9<sup>ème</sup> siècle selon laquelle le cimetière du non-musulman (*dhimmi*) comme celui du musulman bénéficient d'une immunité absolue, de la terre jusqu'aux étoiles. On ne peut donc les désaffecter, construire sur leur terrain, ou même étendre des branches de vigne par-dessus. Cette immunité ne disparaît que si les tombes et les ossements sont emportés par un torrent. Al-Shawkani dit que si Mahomet interdit de marcher avec des souliers parmi les tombes, à plus forte raison il est interdit de planter un cimetière, de modifier ses traces et d'enlever son contenu<sup>5</sup>. Al-Shawkani permet cependant d'ouvrir une tombe pour récupérer un

---

<sup>1</sup> Al-Tabatba'i: Mustamsak al-urwa al-wuthqa, vol. 4, p. 268-269.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 4, p. 269.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 4, p. 268-272.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 4, p. 68.

<sup>5</sup> Al-Shawkani: Al-sayl al-jarrar, vol. 1, p. 370-371.

bien d'autrui avalé par le mort, ou lorsque la tombe se trouve sur un terrain volé, ou si le mort a été enterré sans être lavé et sans linceul à moins que le corps ne se soit détérioré<sup>1</sup>.

## **B) Opinions et pratiques modernes**

Avec l'expansion de l'urbanisation, les pays musulmans se sont demandé s'il est possible de désaffecter les tombes. Nous donnons ici des *fatwas* de plusieurs pays musulmans.

### **a) Arabie saoudite**

Une circulaire du Ministre des affaires municipales de novembre 1977 stipule:

On constate dans les cimetières de la Mecque, notamment celui de Mu'alla que les morts sont enterrés dans une fosse et non pas dans une niche. Plusieurs morts sont placés ensemble dans le sens que les tombes sont ouvertes après trois mois, les ossements sont mis dans un coin et ce qui reste de la chair et des détritiques est aspergé d'insecticide et de terre, et ensuite on ramène d'autres morts qui sont placés dans la même fosse. Ceci est contraire aux décisions des grands savants religieux n° 36 du 14/2/95 hégire et n° 46 du 20/8/96 hégire qui disent: "Le transfert des ossements et leur emplacement dans un coin de la tombe implique souvent leur brisure et leur séparation les uns des autres, ce qui constitue une humiliation pour les morts et une exhumation sans justification. Tout cela n'est pas licite en vertu de ce qu'ont rapporté Abu-Da'ud et Ibn-Majah selon Ayshah que le Messager a affirmé: "Briser les os d'un mort c'est comme briser les os d'un vivant". Pour cette raison, il n'est permis de rien faire dans les cimetières qui puisse porter atteinte à l'immunité et à la dignité des enterrés.

La *Commission de fatwa saoudienne* indique qu'il est préférable de mettre chaque mort dans une tombe, mais en cas d'épidémie, de combat ou autre, on peut mettre deux ou trois morts dans la même fosse, en plaçant en premier vers la Mecque celui qui est le meilleur en religion, comme l'avait fait Mahomet lors de la Bataille d'Uhud<sup>2</sup>. S'il s'agit d'enfants mort-nés avant quatre mois de grossesse, on peut en mettre plusieurs dans la même fosse<sup>3</sup>.

Ibn-Baz écrit que si le corps a été dissous, on peut transférer les ossements dans un autre lieu en cas de besoin. Sinon, on laisse les tombes comme elles sont<sup>4</sup>.

### **b) Émirats Arabes Unis**

La municipalité de Dubaï a sollicité en 1970 l'avis d'Al-Qaradawi concernant des canaux d'égouts qu'elle voulait faire passer par un cimetière dans lequel l'enterrement avait cessé depuis dix ans et dont des tombes dataient de plus de vingt-cinq ans. Elle lui a signalé que si on faisait passer ces canaux à l'intérieur de la ville, cela conduirait à des dommages graves pour les intérêts publics et bloquerait totalement la circulation, ce qui nuit aux affaires et au commerce dans la ville et porte préjudice aux constructions proches des excavations. Al-Qaradawi dit

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 1, p. 369.

<sup>2</sup> Fatawi al-lajnah al-da'imah, vol. 8, p. 435.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 8, p. 436.

<sup>4</sup> Ibn-Baz: Min ahkam al-jana'iz, p. 31.

que la loi islamique vise à prévenir les dommages, et que le dommage mineur doit être préféré au dommage majeur. Si donc la ville risque de subir des dommages importants par le passage des canaux à son intérieur, il est permis de les faire passer par le terrain du cimetière et de transférer ce qui s'y trouve dans un autre cimetière. Il cite à cet effet le Calife Mu'awiyah qui, pour faire passer l'eau des sources dans la Médine, a fait transférer les corps des martyrs en les exhumant alors que certains étaient humides. Un des corps a été touché par une pioche et le sang en a coulé. Or aucun des compagnons de Mahomet n'a protesté, ce qui constitue un consensus de leur part. Al-Qaradawi en conclut qu'il est possible de disposer du cimetière mentionné à trois conditions:

- Se limiter à la partie dans laquelle on n'a plus enterré depuis 25 ans, à moins qu'il soit nécessaire d'utiliser l'autre partie ou si les eaux usées ont atteint ou risquent très probablement d'atteindre tout le cimetière. Et dans ce cas, il convient de transférer toutes les dépouilles.
- Les employés chargés de l'excavation doivent veiller à ce que les os des morts ne soient pas brisés en raison du récit de Mahomet qui dit: "Briser les os d'un mort c'est comme briser les os d'un vivant".
- Les os trouvés doivent être réunis et transférés avec respect à une autre place pour y être enterrés selon l'opinion des experts et des autorités religieuses<sup>1</sup>.

### c) Qatar

Le Président des tribunaux islamiques et des affaires religieuses à Qatar écrit qu'on peut démolir une mosquée si cette démolition est dictée par l'intérêt public et l'aménagement du territoire, au même titre qu'on peut détruire les maisons des vivants. Il rapporte des cas dans l'histoire où, pour des raisons de sécurité, on a démoli une mosquée pour installer sur son terrain un marché public, et on a installé la nouvelle mosquée sur le terrain de l'ancien marché. Or si on peut disposer d'un lieu aussi sacré que la mosquée, *a fortiori* on peut disposer d'une tombe ou d'un cimetière si cela est dicté par l'intérêt général<sup>2</sup>.

Cet auteur explique que les tombes étaient jadis établies auprès des habitations au point qu'on trouvait parfois entre dix et vingt cimetières dans un petit village. Mahomet a excavé les tombes qui se trouvaient sur un terrain destiné à recevoir sa mosquée à Médine. On peut donc disposer des tombes, quel que soit celui qui y est enterré, dans l'intérêt des vivants, comme pour faire passer une route ou l'élargir. Même si le vivant refuse de céder sa maison, on le force de le faire et on l'indemnise. L'indemnisation du mort consiste à transférer ses ossements dans un lieu similaire à la tombe pour les y enterrer. Et si le terrain comporte de nombreuses tombes, il suffit de niveler le terrain et de faire passer la route sur les tombes, sans nécessité d'exhumer les ossements. Cela est plus respectueux pour les morts que de les exhumer. Certes, des récits de Mahomet interdisent de marcher sur les tombes ou de s'y asseoir, par respect pour les morts, mais s'il y a une raison

---

<sup>1</sup> Al-Qaradawi: Min huda al-islam, vol. 1, p. 729-733.

<sup>2</sup> Al-Mahmud: Jawaz al-iqtita'f min al-masjid wal-maqbarah, p. 11-12.

de le faire, cela est licite. Le mort dans tous les cas ne sent rien même s'il est réduit en cendres<sup>1</sup>.

#### **d) Égypte**

En 1895, la *Commission de fatwa égyptienne* a affirmé que les terrains consacrés (*waqf*) pour l'enterrement des morts musulmans ne peuvent pas être utilisés pour un autre but. Tel est le cas du versant de la Montagne Al-Muqattam qui a été institué comme *terrain consacré* depuis le Calife Umar<sup>2</sup>.

En 1907, la Commission en question dit qu'il est possible de transformer un cimetière, dans lequel on n'enterre plus depuis quarante ans, en terrain agricole, sans nécessité de désaffecter les tombes. Il suffit pour cela de niveler les tombes<sup>3</sup>.

En 1920, le Ministère de l'intérieur a demandé à la Commission s'il était possible de désaffecter un vieux cimetière à Port-Saïd dont les ossements avaient été transférés dans un autre lieu et de disposer du terrain en vendant une partie pour couvrir les frais du transfert des ossements, et en utilisant le reste pour une pépinière et un local de réparation de véhicules de la ville. La Commission a répondu négativement, estimant que le terrain restait un cimetière même si les ossements étaient transférés ailleurs<sup>4</sup>. Le Ministère de l'intérieur est revenu à charge pour préciser que ce cimetière est propriété de l'État, que des déchets y sont jetés, et que de la terre en est enlevée, créant des fosses pleines d'eau et formant une zone dangereuse pour la santé de la population. La Commission a alors révisé sa décision estimant que si le cimetière est propriété de l'État et si les morts sont devenus de la terre, on peut en disposer<sup>5</sup>.

En 1959, la Commission dit que le cimetière constitue un *terrain consacré*. Dès qu'on n'y enterre plus, que les tombes s'effacent, que les gens ne l'utilisent plus, et qu'il n'y a plus d'ossements, le cimetière revient à son propriétaire ou à ses héritiers s'ils sont connus. Sinon les habitants de la localité peuvent vendre son terrain, et le chef d'État peut en disposer pour y faire passer une route<sup>6</sup>.

En 1967, la Commission dit qu'en principe on ne doit désaffecter les tombes que s'il y a une raison, et une tombe ne peut être réouverte pour y mettre un autre mort que si le corps du premier mort a été dissous. Mais s'il reste des ossements, on les met de côté et on enterre le nouveau mort en mettant une séparation de terre entre les deux. On peut aussi enlever les ossements d'un cimetière pour les mettre de côté et réutiliser le cimetière pour d'autres morts lorsque le cimetière est plein<sup>7</sup>.

En 1969, la Commission dit que le cimetière désaffecté dont les ossements ont péri peut être utilisé, que ce cimetière soit un *terrain consacré* ou destiné à l'intérêt public. Il s'agissait d'un cimetière dans lequel les enterrements avaient cessé depuis 50 ans. Le Ministère de la santé a alors autorisé les habitants de transférer les

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 13-17.

<sup>2</sup> Al-fatawi al-islamiyyah, vol. 4, p. 1165-1166, no 571; voir aussi no 1165.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 4, p. 2030, no 3438.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 4, p. 1169-1170, no 573.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 4, p. 1173-1174, no 575.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 20, p. 7752-7753, no 3438.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 20, p. 7385-7386, no 3293.

ossements dans un autre cimetière et son terrain a été nivelé pour en faire un terrain de football et, par la suite, pour y construire une école primaire avec les services hygiéniques annexes (toilettes et autres). La Commission a relevé que les légistes classiques ont divergé sur ce point, mais qu'elle a choisi l'opinion la plus conforme à l'intérêt public au lieu de laisser le terrain vague, à condition qu'on n'y laisse pas de restes mortuaires<sup>1</sup>.

Répondant au Mufti de Singapour, Jad-al-Haq écrit en 1994 qu'il est préférable d'enterrer les morts séparément, mais il est permis de mettre dans la même tombe plusieurs personnes, en les séparant avec de la terre. Il cite un récit de Mahomet qui aurait dit aux Ansar après la Bataille d'Uhud: "Faites une tombe large et profonde et mettez deux hommes ou trois dans la même tombe, à commencer par celui qui connaît mieux le Coran". Il mentionne aussi qu'on enterrait l'homme et la femme dans la même tombe, en mettant l'homme devant, face à la Kaaba, suivi de la femme. Et si le mort est dissous, on peut ouvrir la tombe pour y mettre un autre mort. Il est aussi bon d'enterrer les parents ensemble parce que cela facilite les visites<sup>2</sup>. Al-Sharabasi, professeur à l'Université de l'Azhar, écrit:

Si quelqu'un est enterré dans une tombe, celle-ci devient comme un *bien consacré* pour lui. Il n'est pas permis d'y porter atteinte ou de la violer tant que le mort a de la chair et des os. Mais lorsque le corps est dissous et que le mort devient de la terre, le terrain de la tombe peut être utilisé de différentes manières, en y enterrant un autre mort, en le transformant en terrain agricole, en y construisant des bâtiments, en y résidant ou pour toute autre utilité. Par conséquent, rien n'empêche, du point de vue de la religion, d'ouvrir des routes ou de construire des bâtiments sur l'emplacement du cimetière s'il ne s'y trouve plus de corps ou d'ossements<sup>3</sup>.

#### e) Liban

On posa la question suivante à Fadl-Allah, autorité religieuse chiite:

J'ai hérité une terre qui contient une tombe de mes ancêtres et avec le temps le prix de la terre a augmenté. Si nous souhaitons la vendre ou y construire, l'emplacement de la tombe empêche cela ou en réduit considérablement le prix. Peut-on transférer le mort dans une autre place dans la même terre ou dans le cimetière du village? Quelle est la solution à ce problème?

Fadl-Allah répondit:

Il n'est pas permis d'exhumer le mort et de transférer ses restes dans une autre terre ou dans un cimetière du village pour pouvoir vendre la terre ou y construire dans un but de profit. On peut par contre transférer le corps si on craint qu'il subisse une humiliation de la part des autres dans l'avenir ou s'il y a un intérêt pour le mort de se trouver dans le cimetière en raison du grand nombre de visiteurs qui demandent miséricorde pour les morts<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 7, p. 2431-2432, no 1046.

<sup>2</sup> Jad-al-Haq: Buhuth wa-fatawi, vol. 5, 1995, p. 437-442.

<sup>3</sup> Al-Sharabasi: Yas'alunak, vol. 1, p. 444-445.

<sup>4</sup> Fadl-Allah: Al-masa'il al-fiqhiyyah, vol. 2, p. 85-86.

Dans une autre *fatwa*, il dit qu'il est permis d'exhumer le mort si son intérêt ou l'intérêt de personnes déterminées l'emportent sur d'autres considérations. Par exemple:

- Si le mort a été enterré sans linceul, sans être lavé et sans être dirigé vers la Kaaba.
- Si c'est nécessaire de voir son corps pour confirmer un droit ou pour connaître le délit commis contre le mort.
- Si le mort est enterré dans un lieu où on craint les fauves, le torrent ou les égouts.
- S'il a demandé d'être enterré dans un lieu donné<sup>1</sup>.

En creusant les fondements d'une maison, on a trouvé des tombes qui semblent être celles de musulmans. Fadl-Allah précise qu'en principe on ne doit pas creuser une tombe pour pouvoir construire une maison. Mais si on l'a déjà fait, on peut transférer les ossements dans un autre lieu, surtout s'il s'agit d'un lieu consacré<sup>2</sup>.

Hasan Khalid, mufti du Liban, écrit en 1986 qu'il n'est permis de désaffecter les tombes qu'en cas de nécessité comme lorsqu'il n'y pas de place pour enterrer une autre personne, mais il faut s'assurer que le mort est complètement décomposé<sup>3</sup>.

#### **f) Maroc**

Un auteur marocain dénonce l'état lamentable dans lequel se trouvent la plupart des cimetières musulmans délaissés sans réglementation précise. Cette situation est due aux normes de l'école malikite dont l'opinion dominante interdit de déplacer les tombes et de changer leur nature. Certains de ces cimetières se trouvent, en raison de l'extension de l'urbanisation, dans des zones habitées, près des routes publiques, entravant la circulation. Cet auteur signale que la question des cimetières musulmans ne constitue pas une question tranchée de façon définitive, et qu'il y a eu un changement dans la position des autorités religieuses de son pays à cet égard.

Ainsi, à la fin des années 1970, le gouverneur de Rabat et de Salé a demandé au Ministère des biens religieux et des affaires islamiques s'il est possible de construire dans les cimetières tombés en ruine. Le Ministère n'avait pas de réponse à cette question et l'a alors remise aux *Conseils scientifiques religieux* du Royaume pour prendre une décision. Il y a eu deux réponses négatives:

- Il n'est pas permis de modifier les cimetières des musulmans tant qu'ils contiennent des restes des corps des morts. Un tel changement leur fait du mal, plus que le fait de marcher sur les tombes ou de s'y asseoir, sauf cas de nécessité. Tout ce qui fait du mal au vivant fait du mal au mort. Le vivant peut se protéger contre un tel mal, mais le mort ne le peut pas. Casser l'os d'un mort c'est comme casser l'os d'un vivant, comme le dit un récit de Mahomet. La tombe est un *habs* (bien religieux). Il est interdit de marcher dessus ou de

---

<sup>1</sup> Ibid., vol. 2, p. 86-89.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 2, p. 87.

<sup>3</sup> Khalid: *Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat*, p. 123.

l'ouvrir tant que le mort s'y trouve. De ce fait, tout changement dans les cimetières comme une construction, route ou autre activité similaire est interdit. L'unique changement possible est de continuer à y enterrer d'autres morts à la suite de la dissolution des corps après une longue période. Telle est la pratique des musulmans depuis les anciens temps.

- Il n'est pas permis de faire des projets sociaux ou d'urbanisation sur les tombes. Ceci figure dans de nombreux récits qui interdisent tout ce qui fait du mal au mort. C'est le cas du récit de Mahomet qui dit: "Il vaut mieux pour l'un de vous de s'asseoir sur une braise ardente qui brûle ses habits jusqu'à atteindre sa peau, que de s'asseoir sur une tombe". Or, il ne fait pas de doute que la réalisation de projets d'urbanisation dans les cimetières fait du mal aux morts. Mahomet a même interdit de marcher avec les souliers entre les tombes parce que le mort entend le bruit des semelles. C'est pourquoi, les légistes classiques ont interdit de faire une construction, un hôtel, ou un terrain agricole sur les tombes des musulmans du fait que les animaux marcheront sur les tombes. Par conséquent, il est absolument interdit de modifier le statut du cimetière. Le lieu où est enterré un musulman est un bien propre au mort tant qu'il y reste quelque chose de lui, jusqu'à ce qu'il périsse. S'il périt, une autre personne y sera enterrée. Mais s'il reste des ossements, la tombe bénéficie d'une immunité et il n'est pas permis d'y enterrer une autre personne ou de l'ouvrir selon l'unanimité des opinions<sup>1</sup>.

Mais dans les années 1980, la Ville de Salé a demandé s'il était permis de créer une route publique sur un cimetière. Le Conseil scientifique de Rabat et Salé donna alors une réponse différente des deux précédentes:

Les cimetières en question sont anciens et on n'y enterre plus personne depuis des décennies. Leur état de conservation est lamentable à l'extrême et des déchets et autres impuretés y sont entassés. Vu cette situation et en raison de l'intérêt public dans la création d'une route, rien n'empêche le transfert des dépouilles de ce cimetière dans une autre place appropriée et sûre. Si on en laisse une partie, elle doit être clôturée et protégée de la pollution et l'impureté<sup>2</sup>.

### **C) Position extrême**

On constate que les légistes classiques et les autorités religieuses modernes ont su trouver des solutions pratiques au problème des cimetières en permettant la réutilisation des tombes et la désaffectation des cimetières pour y faire des constructions et des routes. Mais, comme dans le passé, il y a toujours des personnes qui refusent de porter atteinte au repos des morts. Tel est par exemple le cas d'Al-Albani. Partant du récit: "Briser l'os du mort croyant c'est comme briser l'os d'un vivant", il estime qu'il n'est permis d'ouvrir une tombe que s'il n'y reste rien, ni chair ni ossements. Si tout a disparu, on peut réutiliser la tombe ou transformer le cimetière en un terrain agricole ou de construction. Mais cet auteur ajoute:

---

<sup>1</sup> Deux avis religieux cités par Bukhal, p. 58.

<sup>2</sup> Avis cité par Bukhal, p. 58.

De cela tu comprends le caractère illicite de ce que commettent certains gouvernements musulmans en effaçant des cimetières musulmans et en les désaffectant en vue de l'aménagement territorial, sans aucun respect de son immunité et sans tenir compte de l'interdiction de briser les os. Et il ne faut pas imaginer que cet aménagement autorise de telles contraventions. Non, cet aménagement n'est pas nécessaire, mais relève de ce qui est accessoire. Or on ne peut porter atteinte aux morts pour des besoins accessoires. Les vivants doivent s'organiser de telle sorte qu'ils ne portent pas préjudice à leurs morts... Certains pays vont jusqu'à déplacer les cimetières en dehors de la ville, en interdisant d'enterrer dans les anciens cimetières, empêchant les vivants de visiter les morts.... Ces contraventions, selon ce que je crois, sont dues à l'imitation aveugle de l'Europe matérialiste et mécréante qui veut effacer tous les aspects externes de la foi dans l'autre vie et tout ce qui pourrait la rappeler, et non pas, comme ils prétendent, à des raisons d'hygiène<sup>1</sup>.

Al-Albani déduit du récit "Briser l'os du mort croyant c'est comme briser l'os d'un vivant" que seuls les os du croyant doivent être protégés, et non pas les os du *mécréant*. Il est par conséquent interdit de disséquer les morts musulmans dans les cours d'anatomie, mais il est permis de le faire lorsqu'il s'agit de morts *mécréants*. De même, il est permis de désaffecter les tombes des *mécréants* parce qu'elles ne bénéficient pas d'immunité. Il cite à cet égard Al-Shafi'i selon lequel Mahomet avait désaffecté les tombes des *mécréants* pour construire sa mosquée<sup>2</sup>.

#### **4) Conflit avec les normes suisses**

L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* dit:

L'exhumation est exclue; de telle sorte qu'il est nécessaire d'acquérir une concession perpétuelle: les familles des défunts doivent être rendues attentives aux conséquences financières de cette condition.

Dans une autre feuille de cette Fondation datée du mois de novembre 1996, il est dit:

Parmi les contraintes que l'autorité civile helvétique oppose au rite islamique lors d'un enterrement dans les cimetières communaux, la difficulté majeure est évidemment l'exhumation du corps après une vingtaine d'années. En effet, il n'existe pour l'instant toujours pas de moyens d'éviter cette pratique, car l'acquisition dite perpétuelle, par ailleurs fort coûteuse, ne couvre en réalité qu'une durée limitée à moins de 100 ans.

La feuille photocopiée distribuée par la *Fondation culturelle islamique* dit:

Il est strictement interdit de déterrer un mort sans une raison impérieuse, comme par exemple si la toilette du défunt n'a pas été faite ou s'il n'a pas de linceul.

Ces deux positions reflètent en fait une tendance extrême que les légistes classiques et les autorités musulmanes actuelles ont dépassée. De plus, elles sont

---

<sup>1</sup> Al-Albani: *Ahkam al-jana'iz*, p. 295-296.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 299-300.



contraires aux lois cantonales qui accordent des concessions payantes pour des durées limitées afin d'éviter l'extension à l'infini des cimetières. Octroyer aux musulmans une concession à perpétuité signifie leur reconnaître plus de droits que ceux octroyés à la majorité de la population suisse. La Ville de Fribourg n'a d'ailleurs pas manqué de relever ce point. Dans sa lettre du 6 octobre 1993 adressée à la *Fondation culturelle islamique*, elle écrit:

Étant donné que les tombes des musulmans doivent être maintenues à perpétuité, l'emplacement désigné ne pourrait subir aucune autre affectation ultérieure. Une demande d'extension future n'étant pas à exclure, celle-ci impliquerait la diminution des surfaces à disposition pour les défunts de confessions majoritaires et même, l'agrandissement du cimetière...

Enfin, l'impact financier ne peut pas être évalué. En effet, votre Fondation recommande de rendre attentives les familles des défunts au fait que l'inhumation d'un corps, conformément au rite islamique, peut avoir des conséquences financières importantes. Il existe donc un risque que seules les familles solvables ou aisées auraient la possibilité de faire inhumer leurs défunts selon le rite musulman.

Invoquant les articles constitutionnels relatifs à la liberté de conscience et de culte et au droit à un enterrement décent ainsi que des articles des documents internationaux, le Président de la *Fondation des cimetières islamiques suisses*, Abd-Allah Lucien Meyers, un converti, demanda en 1995 à sa commune la garantie d'une durée perpétuelle de la sépulture et le regroupement de toutes les tombes islamiques en un même endroit du cimetière public. La commune accepta de lui accorder une concession de 50 ans avec possibilité de renouvellement pour 20 ans mais refusa l'idée de regrouper les tombes islamiques. Il recourut alors au Conseil d'État zurichois, mais sans succès. Il s'adressa enfin au Tribunal fédéral qui, lui aussi, rejeta sa demande le 5 juin 1999. Le Tribunal fédéral dit:

Même si le système du tournus des tombes tel qu'il est pratiqué dans les cimetières publics devait effectivement, comme le prétend le recourant, entrer en conflit avec la liberté religieuse des personnes de religion islamique, question qui n'a pas besoin d'être tranchée en l'espèce, les collectivités publiques ne seraient pas tenues d'offrir à celles-ci des sépultures de durée illimitée: une telle obligation mettrait en question l'aménagement même et l'exploitation des cimetières publics et constituerait un usage privatif durable du domaine public. Or, même la liberté de religion et des cultes n'impose pas à la collectivité une telle exigence qui limiterait de manière inacceptable sa marge de manœuvre face aux développements ultérieurs. De plus, en vertu du principe d'égalité, des sépultures perpétuelles devraient être offertes à tous les citoyens, ce qui entraînerait d'importants problèmes. Pour ces raisons les exigences religieuses propres à certaines communautés ne sauraient être satisfaites que par la création de cimetières spéciaux... Le simple fait qu'un cimetière spécial propre aux membres de la communauté islamique n'existe pas (encore) dans le

canton n'entraîne cependant pas un droit à obtenir des sépultures éternelles dans les cimetières publics<sup>1</sup>.

Conscient sans doute du problème, Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique*, accepta de mettre de l'eau dans son vin en permettant d'enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps. Il dit devant une commission genevoise en mars 1999:

Pour les musulmans, il n'est pas nécessaire que la tombe soit éternelle. On peut enterrer un défunt par-dessus un autre après la décomposition du corps.... Ils sont ouverts à discuter à combien devrait se monter le laps de temps avant d'enterrer un nouveau défunt dans la même tombe, car ils sont bien conscients de la question de l'espace<sup>2</sup>.

D'autre part, les musulmans cédèrent sur la condition de la concession perpétuelle à Berne et à Bâle-Ville. Les tombes musulmanes, comme toutes les tombes à la ligne, peuvent être réutilisées après vingt ans, sans évacuation des ossements. Mais cette réutilisation est limitée à des musulmans puisque les tombes se trouvent dans un carré réservé aux musulmans. En aucun cas les musulmans n'acceptent qu'un musulman soit mis sur un *mécréant*, ni un *mécréant* sur un musulman.

On peut à cet égard se demander quel est le sens de la perpétuité et comment on peut la réaliser. Si on entend par perpétuité l'enterrement exclusif d'un mort dans une tombe sans jamais être exhumé ou accompagné d'autres morts après un certain temps, cette condition n'est réalisée que par les juifs dans leurs cimetières confessionnels. Et il semblerait que même les juifs de Suisse, selon nos informations, réutilisent les tombes pour résoudre le problème du manque d'espace. Mais dans tous les cas, le privilège de la perpétuité et de l'exclusivité de la tombe accordé aux juifs, tout en étant discriminatoire par rapport aux autres communautés, ne peut être concevable que pour une communauté minuscule. Une communauté aussi nombreuse que la communauté musulmane, si elle souhaitait avoir un cimetière privé avec des tombes réservées exclusivement et perpétuellement à une seule personne, créerait rapidement un problème d'espace. Les légistes musulmans classiques en étaient conscients et lui ont trouvé une solution par la réutilisation des tombes, soit en gardant les ossements dans un coin de la tombe, soit en les entassant ensemble dans un lieu commun du cimetière appelé ossuaire. C'est cette dernière solution qui est pratiquée aujourd'hui à la Mecque selon nos informations malgré la circulaire susmentionnée du Ministre des affaires municipales.

En Suisse, à côté des cimetières privés, il y a les tombes à la ligne, à un prix abordable, ou même gratuites dans certains cantons qui offrent également le cercueil. Ces tombes sont désaffectées généralement après 20 à 30 ans selon les cantons. Rappelons ici qu'en France, les tombes à la ligne sont désaffectées après seulement cinq ans. Les cantons peuvent aussi accorder des concessions pour des

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 125 I 300. Trad. française citée d'après la Revue de droit administratif et de droit fiscal, vol. 56.6.2000, p. 636.

<sup>2</sup> Mémorial des séances du conseil municipal de la ville de Genève, 12.10.1999, p. 1440.

durées plus longues<sup>1</sup>. D'autres formes de sépulture sont aussi possibles dans certains cantons (caveau, enfeu, etc.). Que fait-on alors des ossements après les délais prescrits pour les tombes à la ligne et les concessions? Dans le canton de Fribourg, les ossements sont déposés en une partie du cimetière réservée à cet effet<sup>2</sup>. Dans le canton du Valais, "les restes humains exhumés sont à remettre dans la même fosse ou à déposer dans une autre partie du cimetière réservée à cet effet"<sup>3</sup>. Dans le canton de Vaud, trois solutions sont proposées:

- Si les proches le demandent, les ossements peuvent être transférés dans une concession de tombe.
- Les ossements peuvent être remis aux proches, sur leur demande, exclusivement aux fins d'incinération.
- S'il n'est pas fait application des chiffres 1 et 2 la commune conserve ces ossements en terre, les dépose dans un ossuaire, ou les incinère<sup>4</sup>.

Il est évident que le système de la perpétuité des tombes tel que réclamé par certains musulmans en Suisse ne peut pas fonctionner en Suisse. Ces musulmans doivent réviser leurs conceptions étroites et opter pour des solutions plus larges, solutions que les légistes musulmans classiques ont trouvées depuis des siècles. Le seul problème qui se poserait pour eux c'est dans le cas où les ossements seraient incinérés comme c'est parfois le cas dans le canton de Vaud. En effet, les milieux musulmans estiment que l'incinération est contraire à leurs normes religieuses. Mais est-ce vraiment le cas? C'est ce que nous verrons dans le chapitre suivant.

## **Chapitre VIII. Incinération**

L'incinération, une manière de disposer du corps humain par le feu, a pour but de le réduire en cendres rapidement, ce même résultat nécessitant plusieurs décennies, voire des siècles si le corps est enterré. On est donc en face du même aboutissement mais plus rapide.

Connue dans l'antiquité parmi les Grecs, les Romains et les Nordiques, l'incinération est toujours pratiquée dans certaines civilisations asiatiques comme en Inde et au Japon. Reprouvée à travers les siècles par les trois communautés juive, chrétienne et musulmane, elle revient aujourd'hui en force en Occident parmi les chrétiens. Le débat a pris naissance au temps de la Révolution française. Certains voulaient même que cette pratique soit obligatoire. Mais c'est l'Italie qui prit la tête du mouvement, à Milan d'abord. C'est de cette ville que partit l'*Organisation des sociétés de crémation* et qu'a eu lieu la première incinération, le 22 janvier 1876, celle du baron Albert Keller. C'est encore à Milan que fut

---

<sup>1</sup> Dans le canton de Vaud la concession peut aller de 30 à 99 ans (Article 55 du Règlement vaudois du 5.12.1986).

<sup>2</sup> Article 6 al. 3 de la l'Arrêté fribourgeois du 5.12.2000.

<sup>3</sup> Article 25 du Règlement valaisan du 16.2.1972.

<sup>4</sup> Article 51 du Règlement vaudois du 5.12.1986.

constituée en 1880 une *Commission internationale pour l'incinération*, composée de délégués de quatorze États. En France, la Chambre des députés vota, le 31 mars 1886, un article de loi disposant que tout majeur en état de tester pouvait déterminer, par testament, le mode de sa sépulture et opter entre l'inhumation et la crémation. On inaugura le premier crématoire à Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1889, au cimetière de Père-Lachaise. Mais l'évolution de la crémation diffère d'un pays à l'autre. Nous donnons ici quelques chiffres indicatifs en ordre croissant pour l'année 1998:

Italie	04.09%
France	14.90%
Autriche	18.05%
États-Unis	23.75%
Belgique	30.97%
Norvège	31.00%
Allemagne	39.10%
Chine	39.60%
Hollande	48.24%
Suède	67.84%
Suisse	67.97%
Angleterre	71.42%
Japon	98.42% <sup>1</sup>

Des juifs libéraux y recourent ainsi que des musulmans, mais on n'en connaît pas le pourcentage, probablement minime. Le retour en force de l'incinération en Occident est dû à plusieurs raisons:

- Raison philosophique: à l'origine, athéisme et anticléricalisme déclarés, auxquels il faut ajouter la minimisation de l'importance du corps associée à la croyance en la réincarnation qui a le vent en poupe, et une désespérance devant une vie tragique cherchant à s'anéantir après la mort le plus rapidement possible (sentiment fréquent chez les malades du sida).
- Raison économique: l'incinération coûte moins cher que l'enterrement traditionnel. Les adversaires répondent que l'économie n'est effective qu'en cas de remise des cendres à la famille ou d'une dispersion. Les autres frais sont identiques: cercueil, transport, personnel, etc.
- Raison écologique: moins polluante, l'incinération permet en outre de limiter l'emprise au sol des cimetières, surtout dans un contexte de forte urbanisation (laisser la terre aux vivants). Un dépliant de la Ville de Bâle indique que sur dix mètres carrés on peut déposer 200 urnes de crémation mais seulement 4 tombes normales<sup>2</sup>. Les adversaires répondent que la fumée des crématoires est

<sup>1</sup> <http://members.aol.com/CremSoc/LegalEtc/Stats/Interntl/1998/StatsIF.html>.

<sup>2</sup> Leitfaden für Bestattungswesen, p. 19.

également polluante. D'autre part, il est important de garder une trace, un lieu de recueillement comme gardien de la mémoire sociale, et de ne pas déshumaniser la société en ne prenant en considération que les arguments économiques ou écologiques.

- Raison hygiénique: l'incinération enraie les épidémies, étant donné que tous les germes de maladies sont détruits par le feu. Elle offre aussi une garantie contre l'empoisonnement des sources et des rivières souterraines.
- Raison juridique: respect des vœux du défunt. Les adversaires répondent qu'être mort ne donne pas tous les droits, il faut aussi tenir compte des intérêts des vivants.
- Raison altruiste: le défunt ne veut pas embarrasser ses survivants avec les contraintes de l'entretien d'une tombe, surtout dans un contexte de grande mobilité où la famille n'est plus liée à une localité précise. Les adversaires rétorquent que cela prive les proches d'un lieu identifiable pour le travail de la mémoire et du deuil<sup>1</sup>.
- Raison pratique: L'*Union suisse de crémation* signale parmi les avantages le fait suivant: "Il arrive souvent que des ensevelissements se fassent par mauvais temps, par la pluie ou par la neige: les assistants, debout près de la tombe ouverte, souffrent de l'humidité et du froid et courent le risque d'attraper un refroidissement dont les suites peuvent parfois être mortelles. Aucun danger de ce genre lors d'une incinération, car toute la cérémonie a lieu dans un local fermé et chauffé"<sup>2</sup>.
- Rapprochement des membres de la famille: Les urnes permettent de mettre plus facilement des membres de la même famille ensemble. Une tombe ne peut être ouverte pour y déposer une autre personne qu'après un certain nombre d'années. Une femme qui meurt cinq ans après son mari aura peu de chance de se faire enterrer près de son mari sauf s'il s'agit d'une concession familiale prévue à cet effet. Il faut à cet égard prendre en considération les frais énormes d'une concession familiale. Dans le canton de Bâle, un caveau familial pour deux personnes pour une durée de 40 ans coûte 11'000.- Sfr.<sup>3</sup>, alors que la tombe ou l'urne ordinaire est gratuite. D'autre part, les urnes peuvent être emportées à la maison et les cendres, si on veut, peuvent être dispersées dans une forêt. En Suisse il est interdit de disperser les cendres dans de l'eau stagnante ou courante.

## 1) Normes juives

L'incinération était couramment pratiquée en Palestine préhistorique. Ceci correspondrait, selon un auteur, à l'absence de croyance en une survie corporelle identique à la vie que l'on mène sur la terre des vivants. Cet auteur en donne une interprétation diamétralement opposée en parlant des Grecs: "Le principe de l'immortalité intrinsèque de l'âme que proclament les philosophes grecs facilite

---

<sup>1</sup> Louveau: L'incinération, p. 1-4.

<sup>2</sup> 75 ans de crémation en Suisse, avantages de l'incinération.

<sup>3</sup> Leitfaden für Bestattungswesen, p. 23.

probablement l'introduction assez généralisée de l'incinération, alors même que ce mode de sépulture est considéré dans d'autres religions antiques comme un châtement divin privant l'homme à jamais de son immortalité, ou compromettant sa résurrection"<sup>1</sup>.

L'Ancien Testament ne dit rien de l'incinération comme moyen de disposer du corps humain. Mais les milieux juifs ont été traditionnellement opposés à cette pratique en se basant sur les versets suivants qui prescrivent l'enterrement:

À la sueur de ton visage tu mangeras ton pain, jusqu'à ce que tu retournes au sol, puisque tu en fus tiré. Car tu es glaise et tu retourneras à la glaise (Genèse 3:19).

Si un homme, coupable d'un crime capital, a été mis à mort et que tu l'aies pendu à un arbre, son cadavre ne pourra pas être laissé la nuit sur l'arbre; tu l'enterreras le jour même, car un pendu est une malédiction de Dieu (Deutéronome 21:22-23).

Ils signalent aussi que l'Ancien Testament prévoit quatre manières de mettre à mort un coupable, et une de ces manières est par le feu. Ainsi si un homme épouse une femme et sa mère, tous les trois seront brûlés (Lévitique 20:14); il en est de même de la fille d'un prêtre qui se prostitue (Lévitique 21:9). La mise à mort par le feu est considérée comme un moyen d'humilier les coupables (Josué 7:15 et 25; Isaïe 30:33). Amos condamne l'incinération des ossements du roi d'Edom (Amos 2:1).

Anchelle Perl, rabbin orthodoxe opposé à l'incinération, estime qu'elle a des effets sur le corps et l'âme. L'âme du juif qui n'a pas été enterré selon les rites erre dans le *monde de l'imagination*. Incapable de trouver un lieu de repos, elle est jetée entre les sphères de ce monde et le monde céleste. De ce fait, chaque juif doit s'efforcer, même à travers des sacrifices financiers, d'assurer à ses bien-aimés un enterrement en conformité avec la loi juive. L'enterrement correspond à la vérité selon laquelle la vie d'une personne ne se termine pas; elle est éternelle. L'enterrement est une purification du corps et la semence de graines à travers lesquelles le mort poussera au moment de la résurrection. L'âme doit à cet effet se séparer du corps par la décomposition naturelle de ce dernier. Par l'incinération on brûle ces graines et on les détruit. Mais ce rabbin se hâte d'ajouter que les juifs victimes de l'Holocauste nazi et autres pogroms ne seront pas pour autant damnés. Il en est autrement de celui qui choisit librement de se faire incinérer. Et si une personne insiste pour être incinérée, nous pouvons ne pas exécuter ses vœux<sup>2</sup>.

Le rabbin Shraga Simmons précise que la décomposition du corps est cruciale. De ce fait, le corps doit être enterré rapidement, dans un cercueil de bois et non pas dans un mausolée qui retarde la décomposition du corps. Si on pratique l'incinération, l'âme souffre à cause de son désengagement soudain et non naturel du corps. L'incinération en outre détruit un os appelé *luz*, terme araméen qui

---

<sup>1</sup> Menu, p. 13, 17.

<sup>2</sup> Perl: Cremation.

signifie l'amande et désignerait le coccyx. Selon la légende juive, Dieu reconstruit le corps humain lors de la résurrection à partir de cet os<sup>1</sup>.

Mais on relève que les israélites avaient brûlé le corps de Saül et de ses fils tombés dans la bataille, puis ils prirent leurs ossements et les ensevelirent (I Samuel 31:12-13). On a aussi estimé que l'important pour l'Ancien Testament est que le mort soit mis en contact avec la terre le plus rapidement possible, quelle que soit la méthode utilisée. Des juifs libéraux ont aussi exploité le mythe de l'os *luz* selon lequel rien ne saurait le détruire, même pas le feu, pour affirmer que l'incinération est permise<sup>2</sup>. Le Grand Rabbin Marcus Nathan Adler de Grande-Bretagne a admis d'enterrer dans un cimetière juif les cendres d'une personne incinérée en 1887. Et une décision de la *Conférence centrale des rabbins américains* de 1893 permet aux rabbins d'officier aux funérailles en cas d'incinération. Cette même position est adoptée par les rabbins réformés européens<sup>3</sup>. Mais du fait que l'incinération est associée à l'Holocauste, on estime aujourd'hui que les rabbins réformés devraient la décourager<sup>4</sup>.

Répondant à une question sur l'incinération, un rabbin réformé dit qu'il encourage tous les juifs à suivre la coutume de l'ensevelissement dans un cimetière juif. Mais si une personne exprime son désir d'être incinérée, il présiderait à ses funérailles. Toutefois, comme compromis avec la tradition, il encourage la famille à mettre les cendres dans un cimetière juif selon le rituel approprié. Ceci permet à une famille d'y venir pour faire son deuil, en présence des autres membres de la communauté juive. Il serait par contre opposé à une cérémonie de dispersion des cendres<sup>5</sup>. La *Conférence centrale des rabbins américains* s'oppose au maintien des cendres dans une maison du fait que le Cohen (prêtre juif) pourrait ne pas y entrer la considérant comme un cimetière<sup>6</sup>.

Un rabbin conservateur affirme qu'il est interdit de disperser les cendres après l'incinération parce que l'incinération est en soi interdite du fait que le corps humain est à l'image de Dieu. Détruire l'homme c'est désacraliser cette image. Ceci aussi viole ce que Dieu a dit à Adam: "Tu es glaise et tu retourneras à la glaise" (Genèse 3:19). Le corps doit donc être enterré pour qu'il se décompose en glaise de nouveau. D'autre part, comme les nazis ont brûlé le corps de leurs victimes, aucun juif ne doit volontairement faire ce que les nazis ont infligé aux juifs<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> Shraga Simmons: <http://www.aish.com/societywork/sciencenature/Cremation.asp> . Voir sur cet os Luz bone, in: The Jewish Encyclopedia, vol. 8, p. 219; Questions and answers, p. 1; Breishis 7:23, cité par Bell: Noach.

<sup>2</sup> Nickels: Cremation versus burial - which?

<sup>3</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=100&year=arr>: Cremation, in: Encyclopaedia judaica; Cremation from the Jewish Standpoint, American Reform Responsa, Central conference of American rabbis, 2000.

<sup>4</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=100&year=arr>: Cremation from the Jewish Standpoint, American Reform Responsa, Central conference of American rabbis, 2000.

<sup>5</sup> <http://www.qn.net/~cbt/quest1.html>: Is cremation allowed in Reform Judaism? What is your policy regarding this funeral practice? Congregation Beth Tikvah.

<sup>6</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=100&year=arr>: Cremation from the Jewish Standpoint, American Reform Responsa, Central conference of American rabbis, 2000.

<sup>7</sup> Kohn: Why is it against Jewish law to spread the ashes.

Signalons enfin que selon le Talmud, Maïmonide et autres sources juives, si une personne donne l'ordre avant sa mort que son corps ne soit pas enterré, on est tenu de ne pas exécuter son ordre<sup>1</sup>.

Un juif demande aux responsables d'un temple réformé juif pourquoi ils soutiennent une installation d'incinération. Ils répondent que selon Genèse 3:19 l'homme retournera à la terre. C'est la raison pour laquelle on utilise un cercueil en bois et on est enterré dans la terre et non pas dans un caveau en béton. Avec l'incinération on revient plus rapidement à la terre et on donne l'occasion d'accomplir un devoir religieux: il est mieux de donner l'argent pour la charité que de l'ensevelir dans la terre. En moyenne, l'inhumation coûte trois à quatre fois plus cher que l'incinération. L'argent épargné doit être dépensé pour la vie future, par exemple en plantant des arbres en Israël, en donnant une bourse d'étude pour une éducation juive, en soutenant des recherches médicales<sup>2</sup>.

Selon nos informations, l'incinération n'est pas pratiquée en Israël parce que les questions des funérailles sont sous les auspices du rabbinat orthodoxe qui y est opposé<sup>3</sup>. Le Rabbin Hervé Krief, de la communauté israélite de Lausanne, m'a informé qu'il est opposé à l'incinération. Il connaît des juifs incinérés en Suisse, mais personnellement il refuse d'y officier<sup>4</sup>.

## **2) Normes chrétiennes**

L'incinération a été connue dans la société grecque et romaine parmi les hautes classes. Ainsi Sulla, Pompée, César et Auguste ont été incinérés.

Pratiquée sur un bûcher qui dévorait d'énormes quantités de combustible, l'incinération ne pouvait convenir qu'aux riches. Les chrétiens ont été dès le début opposés à cette pratique pour différentes raisons dont l'imitation de Jésus enseveli dans une tombe, la croyance dans la résurrection des corps, et le souci de démocratisation. Certains chrétiens ont risqué leur vie pour sauver le corps de leurs martyrs de la destruction tout en estimant que cette destruction ne les privait pas pour autant de la résurrection. Saint Augustin (d. 430) écrit à ce propos que Dieu est capable, en vue de la résurrection des corps, de rappeler toutes les parcelles de notre corps dévorées par les bêtes, consumées par le feu, dissoutes en poussière ou cendres, décomposées dans de l'eau ou évaporées dans l'air. Tout ce qui a été pris du corps lui sera rendu, et le corps dans son ensemble sera ressuscité<sup>5</sup>. La pratique de l'incinération a progressivement reculé dans l'empire romain sous l'effet de la christianisation, sans pour autant disparaître puisque le Concile de Paderborn (785) prévoit la peine de mort contre quiconque fait brûler un corps suivant la coutume païenne.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, l'incinération a connu une nouvelle résurgence. Parmi ses défenseurs, on comptait, entre autres, la franc-maçonnerie qui voulait s'en servir

---

<sup>1</sup> <http://www.ccarnet.org/cgi-bin/respdisp.pl?file=100&year=arr>: Cremation from the Jewish Standpoint, American Reform Responsa, Central conference of American rabbis, 2000.

<sup>2</sup> <http://uahc.org/congs/ca/ca008/cremate.html>: Jewish cremation? Temple Akiba, Culver city.

<sup>3</sup> E-mail de Moe Goldsman Sholomchapels@aol.com du 13.5.2001.

<sup>4</sup> E-mail cil@urbanet.ch du 16 et 17.5.2001.

<sup>5</sup> Augustin, 22:20.



comme moyen pour combattre la religion chrétienne. La réaction de l'Église catholique ne se fit pas attendre en décrétant l'interdiction de l'incinération.

Le 19 mai 1886, un décret du Pape Léon XIII déclare comme illicite "de s'affilier aux sociétés qui se proposent de promouvoir l'usage de l'incinération; et s'il s'agit de sociétés filiales de la franc-maçonnerie, on encourt les mêmes peines portées contre elle". Il ajoute: "Si quelqu'un ordonne de n'importe quelle manière de livrer son corps à l'incinération, il est défendu d'accomplir cette volonté; si cette condition est apposée à un contrat, à un testament ou à un autre acte quelconque, on la considère comme non avenue"<sup>1</sup>.

Un décret du 15 décembre 1886 dit que le cadavre des fidèles qui, par leur propre volonté, auraient fait choix de crémation, et, de notoriété certaine, auraient persévéré jusqu'à leur mort dans cette résolution, sera privé de la sépulture ecclésiastique selon les règles du rituel romain relatives aux pêcheurs publics. Un autre décret du 27 juillet 1892 interdit la célébration publique de la messe pour le repos de l'âme des personnes incinérées (mais on pourra toujours la célébrer en privé), à moins que la bonne foi ne les ait excusées"<sup>2</sup>. Le Code de droit canon de 1917 a repris ces interdictions. Ainsi le canon 1203 stipule:

§1 Les corps des fidèles défunts doivent être ensevelis, leur crémation étant réprouvée.

§2 Il est interdit d'utiliser pour les cadavres le procédé de l'incinération. Toute stipulation en ce sens ne doit pas être exécutée par les ayants cause du défunt. Si elle est insérée dans un contrat, un testament ou un acte quelconque, elle doit être tenue pour non écrite.

Le canon 1204 prive "de la sépulture ecclésiastique, à moins qu'ils n'aient donné quelque signe de pénitence avant leur mort .... ceux qui ont ordonné que leur corps soit livré à l'incinération".

Toutefois, cette position ferme de l'Église n'a pas empêché la progression de l'incinération dans les pays occidentaux sans que nécessairement cette progression soit une manifestation d'hostilité à l'égard de la religion. De ce fait, tout en continuant à marquer sa préférence pour l'ensevelissement des corps, l'Église catholique a fini avec Vatican II par accepter l'incinération. Ainsi, un décret du Saint Office du 5 juillet 1963 a reconnu que "l'incinération du cadavre ne touche pas l'âme et ne s'oppose pas à la Toute Puissance Divine de reconstituer les corps; d'un autre côté, elle ne constitue pas non plus la négation objective de ces dogmes". Ce décret a aboli les peines de l'article 1204, sauf pour ceux qui pratiquent l'incinération pour des raisons anti-catholiques, sans pour autant adhérer au principe de l'incinération: "Pour que le sentiment religieux des fidèles à l'égard de la tradition chrétienne n'en pâtisse pas et pour que l'opposition de l'Église envers l'incinération apparaisse clairement, les rites des obsèques ecclésiastiques et les

---

<sup>1</sup> Lassère, p. 276 et note 85.

<sup>2</sup> <http://newadvent.org/cathen/04481c.htm>: Cremation, in: Catholic encyclopedia, vol. IV, Online edition, 1999.

prières publiques subséquentes ne peuvent jamais se faire à l'endroit même où s'effectue l'incinération"<sup>1</sup>.

Le Code de droit canonique de 1983 a effectué un nouveau revirement. Le canon 1176 §3 dit: "L'Église recommande vivement que soit conservée la pieuse coutume d'ensevelir les corps des défunts; cependant, elle n'interdit pas l'incinération, à moins que celle-ci n'ait été choisie pour des raisons contraires à la doctrine chrétienne". Le canon 1184 §1.2 maintient la privation des funérailles ecclésiastiques, "à moins qu'ils n'aient donné quelque signe de pénitence avant leur mort, .... ceux qui auraient choisi l'incinération de leur propre corps pour des raisons contraires à la foi chrétienne". Il y a donc un renversement de la présomption. Alors que le Code de droit canon de 1917 interdit l'incinération en présumant qu'il s'agit d'une mise en cause de la foi, sauf preuve de pénitence, le Code de 1983 permet l'incinération sauf s'il est prouvé qu'il s'agit d'une mise en cause de la foi. Le Catéchisme de l'Église catholique de 1997 dit à son paragraphe 2300: "Les corps des défunts doivent être traités avec respect et charité dans la foi et l'espérance de la résurrection. L'ensevelissement des morts est une œuvre de miséricorde corporelle (voir Tobie 1, 16-18); elle honore les enfants de Dieu, temples de l'Esprit Saint". Le paragraphe 2301 al. 2 ajoute: "L'Église permet l'incinération si celle-ci ne manifeste pas une mise en cause de la foi dans la résurrection des corps".

Bien que l'incinération soit plus largement diffusée parmi les protestants, on trouve une opposition farouche de la part de certains milieux protestants contre cette pratique. Ainsi, dans un livret intitulé *L'incinération: ce que Dieu en pense?* David W. Cloud, un pasteur baptiste américain, présente les arguments suivants contre l'incinération:

- L'incinération est une pratique païenne, et le Peuple de Dieu a toujours pratiqué l'enterrement. L'auteur mentionne le cas d'Abraham, de Sarah, de Rachel, d'Isaac, de Jacob, de Joseph, de Jean-Baptiste, de Jésus et d'Étienne. Le chrétien doit suivre l'exemple de ce peuple. Il invoque ici Paul qui dit: "Tout ce qui a été écrit dans le passé le fut pour notre instruction" (Romains 15:4); "Cela leur arrivait pour servir d'exemple, et a été écrit pour notre instruction" (I Corinthiens 10:11). L'Ancien Testament rapporte que Joseph a été enterré en Égypte pendant 400 ans et qu'ensuite son corps fut transporté par les juifs durant les 40 ans d'errance dans le désert afin de l'enterrer en Palestine (Genèse 50:24-25; Exode 13:19; Josué 24:32). Or il aurait été plus facile de l'incinérer et de transporter ses cendres, mais cela n'a pas été fait.
- Deutéronome 34:5-6 dit: "C'est là que mourut Moïse, serviteur de Yahvé, en terre de Moab, selon l'ordre de Yahvé; il l'enterra dans la vallée, au pays de Moab". Dieu en personne aurait donc pratiqué l'enterrement.
- L'incinération est contre la foi dans la résurrection des corps. Certes le corps se décompose dans la tombe, mais le fermier enterre sa graine et ne la brûle pas, et ensuite cette graine pousse. Lorsque nous enterrons un être cher, nous plantons

---

<sup>1</sup> Louveau, p. 1-2.

la graine pour la résurrection du corps. Cette résurrection du corps est exprimée dans Job 19:25-27 et dans différentes épîtres de Paul (Romains 8:22-23; I Corinthiens 15:20-23, 35-44 et 51-57; II Corinthiens 5:1).

- Les corps des chrétiens appartiennent à Dieu, et nous n'avons pas le droit d'en disposer par le feu ou par d'autres moyens. Cloud cite ici Paul (I Corinthiens 6:19-20).

Mais si on accorde une telle importance à l'enterrement et si on condamne l'incinération au nom de la foi dans la résurrection des corps, qu'en est-il de ceux qui meurent brûlés dans un incendie, ou ont choisi d'être incinérés? Seront-ils damnés? Cloud répond par une pirouette:

J'ai toujours rappelé ... que la manière de disposer du corps n'a pas de conséquences éternelles. Bien que je croie fermement que l'incinération est contraire à l'Écriture et que le chrétien doit s'en abstenir, la question la plus importante est de savoir si ce décédé-là avait la foi en Jésus-Christ comme sauveur... L'âme de la personne sauvée va immédiatement après le décès pour être avec le Christ. L'âme de la personne damnée descend immédiatement après la mort en enfer. Ce qui a été fait au corps après la mort n'affecte ni la condition de l'âme ni la résurrection à venir. Ainsi, si un bien-aimé a été incinéré, il ne faut pas avoir de crainte le concernant. Cela est fait et n'a pas de conséquences éternelles. Si ce bien-aimé a été sauvé par le sang de Jésus-Christ, le fait qu'il ait été incinéré ne l'empêche pas d'entrer au paradis.

Cloud estime que si un bien-aimé souhaite se faire incinérer, ses proches doivent essayer de le convaincre de ne pas le faire<sup>1</sup>.

La position des autorités religieuses orthodoxes, tant grecques que russes, est restée fidèle à la position chrétienne traditionnelle, continuant toujours à interdire l'incinération et à priver celui qui s'y soumet de rituel religieux. Le rejet est basé sur la sainteté intrinsèque du corps humain et sur la foi dans la résurrection des corps. Le lecteur intéressé trouvera la position de cette Église dans un article de Golubov de mars 1993. En plus des arguments qu'on trouve chez les juifs, les catholiques et les protestants, Golubov insiste sur le fait que l'incinération détruit les os qui, selon lui, préservent l'essence de l'âme, citant à cet égard de nombreux versets bibliques, notamment le texte d'Ézéchiél 37:1-14 qui décrit comment Dieu a fait revivre des os desséchés. Certes, dit Golubov, Dieu est capable de ressusciter même ceux qui ont été dévorés par le feu ou les animaux, mais l'incinération ne saurait être acceptée que dans des conditions très strictes lorsqu'elle est imposée par la loi du gouvernement et seulement pour la durée de cette loi. La décision de l'incinération n'appartient ni à l'individu, ni à la famille, ni même au clergé, mais à l'Évêque<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cloud: Cremation: what does God think? Voir aussi Nickels: Cremation versus burial - which?

<sup>2</sup> <http://www.stots.edu/cremation.html>: Golubov, Alexander S.: Cremation: an option for the orthodox? mars 1993.

### 3) Normes musulmanes

Le Coran mentionne l'enterrement des morts. Il raconte qu'après l'assassinat d'Abel par Caïn, Dieu envoya à ce dernier un corbeau qui gratta la terre pour lui indiquer comment faire disparaître la dépouille de son frère (5:31). Ailleurs il est dit: "De la terre, nous vous créâmes. En elle, nous vous ramènerons. D'elle, nous vous ferons surgir une autre fois" (20:55). Nulle part il n'est question d'incinération. Mais on trouve des récits selon lesquels Mahomet aurait interdit de mettre à mort par incinération. Il s'agit de cas où des apostats (*murtad*, *zandiq*) avaient été brûlés vivants pour avoir abandonné l'islam. Ainsi Al-Bukhari rapporte qu'Ali avait brûlé vivant un groupe d'apostats. Ibn-Abbas prit partie contre cette mesure en disant qu'il ne les aurait pas brûlés mais exécutés selon la parole de Mahomet: "Celui qui change sa religion, tuez-le". Il invoque contre l'usage du feu cette parole de Mahomet: "Ne punissez pas avec le châtiment de Dieu"<sup>1</sup>. Dans un autre récit, Mahomet aurait ordonné à Hamzah Al-Aslami: "Si vous prenez un tel, brûlez-le", ensuite il le rappela et lui dit: "Si vous prenez un tel, tuez-le et ne le brûlez pas parce que personne d'autre que Dieu, maître du feu, ne peut châtier par le feu"<sup>2</sup>. On rapporte aussi que Mahomet a interdit de brûler une fourmilière en disant: "Ne punissez pas avec le châtiment de Dieu"<sup>3</sup>.

L'interdiction de faire usage de l'incinération dans ces récits se rapporte donc à l'incinération en tant que sanction du vivant de la personne. Malgré cette interdiction, les légistes classiques permettent de mettre à mort un coupable en vertu de la loi du talion: "Si vous châtiez, châtiez de la même façon que vous aurez été châtiés" (16:126; voir aussi 2:174). Mahomet aurait affirmé à cet égard: "Celui qui brûle, nous le brûlons". Des légistes malikites permettent aussi de brûler ceux qui commettent des actes homosexuels. Abu-Bakr et Ali recouraient à l'incinération du coupable de son vivant. On peut aussi recourir au feu contre l'ennemi si on ne peut pas le vaincre par d'autres moyens<sup>4</sup>.

D'après un récit de Mahomet, un homme réunit ses enfants autour de lui au moment de sa mort et leur demanda ce qu'ils pensaient de lui. Ses enfants lui répondirent qu'il était le meilleur des pères. Il leur dit, par humilité, qu'il n'avait fait auprès de Dieu aucun bien et que si Dieu pouvait le saisir, il le punirait comme personne n'a été puni. Il fit alors jurer ses enfants de le brûler après sa mort jusqu'à ce qu'il devienne du charbon, de le réduire en cendres et de les disperser un jour de vent, moitié dans la terre et moitié dans la mer, pensant ainsi échapper à Dieu. Après la mort, les fils exécutèrent la volonté de leur père. Dieu donna l'ordre à la terre et à la mer de rendre les parts du décédé et voilà l'homme debout en présence de Dieu. Dieu lui demanda: "Qu'est-ce qui te poussa à donner un tel ordre?", et le défunt répondit: "Ma crainte de toi, Seigneur". Dieu le combla alors de sa

<sup>1</sup> Al-Bukhari, récit 2794. Voir aussi Al-Bukhari, récit 1378 et 6411; Ahmad, récit 1775, 1802, 2420, 2421; Al-Tirmidhi, récit 1378; Al-Nisa'i, récit 3992; Abu-Da'ud, récit 3787. Mais on signale que Mahomet aurait ordonné de brûler un village nommé Abna (Ibn-Majah, récit 2833; Ahmad, récit 20786).

<sup>2</sup> Abu-Da'ud, récit 2299.

<sup>3</sup> Abu-Da'ud, récit 2300; Ahmad, récit 3814.

<sup>4</sup> Voir article Ihraq, dans Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah, vol. 2, p. 120 et 124-125.

miséricorde<sup>1</sup>. Ce récit vise à démontrer que Dieu est capable de ressusciter l'homme même s'il est incinéré et ses cendres dispersées par le vent. Il ne comporte aucune désapprobation de l'incinération.

Se référant aux versets coraniques susmentionnés et au fait que Mahomet a enterré les siens et fut enterré, les légistes classiques disent que le mort doit être enseveli dans la terre. Si quelqu'un meurt sur un bateau se trouvant près de la terre ou d'une île, on attend jusqu'à ce qu'on puisse arriver pour l'y enterrer. Sinon, on le met entre deux planches et on le jette à l'eau afin que l'eau le rejette sur la plage, espérant ainsi que des gens le trouvent et l'enterrent. Mais si les habitants de la région sont des *mécréants*, on l'attache à quelque chose de lourd et on le jette dans l'eau pour qu'il y soit submergé. Avant de le jeter, il faut le laver, le mettre dans un linceul et prier pour lui<sup>2</sup>. Nous n'avons trouvé chez les légistes classiques aucune interdiction d'incinérer après la mort malgré le fait d'avoir été en contact avec des populations qui recouraient à cette pratique.

Les musulmans, comme les juifs, croient que les corps se décomposent, à l'exception d'un os très petit appelé dans les récits de Mahomet *ajab al-dhanab* (merveille de la queue) ou *ajam al-dhanab* (le noyau de la queue) et qui se situerait au bas de la colonne vertébrale (coccyx). Mahomet aurait dit à cet égard: "Tout dans l'homme dépérit sauf un seul os, qui est *ajam al-dhanab*, et c'est à partir de cet os que Dieu refait la création le jour de la résurrection". On lui demanda: "Qu'est-ce cet os?", il répondit: "C'est comme un grain de sénévé à partir duquel vous serez reconstitués"<sup>3</sup>. Mais, contrairement aux juifs qui pensent que le feu détruirait cet os, les musulmans ne se réfèrent pas à cette croyance pour interdire l'incinération. Par contre, les *fatwas* modernes que nous verrons plus loin, rattachent l'interdiction de l'incinération à la croyance dans la résurrection des corps. Cet argument cependant contredit la croyance musulmane selon laquelle, le jour de la résurrection, Dieu rappelle toutes les parties du corps dispersées dans les tombes, au fond des mers ou dans les estomacs des fauves pour y réintroduire l'âme. Les récits de Mahomet précisent que les ressuscités retrouvent leur forme humaine, nus, déchaussés, avec leur prépuce (dont ils ont été privés par la circoncision), comme s'ils avaient 33 ans<sup>4</sup>. Et comme le démontre le récit relatif à l'homme qui s'est fait incinérer, quelle que soit la fin du corps, rien n'empêche Dieu de rassembler ses membres pour reformer le corps après la résurrection.

Dans certains pays arabes, il existe des crématoires pour ceux dont les normes religieuses permettent l'incinération. En Égypte, la Loi 5/1966 (article 6) et le Décret d'exécution 418/1970 (article 19) permettent d'incinérer un non-musulman

---

<sup>1</sup> Voir ce récit sous différentes formes in: Al-Bukhari récits 3219, 6000 et 6954; Muslim, récits 4950 et 4952; Al-Nisa'i, récit 2052; Ibn-Majah, récit 4245; Ahmad, récits 7327, 10674, 10704, 11237, 11312 et 19184.

<sup>2</sup> Al-Nawawi: Rawdat al-talibin, p. 141-142.

<sup>3</sup> Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 160-161; Al-Qurtubi: Al-takhdhirah, p. 170. Voir Al-Bukhari, récit 4554; Muslim, récits 5253-5255; Ahmad, récits 7833, 10800.

<sup>4</sup> Khalid: Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat, p. 167-178. Voir Al-Qurtubi: Al-tadhkirah, p. 219-222.

dans un crématoire si sa religion autorise une telle pratique et s'il a exprimé par écrit le souhait de se faire incinérer.

Les ouvrages en arabe ne traitent pas de l'incinération puisqu'elle n'est pas d'usage chez les musulmans, mais la *Commission de fatwa égyptienne* se prononça concernant cette pratique le 29 juillet 1953. À la question: "Quelle est la position du droit musulman concernant l'incinération des morts musulmans en cas d'épidémie, ou si elle est souhaitée par testament?", elle répondit:

Tous les musulmans s'accordent sur le fait que l'être humain a une immunité et une dignité tant vivant que mort, comme l'indique la parole de Dieu: "Nous avons honoré les fils d'Adam" (17:70). Selon les récits authentiques du Prophète, suivis par ses compagnons, leurs successeurs et tous les musulmans jusqu'à aujourd'hui, l'enterrement dans une niche ou une fosse fait partie de la dignité d'un être humain après sa mort. De ce fait, il n'est pas permis d'incinérer les cadavres des musulmans. Et si le défunt avait demandé cela par testament, son testament serait nul et non exécutable. L'incinération des cadavres n'a été connue que dans les traditions des zoroastriens, et on nous a commandé de faire différemment de ce qu'ils font et de ce qui ne correspond pas à notre loi noble<sup>1</sup>.

On relèvera ici que la Commission n'a pas répondu à la question de l'incinération en cas d'épidémie. On trouve d'autres *fatwas* sur Internet sollicitées par des musulmans vivant en Occident. Nous nous limitons à quatre de ces *fatwas*:

**1) Question:** Pouvez-vous me dire pourquoi l'incinération n'est pas autorisée pour les musulmans décédés. Je sais que c'est *haram* (interdit), mais quelle est la sagesse derrière cette norme? Mon ami est un musulman converti qui aime beaucoup ses parents, lesquels ne sont pas musulmans et insistent pour être incinérés. Doit-il insister auprès d'eux pour qu'ils ne le soient pas ou est-ce que cela ne fait rien du fait qu'ils n'ont pas accepté l'islam?

**Réponse:** La sagesse (derrière l'interdiction de l'incinération) est que Dieu nous a interdit d'user du feu sur sa créature. Comme pour ses autres ordres et interdictions, il n'a pas besoin de se justifier. S'ils étaient mes parents, j'aurais fait tout mon possible pour qu'ils changent d'avis. Le corps continue à sentir après que l'âme l'abandonne. La loi islamique nous recommande de laver gentiment le corps, sans dureté, en utilisant de l'eau tiède, ni froide ni chaude. Sont-ils sûrs de ne pas sentir les flammes? Quant à ce qui arrive en cas de non-incinération, cela est la voie des prophètes. Ne croient-ils pas que c'est mieux pour eux ainsi? Je serais très triste si mes parents commettaient un tel acte sur eux-mêmes, que ce soit après leur mort ou de leur vivant. S'ils ont exprimé leur intention d'être incinérés malgré tout, je leur signifierais mon intention de ne pas y assister, une manière de les en empêcher si j'en avais le pouvoir, bien qu'il ne m'incombe pas de le faire puisque je ne suis pas responsable d'eux<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Al-fatawi al-islamiyyah, vol. 7, p. 2517, no 1074.

<sup>2</sup> <http://www.sunnah.org/msaec/articles/cremation.htm>

- 2) **Question:** Est-ce qu'il y a un verset spécifique dans le Coran ou un récit de Mahomet qui interdisent l'incinération dans l'islam? Je sais que c'est *haram* (interdit), mais j'ai besoin d'un appui spécifique.

**Réponse:** Laver le corps du défunt, faire la prière des funérailles et l'enterrement sont tous des actes de dévotion. Ils doivent être faits selon la Tradition du Prophète - paix sur lui. La Tradition nous donne des directives détaillées pour toutes ces procédures et il est important de les suivre. Il y a un consensus entre les savants selon lequel le mort doit être enterré. Si on craint qu'une maladie se répande en cas d'enterrement du mort, alors il est permis d'incinérer dans l'intérêt public<sup>1</sup>.

- 3) **Question:** J'ai une question spécifique. Est-ce que l'incinération du corps humain et la dispersion de ses cendres sont permises en islam? Y a-t-il des circonstances dans lesquelles cela serait permis, et des circonstances dans lesquelles cela ne serait pas permis?

**Réponse:** Certains rituels concernant la mort font partie de la Tradition du Prophète. On ne doit s'en écarter que dans des situations exceptionnelles. Les rituels concernant la mort qui font partie de la Tradition du Prophète incluent l'enterrement du corps. D'autres rituels se rapportent au fait de laver et d'habiller le corps dans une étoffe appelée linceul, et de faire la prière des funérailles... Il serait difficile d'imaginer une liste exhaustive des situations dans lesquelles on peut dévier (de la Tradition). Mais en principe on peut dire avec certitude que dans les situations où l'enterrement du mort n'est pas possible, il est permis d'user de méthodes alternatives pour disposer du corps. Malgré cela, par choix personnel, je ne recommanderais pas l'incinération du corps, notamment dans la perspective du concept biblique et coranique de la sanction par le feu. Partant de cette base, l'incinération d'une personne bien-aimée n'aura pas d'effet réconfortant pour moi. Cela est presque comme soumettre le mort à un châtement horrible<sup>2</sup>.

- 4) **Question:** Un converti de l'hindouisme à l'islam demande pourquoi il serait interdit d'incinérer les corps au lieu de les enterrer?

**Réponse:** Nous croyons que Dieu nous a créés de la terre, il nous y fait retourner et ensuite il nous ressuscite à partir de la terre le jour du jugement. Ceci est mentionné dans le Coran: "De la terre, nous vous créâmes. En elle, nous vous ramènerons. D'elle, nous vous ferons surgir une autre fois" (20:55). D'autre part, l'ensevelissement du mort est considéré à travers l'histoire comme plus digne que les autres méthodes telles que l'incinération. Toutefois, s'il y a une nécessité pour l'incinération, comme lors de la parution d'une épidémie dans une région, elle devient alors autorisée<sup>3</sup>.

En réponse à ma demande du 10 mai 2001, le service de *fatwa* d'*islam-online* écrit:

---

<sup>1</sup> <http://www.isna.net/iq/cremtn.htm>

<sup>2</sup> <http://www.understanding-islam.com/ri/mi-072.htm>.

<sup>3</sup> <http://www.islam-online.net/>

L'islam interdit strictement de châtier un vivant par le feu. Pour cela, lorsque le Prophète a vu que ses compagnons avaient brûlé une fourmilière, il leur dit: "Ne peut châtier par le feu que le maître du feu". De même il est interdit de brûler les morts en raison du récit de Mahomet: "Ce qui fait souffrir le vivant fait souffrir le mort". L'islam insiste sur le fait que l'eau servant à laver le défunt doit être chauffée à un degré moyen supportable et ne le faisant pas souffrir. On doit imaginer que le mort est vivant, ce dont on doit tenir compte pour ce qui pourrait lui faire du mal et ce qui lui serait utile. Ainsi l'eau ne sera pas chauffée à ébullition pour que sa peau ne soit pas pelée. À plus forte raison, il est interdit de brûler le mort.

Il n'existe pas de pratique d'incinération des morts musulmans dans les pays arabes parce que ce rituel se rattache à des religions et des groupes religieux non célestes. Une telle pratique ne se trouve ni chez les musulmans, ni chez les juifs, ni chez les chrétiens. Et je ne connais aucun musulman dans un pays occidental qui ait demandé à se faire incinérer, à moins d'avoir suivi avant sa mort d'autres enseignements que ceux de l'islam ou d'avoir changé sa religion. Et dans ce cas nous ne pouvons pas le compter parmi les musulmans ni en tenir compte dans notre *fatwa*<sup>1</sup>.

On remarque dans cette dernière *fatwa* la référence au récit de Mahomet: "Ce qui fait souffrir le vivant fait souffrir le mort". Or si on veut suivre ce récit, on ne devrait ni mettre le mort sous terre, ni le jeter dans la mer au cas où il mourrait sur un bateau puisque ces deux mesures appliquées à un vivant le font aussi souffrir.

Certes, l'incinération n'est pas d'usage chez les musulmans. Et comme c'est le cas chez les juifs et les chrétiens, la perception de l'incinération finira par changer aussi chez les musulmans si leurs intellectuels se mettent à la tâche. Mais le Coran permet un changement dans ce domaine puisqu'il interdit de gaspiller inutilement de l'argent: "Donne au proche parent ce qui lui est dû ainsi qu'au pauvre et au voyageur en détresse. Et ne gaspille pas indûment" (17:26). De même, il interdit d'endommager la nature: "Mangez et buvez de ce qu'Allah vous accorde; et ne semez pas de troubles sur la terre comme des fauteurs de désordre" (2:60). Or si on fait découvrir au musulman que rien en droit musulman n'interdit l'incinération et qu'elle est plus respectueuse de l'environnement que l'ensevelissement et bien plus économique, il ne peut qu'adhérer à cette pratique. D'ailleurs, certains musulmans recourent déjà à l'incinération en Occident, notamment parmi ceux qui sont mariés à des non-musulmanes<sup>2</sup>. Signalons ici que les autorités consulaires des pays musulmans refusent dans ce cas de faire rapatrier les cendres<sup>3</sup>. Et si aujourd'hui les autorités religieuses juives, chrétiennes ou musulmanes restent hostiles à l'incinération, c'est probablement parce que l'ensevelissement leur rapporte plus sur le plan financier et sur le plan du pouvoir. Pensez à toutes ces cérémonies qui entourent l'ensevelissement des morts et qui exigent l'intervention de ces autorités!

---

<sup>1</sup> WebmasterE@islam.online.net, réponse à ma demande du 10.5.2001.

<sup>2</sup> Chaïb, p. 140 et 147.

<sup>3</sup> Ibid., p. 147.



#### 4) Conflit avec les normes suisses

Comme nous l'avons vu auparavant, les responsables musulmans en Suisse adoptent en matière de cimetière des positions bien plus tranchées que leurs coreligionnaires dans les pays musulmans. On ne peut donc attendre de ces musulmans qu'ils appuient l'incinération. L'aide-mémoire de la *Fondation des cimetières islamiques suisses* dit à cet égard: "L'incinération est absolument interdite". La feuille polycopiée distribuée par la *Fondation culturelle islamique* précise:

Toutes les écoles coraniques sont unanimes quant au fait que la terre est le lieu final de chaque dépouille. Le Coran dit: "N'avons-nous pas fait de la terre un endroit les contenant tous, les vivants ainsi que les morts?" (77:25). Il dit aussi: "C'est d'une goutte de sperme qu'il l'a créé. Puis il lui donna ses proportions exactes. Ensuite, il lui rendit la voie facile. Puis il l'a fait mourir et inhumer" (80:19-21). Nous en déduisons donc que l'incinération est totalement interdite.

Certes, aucun musulman n'est obligé de se faire incinérer, mais comme nous l'avons vu plus haut, certains cantons procèdent parfois à l'incinération des ossements après la désaffectation des tombes selon les délais légaux. D'autre part, un musulman ou ses proches peuvent exprimer le souhait de recourir à l'incinération. La communauté musulmane ou une partie de la famille pourrait alors s'opposer à une telle mesure. ceci crée un conflit entre le droit cantonal qui permet l'incinération et les normes islamiques qui l'interdisent selon le courant traditionaliste, même si une telle interdiction n'a pas de base religieuse solide comme nous l'avons vu plus haut. Voyons maintenant quelle est la situation de la crémation en Suisse.

La Suisse a connu le même débat sur l'incinération que le reste de l'Europe. Ce débat a été initié par Johann Wegmann-Ercolani, un commerçant zurichois. Dans le cimetière de cette ville, on s'aperçut que les corps ne s'y décomposaient plus, la terre étant saturée de déchets organiques, mais qu'ils devenaient de la cire. On ne pouvait plus utiliser ce champ de repos. Il fallut en créer un nouveau au prix de grands sacrifices. Wegmann-Ercolani édita en 1874 une brochure qui défendait les idées crémationnistes et, avec des amis, il organisa des réunions qui eurent un grand retentissement, et créa une société de crémation. Le premier crématoire suisse fut inauguré par cette dernière en 1889 au cimetière de Sihlfeld. La société de crémation de Zurich remit le crématoire à la commune qui en devint ainsi propriétaire. La ville institua l'incinération gratuite de ses habitants au début du 20<sup>ème</sup> siècle déjà.

L'exemple de Zurich fut suivi par Bâle en 1898 et Genève en 1902. Ces deux villes sont également des chefs-lieux de cantons protestants; elles ne firent à la société de crémation aucune difficulté pour des raisons confessionnelles. Dans les cantons à majorité catholique, l'idée de l'incinération rencontra des difficultés d'ordre juridique parce qu'il n'y a aucune loi fédérale sur l'incinération. Les cantons sont seuls compétents. De temps à autre les partisans du mouvement doivent défendre leurs droits devant le Tribunal fédéral. La *Fondation de l'union suisse de crémation* se défend qu'elle soit associée à l'attitude antireligieuse de certains

milieux favorables à l'incinération: "La preuve en est que les lieux des obsèques sont aménagés en vue de cérémonies religieuses". Elle rappelle que "les sociétés de crémation, quelles qu'elles soient, sont neutres au point de vue politique et religieux". Elle signale dans sa plaquette éditée en 1965 à l'occasion de son cinquantenaire que le président de la *Fédération internationale de crémation* est un pasteur danois<sup>1</sup>.

Lors de la rédaction de la Constitution de 1874, la question de l'incinération n'a pas été évoquée. De ce fait, l'article 53 al. 2 ne parle que du droit d'être "enterré décemment". En allemand: *Beerdigung*. Et aujourd'hui on préfère les termes *Bestattung* et *inhumation*. Ce qui compte donc, c'est la décence, et non pas la manière d'inhumer<sup>2</sup>. L'incinération est considérée par la Confédération comme conforme à la décence. En 1884, un avocat de la Chaux-de-Fonds remet une pétition au Conseil fédéral demandant que l'incinération soit considérée comme "mode de sépulture décent, par conséquent autorisée dans le sens de la Constitution fédérale, dans tous les cantons et municipalités qui voudront l'introduire". Bien plus, il demanda "que la crémation des corps soit reconnue comme mode de sépulture préférable à tous égards". Omettant cette dernière demande, le Conseil fédéral répondit à la première en disant: "Bien que la Constitution fédérale ne parle que de lieux de sépulture et d'enterrement décent, rien n'empêche la Confédération d'autoriser un autre mode de sépulture, pourvu que les conditions prévues à l'article 53 al. 2 de cette Constitution soient remplies". Le Conseil fédéral décida qu'il n'était pas nécessaire de légiférer en la matière, laissant la chose aux cantons. Il ajouta:

Il n'a pas paru nécessaire aux partisans de la crémation à Zurich et aux autorités zurichoises de consulter l'autorité fédérale législative ou exécutive sur la question de savoir si ce mode de sépulture est décent; on ne peut que les approuver. C'est à bon droit qu'ils ont pensé aussi que l'incinération ou la crémation des dépouilles humaines, préconisée par les hommes de la science, déclarée compatible avec la religion chrétienne par les ecclésiastiques et chantée même par les poètes de l'antiquité et des temps modernes, ne pourrait jamais être conspuée par vous ou nous comme quelque chose d'indécent! Une pareille objection n'a en effet été présentée, que nous sachions, par aucune autorité ayant eu à s'occuper de la chose<sup>3</sup>.

On pouvait déjà lire en 1914, dans le Bulletin du Conseil communal de Lausanne: "Peut-être l'incinération se pratiquera-t-elle sur une échelle assez large pour permettre une notable diminution de la superficie des cimetières. Mais pour cela, il faudra arriver à l'incinération gratuite, et peut-être obligatoire"<sup>4</sup>. Il existe aujourd'hui en Suisse 59 crématoires, selon le rapport annuel de l'*Union suisse de crémation* 1997/1998. 67.97% des décédés en Suisse en 1998 ont été incinérés, ce qui met la Suisse en tête des pays occidentaux après l'Angleterre. La crémation est

---

<sup>1</sup> 75 ans de crémation en Suisse, préambule.

<sup>2</sup> Maechler, p. 123.

<sup>3</sup> Feuille fédérale 1884 IV 225-231.

<sup>4</sup> Cité par Pittet et Rossel: La mort oubliée, p. 22-23.

autorisée par toutes les lois cantonales même si certains cantons ne disposent toujours pas d'installation de crémation pour des considérations religieuses. C'est le cas notamment du Canton catholique de Fribourg qui, pourtant, autorise l'incinération (Arrêté du 5 décembre 2000, article 4 al. 4). Celui qui veut se faire incinérer à Fribourg doit passer par un autre canton.

Aucun canton n'impose la crémation. L'article 1<sup>er</sup> du Décret jurassien du 6 décembre 1978 relatif à la crémation dit: "Ce genre de sépulture ne peut pas être rendu obligatoire". Mais cela n'exclut pas l'imposition de la crémation en cas d'épidémie<sup>1</sup>.

L'incinération est pratiquée soit à la demande du défunt, soit à la demande de ses parents les plus proches. À Neuchâtel, l'article 34 de la Loi sur les sépultures modifié le 21 mai 1964 exige à cet égard:

une déclaration signée, soit du défunt attestant sa volonté d'être incinéré, soit des plus proches parents ou, à défaut, de deux personnes dignes de foi, âgées de plus de seize ans, témoignant que le défunt en a exprimé le désir en leur présence. Pour le mineur âgé de moins de seize ans, une demande des parents ou du tuteur tient lieu de déclaration. La preuve de la volonté du défunt peut aussi être faite par la production de pièces établissant qu'il a fait acte d'adhésion aux statuts d'une société de crémation et qu'il en était encore membre au moment de son décès.

Au Valais, l'article 6 de l'Ordonnance du 17 mars 1999 dit que l'incinération a lieu "à la requête de la famille ou à la demande du défunt de son vivant", et qu'elle peut être refusée "si le défunt s'y est opposé de son vivant". Au Jura, l'article 1<sup>er</sup> du Décret du 6 décembre 1978 permet la crémation:

lorsque le défunt a manifesté, par écrit, son désir d'être incinéré, ou bien lorsque ses proches demandent sa crémation, pourvu qu'il ne s'élève pas à cet égard d'opposition parmi eux, ou encore lorsque les personnes chargées du soin de la sépulture du défunt réclament l'incinération, à moins toutefois qu'il n'existe de dernière volonté contraire.

Comme on le constate ici, la volonté du défunt prime sur celle des proches parents. Si le défunt demande de se faire incinérer alors que ses proches refusent, c'est la volonté du défunt qui prime<sup>2</sup>. Il en est de même du cas contraire. Certes, les proches parents ont droit à ce que leur défunt soit enterré décemment et que leurs sentiments religieux soient respectés<sup>3</sup>. La mise en balance des intérêts entre la volonté du défunt et le vœu de ses proches est une question délicate, mais celle-ci devrait être tranchée, dans la mesure du possible, en faveur du défunt, en se fondant sur le droit de la personnalité qui déploie ses effets du-delà de la mort<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Spöndlin, p. 91.

<sup>2</sup> Lettre du 14.6.2001 reçue par l'auteur de la part de Marianne Herold, secrétaire de l'Union suisse de crémation. C'est aussi l'avis d'Esther Knellwolf: Ist das Bestattungsmat der Stadt Zürich verpflichtet, die bei ihm hintergelegten Bestattungswünsche durchzusetzen? 1989, avis transmis par l'Union.

<sup>3</sup> Voir Arrêt du Tribunal fédéral 97 I 231.

<sup>4</sup> Dicke, Article 53, par. 14.

Les proches parents ne peuvent pas invoquer leur droit pour s'opposer à une forme de sépulture voulue par le défunt, à moins que la forme demandée par le défunt ne soit pas décente. Or, l'incinération en Suisse ne saurait être considérée comme sépulture indécente, comme nous l'avons vu plus haut, même si elle heurte les sentiments religieux de certains. Bien plus, le Tribunal fédéral a déclaré dans deux arrêts de principe que les communes ont le droit d'établir et d'entretenir des crématoires avec les deniers publics, sans que les citoyens catholiques puissent invoquer leurs opinions religieuses pour être exonérés de l'obligation de verser des contributions<sup>1</sup>.

Le problème se pose lorsque le défunt ne s'est pas prononcé en matière d'incinération. Généralement, ce sont les proches parents qui peuvent décider dans ce cas. Au Jura, à défaut d'une volonté du défunt, l'incinération n'a lieu à la demande des proches que si elle ne soulève pas d'opposition parmi eux. La loi ne définit pas le terme *proches*. Si les proches sont au même degré, cela ne pose pas de problème. Ainsi, si le père et la mère d'un enfant ne sont pas d'accord sur l'incinération, celle-ci ne pourra pas avoir lieu. Mais qu'en est-il s'il y a plusieurs proches à des degrés différents? On peut présumer dans ce cas que l'avis du plus proche parent prime sur celui du plus lointain parent. Ainsi l'avis du conjoint du défunt prime sur celui des enfants, des parents ou des frères. On peut à cet égard suivre l'ordre des priorités relatives aux obligations alimentaires et à la vocation successorale. Le Tribunal fédéral confirma que les personnes en droit de disposer du cadavre étaient celles qui avaient des rapports étroits avec le défunt et qui étaient les plus sensibilisées par sa disparition<sup>2</sup>.

Mais le formalisme n'est pas toujours le meilleur moyen pour résoudre les problèmes. Une assistante sociale décrit le cas suivant. Une femme avait émis le vœu de se faire incinérer et que ses cendres soient envoyées dans son village natal. Le mari était prêt à exaucer le vœu de sa femme, mais ses deux filles de 13 et 15 ans refusaient, pleurant, criant, exprimant au travers de leur désespoir, vouloir "garder leur mère" ici, l'avoir là, tout près, refusant une autre séparation. Le père décida alors de ne pas faire incinérer la mère dans l'immédiat pour aider ses filles à faire leur deuil. Il pourra toujours, dans un deuxième temps, revoir la chose avec ses filles lorsqu'elles seront plus grandes<sup>3</sup>.

La communauté religieuse du défunt n'a pas le droit d'intervenir pour interdire une incinération. Mais peut-elle refuser le dépôt de l'urne dans le cimetière confessionnel? Cette question a été résolue négativement par les autorités bâloises dans un cas concernant la communauté israélite. Cette décision fut critiquée par Wyler qui estime que les autorités civiles ne peuvent accorder à une communauté religieuse un cimetière privé et en même temps contraindre cette communauté à agir contre ses convictions<sup>4</sup>. Cette critique n'est pas fondée du fait que la crémation ne peut pas être considérée comme indécente par la communauté juive. Si cette

---

<sup>1</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 43 I 167; 45 I 119. Voir aussi Lutz, p. 48.

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 111 Ia 234.

<sup>3</sup> Marwood: Approche psycho-sociale.

<sup>4</sup> Wyler, p. 143.

communauté refuse à un incinéré de se faire enterrer dans le cimetière juif, cela signifie un retour à la pratique de l'Église catholique qui mettait les suicidés en dehors du cimetière, pratique condamnée par le Conseil fédéral comme nous l'avons vu plus haut.

Bien plus grave est la concession faite par la Ville de Berne qui, en octroyant à la communauté musulmane un carré dans le cimetière public, lui a fait la promesse qu'on ne placera pas à l'avenir dans ce carré des cendres ou des urnes contenant des cendres<sup>1</sup>. Cela signifie que l'incinération est considérée comme une sépulture indécente et que la commune donne aux responsables de la communauté musulmane la possibilité de contraindre les musulmans à renoncer à l'incinération sous peine d'être interdits d'enterrement dans le carré musulman. Il s'agit là d'une atteinte à la liberté religieuse contraire à la Constitution fédérale.

Le problème de l'incinération des musulmans s'est posé à Lausanne en mars 2001<sup>2</sup>. Ben Younes Dhif, un Marocain musulman, était marié à Natacha Grin, une Vaudoise chrétienne. Il n'avait pas de lien avec sa famille et la communauté marocaine dont il avait pris ses distances. Ses proches furent avertis trois mois avant son décès que son état de santé était gravissime. Ils promirent de venir. Ce n'est qu'après sa mort au CHUV qu'ils se manifestèrent.

Le défunt avait exprimé le souhait d'être incinéré, et sa femme voulait respecter ses vœux. Mais ses parents et ses proches étaient opposés à une telle mesure. Deux neveux de Ben Younes firent le déplacement depuis la France:

Pour notre famille, c'est une catastrophe. Nous espérions naïvement pouvoir récupérer le corps pour lui offrir une sépulture auprès de sa mère au Maroc. Mais là, c'est pire que tout. Ce serait la première fois qu'un musulman serait brûlé. Vous n'imaginez pas la honte et la souffrance que cela représente pour nous. Tout ce que la femme du défunt a osé nous proposer, c'est de nous donner une partie des cendres. C'est une insulte.

Les neveux alertèrent la presse, l'Ambassade du Maroc, les mosquées et les centres islamiques. Une pétition fut même lancée. Ils obtinrent le soutien d'Ahmed Sitre, président de l'Association culturelle des Marocains de Suisse:

Ce genre de problèmes va se poser de plus en plus souvent, précise Ahmed Sitre. C'est une première et nous ne voulons pas que cela soit autorisé. Il faut respecter la famille du défunt, sa religion et toute la communauté musulmane. Nous nous battons jusqu'au bout.

Hani Ramadan, directeur du Centre islamique de Genève, se jeta dans la bataille. Il déclara:

C'est la première fois qu'un tel cas de figure se présente. En Suisse, il y a de plus en plus de couples mixtes musulmans-chrétiens, mais jusqu'à présent, à ma

---

<sup>1</sup> Séance du 9.11.1999, GRB no 2052.

<sup>2</sup> Un cas similaire se serait présenté à Genève. Un Tunisien travaillant à l'ONU, marié à une chrétienne, avait exprimé le souhait de se faire incinérer, mais ses proches musulmans se sont opposés à la réalisation de son vœu malgré l'avis favorable de sa femme. Il fut alors enterré dans le cimetière musulman de Genève.

connaissance, les convictions religieuses des défunts ont toujours été respectées. L'incinération est tout simplement illicite dans l'islam. Le Prophète Mahomet l'a écrit: Casser les os d'un cadavre musulman revient à les briser comme s'il était vivant; la dépouille doit être respectée. Il est même exigé de procéder à l'ensevelissement très rapidement pour préserver son intimité et éviter toute déchéance.

Quant à Ouardiri, porte-parole de la *Fondation culturelle islamique* de Genève, il déclara: "Cette situation est étonnante. Je ne comprends pas que la veuve de ce Marocain et sa famille s'opposent à un rituel musulman. Peut-être faut-il mieux expliquer à la veuve pourquoi l'incinération est interdite dans le Coran". Et de conclure: "Quoi qu'il en soit, je suis formel: il est impératif de respecter la foi du mari!".

Pour empêcher l'incinération, les neveux de Ben Younes mandatèrent un avocat, Me Jean-Pierre Moser, qui intervint immédiatement auprès du Tribunal de district de Lausanne: "Ma priorité a été de demander aux juges d'éviter l'anéantissement du corps. Mais ce n'est que vendredi qu'ils statueront sur le fond du problème. Ils devront trancher pour savoir qui décide du rituel à adopter. Une question d'autant plus délicate qu'il n'y a jamais eu de précédent".

Face aux pressions exercées sur elle, la veuve finit par céder au tribunal, renonçant à ce que la justice se décide sur ce cas. Elle ne voulut pas se battre autour de la dépouille de son mari:

J'accepte de donner le corps de mon très cher mari afin qu'il soit enterré selon le rite islamique. Si je le fais, c'est dans un souci d'amour inconditionnel et de fraternité spirituelle. Que ses cendres aient été dispersées ou qu'il repose auprès de sa mère n'est pas l'essentiel à mes yeux. Mon amour pour lui va bien au-delà. Ben Younes est vivant en moi, son esprit le restera éternellement.

Je n'y suis pour rien dans la décision de mon mari de se faire incinérer. Comprenez bien que c'était le vœu de mon époux et pas le mien; c'était son choix. J'ai voulu respecter son intention. Si j'ai offensé sa famille musulmane, je m'en excuse. Mais je ne connais pas leurs us et coutumes. Mon époux ne m'y a jamais initiée et, selon ce qu'il me disait, il voulait se séparer de sa famille et de la communauté marocaine en général.

J'essaie de comprendre leurs motivations. Mais ce qu'ils ont fait est odieux. Ils ne respectent tout simplement pas les dernières volontés de mon époux. Quand nous les avons appelés pour leur dire que son état de santé était gravissime, trois mois avant son décès, ils ont promis de venir. Ce n'est qu'après sa mort qu'ils se sont manifestés<sup>1</sup>.

Ce cas est dérangeant à plus d'un titre. Avant tout, il y a le manque de respect de la dernière volonté du défunt. Ensuite, il y a la pression exercée par la famille du défunt et la communauté musulmane de Suisse qui essaient d'appliquer la loi islamique en violation du droit suisse. On est en face d'un État dans l'État. Enfin, les centres islamiques jouent un rôle d'incitation pour violer la loi suisse. Ouardiri

---

<sup>1</sup> Le Matin, 7 et 10.3.2001, articles de Jean-A. Luque.

dit: "Il est impératif de respecter la foi du mari!". Mais il oublie que, ce faisant, il ne respecte pas la dernière volonté du défunt ainsi que le droit de la femme. On sait que les musulmans refusent à un coreligionnaire de quitter sa religion durant sa vie. Avec ce cas, ils démontrent qu'ils veulent lui imposer leur manière de comprendre la religion y compris après la mort. C'est le summum de l'intolérance.

On constatera à cet égard qu'il n'y a pas eu de voix pour dénoncer cette emprise de la communauté musulmane. Le journal qui a publié l'information signale: "Tous les experts coraniques l'affirment: l'incinération est totalement illicite dans l'islam. Forte de ce précepte, la communauté musulmane est montée aux barricades pour récupérer le corps de Ben Younes Dhif. Et éviter à tout prix un précédent". Le journal indique cependant que selon les renseignements pris auprès des Pompes funèbres de la Ville de Lausanne, il y a eu des incinérations de musulmans, même si cela n'est pas courant, sans faire de vagues: "Nous nous basons toujours sur les vœux des familles. La procédure est très simple; nous ne demandons pas de décharge, uniquement une déclaration signée de la famille, en général le conjoint ou les enfants. En règle générale, les proches suivent les désirs du défunt. En ce qui concerne les personnes musulmanes que nous avons incinérées, j'imagine qu'elles n'étaient pas ou plus pratiquantes".

Cette dernière observation de la part d'un responsable des Pompes funèbres officielles démontre qu'il existe toujours une réticence face à l'incinération et qu'on associe ce procédé à des personnes qui "n'étaient pas ou plus pratiquantes".

Nous rappelons ici ce que nous avons vu plus haut, à savoir qu'il n'existe pas de normes, ni dans le Coran ni dans les récits de Mahomet, qui interdisent l'incinération, et que le droit musulman permet d'évoluer dans ce domaine. Les responsables religieux musulmans auraient pu profiter de ce cas pour éduquer leurs coreligionnaires au lieu de les maintenir dans l'ignorance et les pousser à enfreindre la dernière volonté du défunt. Ce cas a laissé un goût amer chez plusieurs chrétiens qui ont été ainsi confirmés dans leur idée que les musulmans sont incapables ou refusent de s'intégrer. Mais nous pensons que les musulmans vivant en Suisse ne pourront pas échapper à ce débat et finiront par adopter l'incinération comme la majorité de la population suisse.

Pour conclure ce chapitre, nous exprimons ici notre soutien à la crémation par respect pour la nature et les humains. Sans vouloir imposer cette solution à tout le monde, nous croyons qu'il est du devoir de chacun de protéger l'environnement et d'en appeler au bien commun. Nous proposons à cet égard que les autorités mettent cette pratique au moins sur un pied d'égalité avec l'enterrement, par exemple en permettant une incinération gratuite là où cela n'est pas encore le cas. En effet, si on compte les frais qu'occasionne l'enterrement, on se rendra vite compte que les communes se retrouveront gagnantes en cas d'incinération. Il serait donc juste que le gain ainsi réalisé soit rétrocédé par la commune à la famille du défunt incinéré<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir à cet égard notre lettre de lecteur: Cimetière musulman, 24 Heures, 10.5.1996.





## Conclusion

Les normes religieuses censées assurer une dignité à l'être humain ont été utilisées par les autorités religieuses juives, chrétiennes et musulmanes pour diviser les humains. Cette division se constate dès l'enfance avec le marquage physique, notamment la circoncision. Elle s'étend au lit conjugal avec l'interdiction d'épouser un membre d'une autre communauté. Elle se poursuit jusqu'à la tombe, en refusant l'inhumation près d'un *mécréant*.

Ces divisions ont amené l'humanité à des conflits religieux à travers les siècles. Ceux qui ne partagent pas la foi de la communauté étaient honnis individuellement et collectivement. Des bûchers ont été dressés partout dans le monde pour *purifier* l'âme du *mécréant* en brûlant son corps, et ces bûchers, sous une forme ou une autre, ne sont pas prêts de s'éteindre. Les guerres de religion ont semé la destruction et la désolation tout au long de l'histoire, et ces guerres continuent encore aujourd'hui au Proche-Orient et ailleurs.

Afin de limiter ces comportements jugés indignes de l'être humain, des efforts ont été entrepris, au niveau philosophique, politique et juridique, pour garantir la liberté religieuse et pour que l'appartenance religieuse ne soit pas une cause de discrimination individuelle et de guerre. Parmi ces efforts, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, adoptée à la suite des affres de la Deuxième Guerre mondiale, occupe une place de choix. Elle affirme que "tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits" (article 1), que "chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés... sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion..." (article 2 al. 1), que "toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion" (article 18), et qu' "à partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier" (article 16 al. 1).

En ce qui concerne la division au niveau de l'enfance, la Déclaration universelle, tout en affirmant la liberté religieuse, n'a pas osé toucher au marquage physique, pratiqué notamment chez les juifs et les musulmans. En effet, aucun article ne prévoit expressément le droit à l'intégrité physique. Et encore aujourd'hui les Nations Unies et l'Organisation Mondiale de la Santé, tout en rejetant la circoncision féminine, refusent catégoriquement de condamner la circoncision masculine<sup>1</sup>.

En ce qui concerne la division au sein du lit conjugal, la Déclaration universelle l'a supprimée en prônant le droit au mariage sans distinction sur la base de la religion. Malgré cela, les communautés religieuses, notamment juive et musulmane, connaissent toujours l'empêchement au mariage fondé sur des motifs

---

<sup>1</sup> Nous avons dénoncé cette attitude dans notre ouvrage: Aldeeb Abu-Sahlieh: Circoncision masculine, circoncision féminine, p. 429-455.

confessionnels et tentent de l'appliquer chaque fois que cela est possible, que ce soit sur le plan familial ou étatique<sup>1</sup>.

En ce qui concerne la division dans la tombe, la Déclaration universelle n'en parle pas. L'effort déployé par les Nations Unies et les États membres à combattre la discrimination religieuse s'arrête net au seuil de la tombe. Après la mort, chaque communauté religieuse donne libre cours à ses penchants discriminatoires en dressant des barrières entre les *croyants* et les *mécréants*. Les juifs, les chrétiens et les musulmans affirment à cor et à cri qu'ils sont tolérants et s'adonnent aux accolades les plus chaleureuses dans les rencontres inter-religieuses, mais devant la mort ils se trahissent par leurs sentiments intolérants. Toutes ces belles déclarations et ces beaux gestes fondent comme neige au soleil. Mais peut-on réellement réconcilier les vivants sans réconcilier les morts?

En Suisse, le législateur a tenté en 1874 de brider les penchants ségrégationnistes des communautés religieuses en inscrivant dans la Constitution qu' "aucun empêchement au mariage ne peut être fondé sur des motifs confessionnels" (article 54 al. 2) et que "le droit de disposer des lieux de sépulture appartient à l'autorité civile. Elle doit pourvoir à ce que toute personne décédée puisse être enterrée décemment" (article 53 al. 2). Dans une déclaration de foi, le Conseil fédéral dit:

Nous n'avons jamais manqué l'occasion de faire observer que cette division du cimetière en deux parties, suivant les confessions, pouvait devenir une source de discorde et de mécontentement et qu'un cimetière commun, sans distinction de confession, était certainement le système le plus conforme à l'égalité des citoyens et le meilleur de tous pour tempérer les contrastes religieux dans la vie<sup>2</sup>.

Un projet de loi a même été préparé en 1880 en vue de la suppression des lieux de sépulture confessionnels, projet dont nous avons produit la version intégrale<sup>3</sup>. Le Conseil fédéral y a renoncé, espérant que les communautés religieuses reviendront d'elles-mêmes à la raison avec le temps. Mais si les communautés catholique et protestante ont su dépasser leurs clivages religieux dans les cimetières en supprimant les barrières entre les tombes, la communauté juive a continué d'exiger que les tombes de ses adeptes soient séparées de celles des non-juifs. Et aujourd'hui cette exception en faveur des juifs est en train de faire tache d'huile avec la venue de la communauté musulmane qui réclame à son tour que les tombes des musulmans soient séparées des tombes des *mécréants*. Certains cantons ont déjà cédé à la pression et d'autres se préparent à le faire. D'autres communautés religieuses se pressent au portillon pour demander des exceptions similaires pour leurs membres. Et demain, pourquoi pas, les catholiques réclameront leurs vieux cimetières et refuseront de se faire enterrer près des protestants. Ainsi, on est en train de diviser la société à partir des cimetières.

---

<sup>1</sup> Voir notre ouvrage: Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans face aux droits de l'homme, p. 127-137.

<sup>2</sup> Feuille fédérale 1895 I 61-63; voir aussi 1886 I 811 et 1886 II 395.

<sup>3</sup> Voir Partie II, chapitre III.4.A

Ces manifestations ségrégationnistes, reflet de pensées malsaines, sont contraires à l'égalité des humains dans la vie comme dans la mort. Si, en tant que catholique, je refuse de m'asseoir à table près d'un musulman ou d'un juif, je serai traité de raciste et je serai condamné en vertu de la Loi contre le racisme. Pourquoi donc ce qui m'est interdit de mon vivant serait-il permis à ma mort? N'est-ce pas aussi du racisme que de refuser d'être enterré près de quelqu'un qui ne partage pas ma foi? De ce fait, nous estimons que les cimetières confessionnels violent la Loi contre le racisme.

Bien plus grave, la revendication musulmane d'avoir un cimetière ou un carré réservé exclusivement à eux pour que leurs tombes ne côtoient pas les tombes des *mécréants* n'est que le prélude à d'autres revendications qui commencent à surgir dans les écrits de musulmans suisses. Parmi ces revendications, nous citerons notamment la reconnaissance de *l'islam* comme une des religions officielles de la Suisse, le voile et la séparation entre garçons et filles à l'école, la modification des programmes scolaires pour les adapter aux normes islamiques, l'application de la loi islamique en matière de droit de famille (répudiation, polygamie, interdiction du mariage d'une femme musulmane avec un non-musulman, inégalité successorale entre hommes et femmes), la création de tribunaux particuliers pour les musulmans avec des juges musulmans en matière de droit de famille, l'autorisation de l'abattage rituel des animaux et la circoncision des garçons et des filles. Et si on reconnaît aujourd'hui aux musulmans le droit d'avoir leurs propres cimetières en vertu du principe de la liberté de religion et de culte, on voit mal comment on pourrait leur refuser demain les autres revendications du moment qu'elles se rattachent aussi à la liberté de religion et de culte. Ainsi la communauté musulmane deviendra progressivement, notamment avec la croissance fulgurante du nombre de ses membres, un État dans l'État, menaçant à la longue le système juridique et politique de la Suisse, voire son unité nationale et territoriale. Ce même problème se posera aussi dans d'autres pays occidentaux où vivent des communautés musulmanes importantes<sup>1</sup>.

Il est donc grand temps que la Confédération reprenne en main la question des cimetières et adopte le projet de loi de 1880 en vue de la suppression de tous les lieux de sépulture confessionnels. D'autre part, nous estimons que la Confédération doit mettre l'incinération sur un pied d'égalité avec l'enterrement, en exigeant que les cantons accordent une incinération gratuite là où cela n'est pas encore le cas, afin que les morts n'encombrent pas les vivants par leurs tombes.

Mahomet affirme: "Lorsque quelqu'un meurt, ses actes cessent, à l'exception d'une aumône continue, d'une science utile et d'un enfant juste qui prie pour lui"<sup>2</sup>. Ce ne sont donc pas les ossements qui honorent l'être humain mais ses bons actes. Que l'on soit enterré ou incinéré, on retournera tous, tôt ou tard, à la terre. C'est la seule vérité incontournable. Et si résurrection il y aura, - à chacun sa foi -, "Dieu est capable, en vue de la résurrection des corps, de rappeler toutes les parcelles de notre corps dévorées par les bêtes, consumées par le feu, dissoutes en poussière ou

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir Aldeeb Abu-Sahlieh: Les musulmans en Occident.

<sup>2</sup> Muslim, récit 3084.

cendres, décomposées dans de l'eau ou évaporées dans l'air"<sup>1</sup>, comme le dit Saint Augustin. Cette opinion est partagée tant par les juifs et les chrétiens que par les musulmans.

Mettons donc un terme à nos vanités et à nos pensées malsaines et acceptons-nous les uns les autres, tant vivants que morts.

---

<sup>1</sup> Augustin, 22:20.

## Bibliographie

- 75 ans de crémation en Suisse, avantages de l'incinération, plaquette éditée en 1965 à l'occasion du cinquantenaire de la Fondation de l'union suisse de crémation, Lausanne, 1965.
- Abou Yousof Ya'koub (d. 798): Le livre de l'impôt foncier, Paul Geuthner, Paris, 1921.
- Abu-Da'ud: Sunan Abu-Da'ud, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Abu-Zahrah, Muhammad: Al-ilaqat al-duwaliyyah fil-islam, Dar al-fikr al-arabi, le Caire, (1984?).
- Ahmad: Musnad Ahmad, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Al-Albani, Muhammad Nasir-al-Din: Ahkam al-jana'iz wa-bida'uha, Maktabat al-ma'arif, nouvelle édition, Riyadh, 1993.
- Al-Ansari, Zakariyya (d. 1520): Sharh al-manhaj, en marge de: Hashiyat Al-Jamal, Al-Maktabah al-tijariyyah al-kubra, le Caire, s.d.
- Al-Ashmawi, Fawzia: La condition des musulmans en Suisse, CERA Éditions, Genève, (2001).
- Al-Bahuti, Mansur (d. 1641): Kashshaf al-qina an matn al-iqna, Alam al-kutub, Beyrouth, 1983.
- Al-Bukhari: Sahih Al-Bukhari, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Circoncision masculine, circoncision féminine, débat religieux, médical, social et juridique, L'Harmattan, Paris, 2001.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Les musulmans face aux droits de l'homme: religion, droit et politique, étude et documents, Winkler, Bochum, 1994.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: L'impact de la religion sur l'ordre juridique, cas de l'Égypte, Non-musulmans en pays d'islam, Éditions universitaires, Fribourg, 1979.
- Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: Les musulmans en Occident entre droits et devoirs, L'Harmattan, Paris, 2002.
- Al-fatawi al-islamiyyah min dar al-ifta al-masriyyah, Wazarat al-awqaf, le Caire.
- Al-Jaza'iri, Abu-Bakr Jabir: I'lam al-anam bi-hukm al-hijrah fil-islam, Rasa'il Al-Jaza'iri, Maktabat Linah, Damanhur, 3<sup>ème</sup> édition, 1995, p. 711-729.
- Al-Jaza'iri, Muhammad Ibn-abd-al-Karim: Tabdil al-jinsiyyah riddah wa-khiyanah, s.l. et s. éditeur, 2<sup>ème</sup> édition, 1993.
- Al-Mahmud, Abd-Allah Ibn-Zayd: Jawaz al-iqtita'f min al-masjid wal-maqbarah fi halat al-hajah wa-umum al-maslahah idh al-kul lil-Lah wa-fi sabil masalih ibad Allah, Matba'at Qatar al-wataniyyah, Doha, 2<sup>ème</sup> éd., 1979.
- Al-mawsu'ah al-fiqhiyyah, Wazarat al-awqaf wal-shu'un al-islamiyyah, Dhat al-salasil, Kuwait.

- Al-Nawawi, Abu-Zakariyya (d. 1277): Al-majmu sharh al-muhadhdhab, Dar al-fikr, Beyrouth, 1990.
- Al-Nawawi, Abu-Zakariyya (d. 1277): Rawdat al-talibin wa-imdat al-muftin, Al-maktab al-islami, Beyrouth, 3<sup>ème</sup> édition, 1991.
- Al-Naqqash, Ishaq: Shi'at Al-Iraq, Dar al-mada, Damas et Beyrouth, 1996.
- Al-Nisa'i: Sunan Al-Nisa'i, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Al-Qalyubi et Umayra: Hashiyah, Dar ihya al-kutub al-arabiyyah, le Caire, s.d.
- Al-Qurtubi, Muhammad Ahmad (d. 1273): Al-tadhkirah fi ahwal al-mawta wa-umur al-akhirah, Dar al-manar, le Caire, (s.d.).
- Al-Shafi'i (d. 819): Kitab al-umm, Dar al-fikr, Beyrouth, 1980.
- Al-Sharabasi, Ahmad: Yas'alunak fi al-din wal-hayat, Dar al-jil. Beyrouth, (1991?)
- Al-Shawkani, Muhammad (d. 1834): Al-sayl al-jarrar al-mutadaffiq ala hada'iq al-azhar, Wazarat al-awqaf, le Caire, éd. 3, 1993.
- Al-Shawkani, Muhammad (d. 1834): Nayl al-awtar min ahadith sayyid al-akhbar, sharh muntaqa al-akhbar, Dar al-jil, Beyrouth, s.d.
- Al-Tabatba'i, Muhsin: Mustamsak al-urwa al-wuthqa, Matab'at al-adab, Najav, 3<sup>ème</sup> éd., 1968.
- Al-Tirmidhi: Sunan Al-Tirmidhi, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Al-Wansharisi (d. 1508): Al-mi'yar al-mu'rib wal-jami al-mujrib an fatawi ahl Afriqya wal-Andalus wal-Maghrib, Wazarat al-awqaf, Rabat, 1981.
- Al-Zahhawi, Amjad: Al-fatawi al-zahhawiyyah, réunies par Hasan Al-Ani, Matba'at Al-Ani, Bagdad, 1986.
- Al-Zuhayli, Wahbah: Al-fiqh al-islami wa-adillatuh, Dar al-fikr, Damas, 1991.
- Al-Zuhayli, Wahbah: Athar al-harb fil-fiqh al-islami, Dar al-fikr, Damas, 1983.
- Ariès, Philippe: L'homme devant la mort, 2 volumes, Seuil, Paris, 1985 (reprise de l'édition de 1977).
- Auby, Jean-François: Les obsèques en France, PUF, Paris, 1997.
- Augustin (d. 430): La cité de Dieu, Abbaye de St Benoît de Port-Valais, in: [http://www.multimania.com/abbayestbenoit/augustin/citededieu/livre22.htm#\\_Toc510879973](http://www.multimania.com/abbayestbenoit/augustin/citededieu/livre22.htm#_Toc510879973)
- Breitowitz, Yitzchok: The desecration of graves in Eretz Yisrael: the struggle to honor the dead and preserve our historical legacy, in: [www.jlaw.com/Articles/heritage.html](http://www.jlaw.com/Articles/heritage.html)
- Bukhal, Milud: Al-maqabir al-islamiyyah bayn ahkam al-shar' al-islami wa-muqtadayat al-qanun al-wad'i, in: Al-majallat al-maghribiyyah lil-idarah al-mahalliyyah wal-tanmiyah, no 16, 1996, p. 51-64.
- Burkhalter, Sarah: La question du cimetière musulman en Suisse, CERA Éditions, Genève, 1999.

- Chaïb, Yassine: L'émigré et la mort, la mort musulmane en France, Edisud, Aix-en-Provence, 2000.
- Cloud, David W.: Cremation: what does God think? in: [www.whidbey.net/~dcloud/fbns/cremation.htm](http://www.whidbey.net/~dcloud/fbns/cremation.htm)
- Dalil al-muslim fi bilad al-ghurbah, Dar al-ta'aruf lil-matbu'at, Beyrouth, 1990.
- Dicke, Chr.: Article 53, Commentaire de la Constitution fédérale du 29 mai 1874, Helbing & Liechtenhahn, Bâle, état: 1989.
- Eldjazairi, Aboubaker Djaber: La voie du musulman (minhaj al-moslim), trad. M. Chakroun, Aslim éd., Paris, 1986.
- Enterrement ou crémation, in: Serviam, la bibliothèque en ligne, fiches techniques, in: [www.serviam.net/fdoc.html](http://www.serviam.net/fdoc.html).
- Fadl-Allah, Muhammad Husayn: Al-masa'il al-fiqhiyyah, Dar al-malak, Beyrouth, 1996
- Fatawi al-lajnah al-da'imah lil-buhuth al-ilmiyyah wal-ifta, Dar al-asimah, Riyadh, 1996.
- Feldman, Ted: Can a non-Jew be buried in a Jewish cemetery? 1998, in: <http://www.jewish.com/askarabbi/askarabbi/ask234.htm>
- Ganzfried, Chlomoh (d. 1886): Abrégé du Choul'hane Aroukh, Librairie Colbo, Paris, 4<sup>ème</sup> éd., 1983.
- Hamidullah, Muhammad: Documents sur la diplomatie musulmane à l'époque du Prophète et des khalifes orthodoxes, Maisonneuve, Paris, 1935.
- Hamidullah, Muhammad: Majmu'at al-watha'iq al-siyasiyyah lil-ahd al-nabawi wal-khilafah al-rashidah, Dar al-nafa'is, 5<sup>ème</sup> éd., Beyrouth, 1985.
- Hidiroglou, Patricia: Rites funéraires et pratiques de deuil chez les juifs en France XIXe-XXe siècles, Belles Lettres, Paris, 1999.
- Ibn-Abidin, Muhammad Amin (d. 1836): Rad al-muhtar ala al-dur al-mukhtar: Dar al-fikr, Damas, 1979.
- Ibn-Baz, Abd-al-Aziz: Min ahkam al-jana'iz, Al-jam'iyyah al-khayriyyah, Shaqra, 1997.
- Ibn-Hazm, Ali (d. 1064): Al-muhalla, Dar al-afaq al-jadidah, Beyrouth, s.d.
- Ibn-Hazm, Ali (d. 1064): Ma'rifat al-nasikh wal-mansukh, en marge de Tafsir al-Qur'an al-azim lil-imamayn al-jalilayn, 2 vol., Matba'at Al-Halabi, le Caire, 1923.
- Ibn-Khaldun (d. 1406): Muqaddimat Ibn-Khaldun, Matba'at Ibn-Shaqrun, le Caire, (s. d.)
- Ibn-Majah: Sunan Ibn-Majah, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah, Shams-al-Din (d. 1351): Ahkam ahl al-dhimma, Dar al-ilm lil-malayin, Beyrouth, 2<sup>ème</sup> éd., 1981.
- Ibn-Qayyim Al-Jawziyyah, Shams-al-Din (d. 1351): Zad al-ma'ad fi huda khayr al-ibad, Dar Ibn-Hazm, Beyrouth, 1999.

- Ibn-Qudamah, Abu-Muhammad Abd-Allah (d. 1223): *Al-mughni*, Dar al-kitab al-arabi, Beyrouth, 1983.
- Ibn-Rushd, Muhammad Ibn-Ahmad (d. 1126): *Al-bayan wal-tahsil wal-sharh wal-tawjih wal-ta'lil fi masa'il al-mustakhrajah*, Dar al-gharb al-islami, Beyrouth, 1984.
- Ibn-Rushd (Averroès), Muhammad Ibn-Ahmad (d. 1198): *Bidayat al-mujtahid wa-nihayat al-muqtasid*, Dar al-kutub al-ilmiyyah, Beyrouth, 1996.
- Ibn-Salamah, Abu-al-Qasim: *Al-nasikh wal-mansukh*, Mustafa Al-Halabi, 2<sup>ème</sup> éd., le Caire, 1967.
- Ibn-Salamah, Raja: *Al-mawt wa-tuqusuh*, Dar al-junub lil-nashr, Tunis, 1997.
- Jad, Mahmud Muhammad: *Sukna al-maqabir fi Al-Qahirah*, s. éditeur, le Caire, 1992.
- Jad-al-Haq, Jad-al-Haq Ali: *Buhuth wa-fatawi islamiyyah fi qadaya mu'asirah*, Al-Azhar, le Caire, vol. 5, 1995.
- Kacet, Salem, avec la collaboration de Georges Memmi: *Le droit à la France*, Pierre Belfond, Paris, 1991.
- Kälín, Walter; Rieder, Andreas: *Bestattung von Muslimen auf öffentlichen Friedhöfen im Kanton Zürich*, Gutachten im Auftrag des Kirchenratspräsidenten Pfarren R. Reich, des Generalvikars von Zurich und Glarus, Weihbischof P. Henrici, und des Präsidenten der römisch-katholischen Zentralkommission des Kantons Zürich, Dr. R. Zihlmann, 1er sept. 2000.
- Khadduri, Majid: *War and peace in the Law of islam*, The Johns Hopkins Press, Baltimore et Londres, 1979.
- Khalid, Hasan: *Al-islam wa-ru'yatuh fima ba'd al-hayat*, Dar al-nahdah al-arabiyyah, Beyrouth, 1986.
- Khelil, Mohand: *L'intégration des Maghrébins en France*, PUF, Paris, 1991.
- Kohn, Daniel: *Why is it against Jewish law to spread the ashes if someone choses to be cremated?* 1999, in: <http://www.jewish.com/askarabbi/asarabbi/askr4262.htm>.
- *La Bible de Jérusalem*, Cerf, Paris, 1984.
- La Harpe, R.; Fryc, O.: *La mort et la loi*, in: *La mort devant la loi*, Société d'études thanatologiques de Suisse romande, 8<sup>ème</sup> colloque, Genève, 9 novembre 1989.
- Lassère, Madeleine: *Villes et cimetières en France*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- *Le Coran*, trad. Régis Blachère, PUF, Paris, 9<sup>ème</sup> édition, 1992.
- *Leitfaden für Bestattungswesen*, Baudepartement Basel-Stadt, Bâle, Juillet 2000.
- Louveau, Philippe: *L'incinération: qu'en penser*, mis à jour le 5 décembre 1999, in: [www.portstnicolas.org/soc/soc82.htm](http://www.portstnicolas.org/soc/soc82.htm).
- Maechler, Albert: *Das Begräbnisswesen nach Schweizerischem Bundesrecht*, s.l., 1892.



- Mahnig, Hans: L'intégration institutionnelle des musulmans en Suisse, in: Tangram, no 8, mars 2000, p. 102-109.
- Malik: Muwatta Malik, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Marwood, Nelly: Approche psycho-sociale, in: La mort devant la loi, Société d'études thanatologiques de Suisse romande, 5<sup>ème</sup> colloque, Genève, 19 novembre 1986.
- Mawerdi (d. 1058): Les statuts gouvernementaux, trad. Fagnan, reproduction, Le Sycomore, Paris, 1982.
- Mawlawi, Faysal: Al-usus al-shar'iyyah lil-ilaqat bayn al-muslimin wa-ghayr al-muslimin, Dar al-irshad al-islamiyyah, Beyrouth, 1988.
- Menu, Jean-Pierre: Les services funèbres: problèmes d'histoire - en particulier à Genève de la Réforme à nos jours - de théologie et de pratique, thèse polycopiée, Faculté de théologie, Genève, 1967.
- Muslim: Sahih Muslim, CD Al-Alamiyyah, (s.l.), 1991-1996.
- Nickels, Richard C.: Cremation versus burial - which? in: <http://giveshare.org/BibleStudy/181.cremation.html>
- Perl, Anchelle: Cremation, in: [www.rabbiperl.com/issues/iss5.htm](http://www.rabbiperl.com/issues/iss5.htm).
- Pittet, Edmond; Rossel, Patrice: La mort oubliée: traditions et rites funéraires, Cabédita, Yens sur Morges, 1992.
- Ramadan, Tariq: Etre musulman européen, étude des sources islamiques à la lumière du contexte européen, Tawhid, Lyon, 1999.
- Raselli, Niccolò: Schickliche Beerdigung für Andersgläubige, in: AJP 9/1996, p. 1103-1110.
- Rohner-Baumberger, Ursula: Das Begräbniswesen im Calvinistischen Genf, Stehlin, Bâle, 1975.
- Sepher ha-Zohar, Maisonneuve et Larose, Paris, réimpression 1970.
- Spöndlin, Wilhelm: Rechtsverhältnisse an Friedhöfen unter besonderer Berücksichtigung des zürcherischen Rechtes, Schulthess, Zurich, 1910.
- Suter, Leonhard: Muslimische Gräber auf kommunalen Friedhöfen, Wissenschaft Spiritualität Gesellschaft, Zurich, octobre 1997.
- Turki, Abdel-Magid: Consultation juridique d'al-Imam al-Mazari sur le cas des musulmans vivant en Sicile sous l'autorité des Normands, in: Mélanges de l'Université St-Joseph, I, Beyrouth, 1980, p. 691-704.
- Wyler, Fritz: Die staatsrechtliche Stellung der israelitischen Religionsgenossenschaften in der Schweiz, Buchdruckerei Glarner Nachrichten, Glarus, 1929.



## Table des matières

Observations générales	5
Préface par Michel Rossetti	7
Introduction	9
Partie I. Division musulmane de la société	11
Chapitre I. Division à l'intérieur de la Terre d'islam	11
1) Musulmans	11
2) Gens du Livre	12
3) Apostats	13
4) Polythéistes	13
5) Statut particulier de l'Arabie	14
Chapitre II. Terre d'islam et Terre de mécréance	14
1) Frontière religieuse classique	14
2) Frontière religieuse classique et migration	15
3) Frontière religieuse actuelle	17
4) Frontière religieuse et migration actuelle	18
5) Musulmans en Suisse	19
Partie II. Les musulmans et les cimetières	23
Chapitre I. Détermination des problèmes	23
Chapitre II. Migration des morts	24
1) Normes juives	24
2) Normes chrétiennes	25
3) Normes musulmanes	25
4) Conflit avec les normes suisses	29
Chapitre III. Division entre les morts	33
1) Normes juives	33
2) Normes chrétiennes	37
3) Normes musulmanes	43
A) Séparation entre musulmans et <i>mécréants</i>	44
B) Enterrement des apostats	48
C) Enterrement des suicidés, des pécheurs et des mort-nés	49
D) Enterrement des non-musulmans en Arabie	50
E) Enterrement des ressortissants de la <i>Terre de mécréance</i>	51
F) Enterrement des musulmans en <i>Terre de mécréance</i>	51
4) Conflit avec les normes suisses	55
A) Cadre fédéral	55
B) Revendication d'un cimetière séparé	64
Chapitre IV. Direction de la tombe	79
1) Normes juives	79
2) Normes chrétiennes	79
3) Normes musulmanes	79
4) Conflit avec les normes suisses	81

Chapitre V. Linceul, cercueil et tombe	82
1) Normes juives	82
2) Normes chrétiennes	83
3) Normes musulmanes	83
4) Conflit avec les normes suisses	86
Chapitre VI. Temps de l'enterrement	87
1) Normes juives	87
2) Normes chrétiennes	88
3) Normes musulmanes	88
4) Conflit avec les normes suisses	90
Chapitre VII. Permanence des tombes	91
1) Normes juives	92
2) Normes chrétiennes	93
3) Normes musulmanes	95
A) Doctrine classique	95
B) Opinions et pratiques modernes	98
C) Position extrême	103
4) Conflit avec les normes suisses	104
Chapitre VIII. Incinération	107
1) Normes juives	109
2) Normes chrétiennes	112
3) Normes musulmanes	116
4) Conflit avec les normes suisses	121
Conclusion	129
Bibliographie	133
Table des matières	139